



OFF
41158
63/54
[5]

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 JANVIER 1922.

QUEBEC, SATURDAY 7TH JANUARY, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

Is-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

31

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is-A. PROULX,

King's Printer.

32

Government House.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, etc., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,

3983—40-7

L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,
GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the question to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this SEVENTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

3984—46-7

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le vingt-sept décembre 1921 et présentés avant le trente-un janvier 1922, les pétitions introductives de bills privés devront être présentés avant le vingt janvier et reçues avant le vingt-cinq janvier 1922, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le quatorze février 1922.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the twenty-seventh of December, 1921, and introduced before the thirty first of January, 1922; petitions for the introduction of private bills must be presented before the twentieth of January and received before the twenty fifth of January, 1922; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the fourteenth of February, 1922.

Québec, le 17 novembre 1921.

Quebec, November 17th, 1921.

3973—46-7

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

3974—46-7

L.-P. GEOFFRION.
Clerk.

Lettres patentes

Letters patent

"Canadian Research Laboratories, Inc".

"Canadian Research Laboratories, Inc".

AVIS est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1921 constituant en corporation: Winchester Henry Biggar, avocat, Darley Burley Smith, gérant d'administration, et Bertha M. Hodgson, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire des enquêtes et recherches, obtenir, manufacturer, acheter et vendre des formules, recettes secrètes et renseignements pour fins scientifiques et commerciales, généralement faire affaires en gros ou au détail et comme fabricants, acheteurs et vendeurs de tous genres de produits chimiques, articles brevetés, appareils scientifiques, procédés nouveaux et inventions se rapportant à aucune matière commerciale ou scientifique, et à toutes autres choses de même nature; les exploiter, vendre et louer à royauté, ou autrement en trafiquer;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions droits d'auteur, privilèges, marques et noms de commerce, étiquettes, plans et choses semblables conférant aucun droit limité, ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs ou se rapportant à toutes inventions propres, à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer développer et accorder des permis y relatifs, en rapport avec ce qui précède, acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, terrains, emplacements, droits gouvernementaux, municipaux ou autres, privilèges, franchises, commodités et licences de tous genres, aussi les vendre, échanger ou autrement les aliéner ou en disposer;

Exercer aucun autre commerce de fabrication ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1921, incorporating: Winchester Henry Biggar, advocate, Darley Burley Smith, office manager, and Bertha M. Hodgson, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To investigate, search for and obtain, to manufacture, buy and sell formulae, secret recipes and information for scientific, and commercial purposes; to generally carry on the wholesale and or retail business as manufacturers, buyers and vendors of all kinds of chemicals, patented articles, scientific apparatus, new processes and inventions in any commercial or scientific matter, and all other things of a like nature; to exploit, sell and lease on a royalty basis or otherwise deal in same;

To apply for, obtain, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, concessions, copyrights, licenses, privileges, trade names, trade marks, labels, designs and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to inventions which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, sell, traffic, exchange or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

In connection with the foregoing to purchase, lease or otherwise acquire, real estate, lands, locations, Government, Municipal or other rights, privileges, franchises, easements and licenses of all kinds, and to sell, exchange or otherwise dispose of, or deal in same;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly, to enhance the

biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Détenir, acheter, prendre ou autrement acquérir par souscription originale, achat à la bourse par vente privée ou en échange pour des actions, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement, aussi détenir, vendre, transférer ou autrement disposer d'actions, parts ordinaires ou privilégiées, débetures, bons ou autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie, ou qui exerce aucune industrie susceptible d'être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter aussi sur toutes les actions ainsi détenues par l'entremise d'une ou plusieurs personnes que les directeurs nommeront;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété des franchises, de l'achalandage, de l'actif, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, firme ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, ainsi les payer totalement ou partiellement en argent, totalement ou partiellement en obligations, en actions libérées, ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, assumer le passif d'aucune telle personne, firme ou corporation;

Promouvoir aucune autre compagnie pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété, de l'entreprise et du passif de la présente compagnie, d'aucune entreprise, affaire ou opération qui semblera propre à aider à la compagnie ou à l'avantager, à accroître la valeur d'aucune propriété ou affaire de la présente compagnie;

Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle des affaires ou opérations d'aucune autre corporation ou compagnie à responsabilité limitée, d'aucune entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée, et pour cela nommer et rétribuer des directeurs, comptables, compétences ou agents, prêter de l'argent, garantir les obligations, nantir ses titres au profit de, ou autrement aider aucune telle corporation, compagnie à responsabilité limitée, ou entreprise, ou aucune autre compagnie quelconque, aux conditions et termes que les administrateurs croiront convenables;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Rémunérer aucune personne, soit par émission d'actions entièrement libérées soit par octroi de commission, pour services rendus à la compagnie en plaçant, aidant à placer, garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, d'aucunes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation, de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

value or render profitable any of the company's property or rights;

To hold, purchase, take or otherwise acquire whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange, for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell, transfer or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking all or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company, or to enhance the value of any property or business of this company;

To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any other corporation limited liability company, undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms subject to such conditions as the directors may think fit;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to lend money to, guarantee the obligation of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold or issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate any person whether by the issue of fully paid non assessable shares or by the granting of a commission for the services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière, qui sera de temps à autre déterminés;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de changes, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire enregistrer, reconnaître la compagnie dans aucune province du Canada, aucun pays ou état étranger, y désigner les personnes qui, selon les lois de cette province, de ce pays ou état représenteront la compagnie et recevront signification pour et en son nom d'aucune procédure ou action;

Émettre et répartir, comme entièrement libéré du capital de la compagnie constituée aux présentes, en paiement intégral ou partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pourvoirs, privilèges, beaux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations, débentures, autres valeurs ou droits qu'on pourra légalement acquérir en vertu des présentes et, avec l'assentiment des actionnaires, pour services rendus;

Vendre, louer, ou autrement, disposer des biens, ou entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement aucunes actions, débentures, ou valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la corporation ou dont la présente compagnie peut disposer;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, endossement, garantie d'obligations, de débentures, d'autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut être en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ou par une ou plusieurs telles personnes; avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens qu'on jugera bons, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exhibition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et revues;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Canadian Research Laboratories, Inc.", avec un fonds social total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent parts (100) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments.

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit:

To issue and allot, as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders of any services rendered to it;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such considerations as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise, any other person, firm or company and to guarantee the performance of contracts by any such persons, firm or company or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press and periodicals or otherwise by circulars or interest by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things in any part of the world as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian Research Laboratories, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00), each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quatorzième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1

"Langlois, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1921, constituant en corporation : Chs.-J.-P. Langlois, voyageur de commerce, Beauport ; Joseph St-Pierre, marchand, Méchins ; Arthur Fradette, marchand, Armagh, et Emile Côté, marchand, Cap Chat, dans les buts suivants :

Faire affaires comme marchands en gros et au détail de toute espèce d'effets, denrées et marchandises, aussi comme entreposeurs généraux de toute manière, et généralement faire commerce et trafiquer de tous produits, provisions, matériaux et marchandises de toute description ;

Etablir et tenir des magasins de gros et de détail et généralement conduire aucun commerce, aucune entreprise pouvant être convenablement exercé en rapport avec la précité ;

Exercer un commerce comme agent général d'exportations et d'importations, à commission, et d'expédition, acquérir pour cela le commerce, les droits, franchises, relations et l'achalandage d'aucune personne, société ou corporation exerçant ou intéressée dans aucun commerce semblable ;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur les dits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, louer, échanger, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, des bâtisses ou structures qui y sont ou y seront construites selon qu'on le croira nécessaire. Construire des bâtisses et trafiquer des matériaux de construction ;

Prendre ou détenir des hypothèques en garantie d'aucune balance non payée du prix d'achat d'aucun des terrains, bâtiments ou structures ainsi vendus, vendre, grever ou autrement disposer des dites hypothèques ; améliorer, altérer et administrer les dits terrains et bâtiments, garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations de personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie sera en relations d'affaires et assumer et prendre charge de ces obligations ou contrats en souffrance ;

Acquérir l'actif ou le passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce totalement ou partiellement semblable à ceux de la compagnie constituée en vertu de la présente loi ;

Les administrateurs pourront payer avec les deniers de la compagnie toutes les dépenses encourues de la compagnie pour former, enregistrer et publier la compagnie, et rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en plaçant les parts du capital corporatif, ses débetures ou autres valeurs, ou dans la gestion de ses affaires ; faire tous actes, actions et choses que l'on croira se rattacher ou être appropriés à l'obtention de tous droits précités ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Langlois, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fourteenth day of December, 1921.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2

"Langlois, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-second day of december, 1921, incorporatign : Chs.-J.-P. Langlois, travelling salesman, Beauport ; Joseph St-Pierre, merchant, Mechins ; Arthur Fradette, merchant, Armagh, and Emile Côté, merchant, Cap Chat, for the folowing purposes :

To do business as wholesale and retail merchants of kinds of goods, wares and merchandise, as well as general warehousemen in all branches thereof, and generally to deal and trade in all kinds of products, provisions, materials and merchandise of all descriptions ;

To establish and keep wholesale and retail shops and generally to conduct any business or enterprise capable or being carried on in connection with the above ;

To do business as general importing and exporting agents, on commission, and forwarders, to acquire for this business the rights, franchises, relations and goodwill of any person, partnership or corporation carrying on or interested in any similar business ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests in the same with any buildings or strutures which may be found on the said lands or any thereof, also to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any part of the lands, buildings or constructions erected or to be erected thereon as it may be deemed necessary. To erect buildings and deal in building material ;

To take or hold hypothees as a security for any unpaid balance of the purchase price of any lands, buildings or structures so sold, to sell, pledge or otherwise dispose of the said hypothees ; to ameliorate, alter, and administer the said lands and bilding, to guarantee and otherwise assist in the execution of contracts or obligations of persons, partnerships or corporations with which the company may be in business relations and to take over and assume the obligations or unfilled contracts ;

To acquire the assets and liabilities of any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that of the company incorporated under the present Act ;

The directors may pay with the money of the company for all the expenses incurred by the company to incorporate, register and advertise the company and to remunerate any person or company for services rendered in placing the shares of capital stock of the company, debentures or other securities, or in the management of the business ; to do all acts, actions and things which may be deemed incidental or conducive to the attainment of all the aforementioned rights or any thereof, under the name of "Langlois, Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars

quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de \$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

7

"The Canadian General Products Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de décembre 1921, constituant en corporation: Albert A. Griffin, commis; Victoria M. Griffin, sténographe, fille majeure; Leo L. Turner, S. E. Duveck, Leonard Heald, gérants, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, vendre, manufacturer et trafiquer d'effets, denrées et marchandises de tout genre, soit comme principal soit comme agent;

Construire, acquérir, exploiter, opérer et aliéner des moulins à pulpe, à papier et à bois et effets de toute catégorie et description, exercer et exploiter le commerce et l'industrie de toutes les espèces de pulpe et de papier et des produits d'iceux, exercer et exploiter une industrie générale consistant à faire du bois, de la charpenterie, du rabotage et à scier le bois, sous toutes formes, comprenant la coupe des billots, le flottage, la mise en estacade, le tirage, le sciage, la fabrication et l'expédition des billots, et de toutes les espèces et catégories de bois brut et ouvré, aussi acheter, vendre et trafiquer des billots, bois de charpente, de construction ou autre, ouvré ou non ouvré, de la pulpe, du bois de pulpe, du papier, de tous leurs produits et sous-produits;

Acheter, avoir, détenir, acquérir, exploiter, administrer, vendre, louer, céder à bail ou aliéner des terres, tènements, héritages, commodités, hôtels, maisons de pension, fermes, exploitations agricoles, permits fonciers, licences, droits de coupe, droits forestiers, concessions forestières, droits de flottage, estacades et de tirage, forces hydrauliques, privilèges hydrauliques, moulins, privilèges d'usage de moulins, usines, ateliers et forges, se livrer aussi au commerce d'entreprises générales et de biens-fonds;

Construire, bâtir, acheter, nolisier, fréter ou autrement acquérir, vendre, louer ou autrement disposer de navires, parts sur navires, vaisseaux, remorqueurs, allèges, bacs, quais, jetées, ponts, barrages, appontements et tout l'outillage nécessaire ou connexe, les utiliser pour le transport des passagers, malles, effets, denrées et marchandises de toute espèce, faire affaires comme voituriers par terre et mer, armateurs, propriétaires de quais, barges, allèges, agents d'expédition;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute espèce d'effets, denrées et marchandises, ériger, faire et exploiter des entrepôts et magasins;

Ériger, outiller, exploiter et entretenir des réseaux téléphoniques ou graphiques sur les diverses propriétés de la compagnie ou sur des terrains qu'elle contrôle, aussi bâtir, ériger, exploiter et maintenir des tramways sur les diverses propriétés de la compagnie ou sur des terrains qu'elle contrôle, relier ces réseaux de téléphone ou télégraphe et tramways avec les réseaux similaires d'aucune autre compagnie sur les terrains que contrôle la compagnie;

(\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00), each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec,

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of December, 1921.

8

C.-J. SIMARD.
Assistant Provincial Secretary.

"The Canadian General Products Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1921, incorporating: Albert A. Griffin, clerk; Victoria M. Griffin, stenographer, spinster; Leo L. Turner, S. E. Duveck, Leonard Heald, managers, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and either as principal or agent;

To construct, acquire, operate, carry on and dispose of pulp, paper and lumber mills and effects of any and every kind and description, and to carry on and operate the business or manufacture of all kinds of pulp and paper and the products thereof, and to carry on and operate a general lumbering, woodworking, planing and sawmill business in all its branches, including logging, driving, ponding, sorting, sawing, manufacturing and shipping of logs, and all kinds and classes of lumber, manufactured and unmanufactured, and to buy, sell and deal in logs, timber or other lumber, manufactured or unmanufactured, and any pulp, pulpwood, paper and all products and by-products thereof;

To purchase, have, hold, acquire, operate, manage, sell, lease, let or dispose of lands, tènements, hereditaments, easements, hotels, boarding-houses, farms, farming operations, ground permits, licenses, timber licenses, lumber rights, lumber limits, driving rights, ponding and sorting rights, waterpowers, water privileges, mills, mill privileges, mill buildings, machine shops and blacksmith shops, and to carry on a general contracting and real-estate business;

To erect, build, purchase, charter, hire or otherwise acquire, sell, let or otherwise dispose of ships, shares in ships, vessels, tugs, lighters, scows, wharves, piers, bridges, dams, brows and all equipment necessary or incidental thereto, and to employ the same in the conveyance of passengers, mails, goods, wares and merchandise of all kinds, and to carry on the businesses of carriers by land and water, shipowners, wharfingers, barge-owners, lightermen and forwarding agents;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, and to erect, manufacture and operate warehouses and store-houses;

To erect, equip, operate and maintain lines of telephone and telegraph over and upon the various properties of the company and on land controlled by the company, and to build, erect, operate and maintain trams or tramways over and upon the various properties of the company and on lands controlled by the company, and to connect such telephone and telegraph lines, trams and tramways with similar lines of any other company over lands controlled by the company;

Acquérir par souscription originale ou autre, détenir, vendre et autrement disposer d'actions, parts ordinaires ou privilégiées, debentures, actions-hypothécaires, mandats de contribution et autres obligations d'aucune compagnie quelconque, d'aucun gouvernement fédéral, provincial ou municipal, aider au moyen de boni, prêt, garantie, ou autrement, aucune industrie ou entreprise se servant ou convenant de se servir de l'énergie fournie par la compagnie, fournissant ou convenant de fournir l'énergie à la compagnie;

Acheter, acquérir et assumer aucune autre corporation ou industrie exerçant un ou plusieurs des commerces mentionnés aux présentes, aussi acheter, assumer ou autrement acquérir du capital dans aucune autre corporation ou entreprise exerçant un commerce semblable au commerce de la compagnie créé aux présentes, soit en tout soit en partie, avec la totalité de la propriété, des franchises et des droits dont jouit telle corporation ou entreprise, et généralement détenir des obligations, parts et titres d'aucune compagnie constituée ou d'aucune personne;

Solliciter et obtenir de temps à autre, aux fins de la compagnie, une ordonnance, un ordre, une licence, un pouvoir, une autorisation, une franchise, concession, un droit ou un privilège que le parlement du Canada, le gouverneur-en-conseil, qu'aucune législature provinciale canadienne, aucune municipalité d'aucune province, un autre corps public, ou qu'aucune corporation peut édicter, passer ou octroyer; aussi acheter ou autrement acquérir, et vendre, louer, céder à bail, ou autrement aliéner par cession, transfert ou autrement aucune telle licence, ce pouvoir, cette autorisation, franchise, concession, ce droit ou privilège pouvant avoir été ci-devant ou qui pourra à l'avenir être accordé à une ou plusieurs telles personnes, à cette firme ou corporation, aussi les exécuter, aider et contribuer à leur donner effet; employer les deniers, les parts, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et impenses nécessaires;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des entreprises ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession des biens convenant aux objets de la corporation;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de commerce, brevets, licences, concessions, formules ou choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non-exclusif, ou limité à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou formule qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, on dont l'acquisition est susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveil-

To acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell and otherwise dispose of shares, stock (whether common or preferred), debentures, debenture stock, share warrants and other obligations of any company whatsoever, or of any government, either federal, provincial or municipal, and to aid by way of bonus, loan, guaranty or otherwise any industry or enterprise using or agreeing to use power supplied by the company, or supplying or agreeing to supply power to the company;

To purchase, acquire and take over any other corporation or business carrying on any one or more businesses herein specified, and to purchase, take over, or otherwise acquire capital stock in any other corporation or business carrying on business similar to the business of the company hereby created, either in whole or in part, together with all property, franchises and rights enjoyed by such corporation or business, and generally to hold bonds, stocks and securities of any incorporated company or of any individual;

To apply for and obtain from time to time for the purposes of the company any ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which the Parliament of Canada or the Governor in Council, or which any legislature of any province in Canada, or any municipality of any province, or other public body, or which any corporation may be empowered to enact, make or grant; and to purchase or otherwise acquire and to sell, lease, let, or otherwise dispose of by assignment, transfer or otherwise, any such license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which may have been heretofore or which may be hereafter granted to any person or persons, firm or corporation, and to carry on, aid in and contribute towards carrying the same into effect; and to appropriate any of the company's money, stock, bonds and assets to defray necessary costs, charges and expenses thereof;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company expedient or capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or undertakings;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessor in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance for the same, and to

lance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Organiser une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour aucun autre objet qui paraîtra propre à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir la propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce et particulièrement des terres à bois, bâtisses, commodités, franchises, les machines, l'outillage et l'assortiment;

Faire, construire, altérer, réparer, améliorer, maintenir, exploiter, gérer, prendre ou céder à bail, vendre, exécuter ou contrôler des routes, chemins, voies latérales ou d'évitement, bâtisses, réservoirs, cours d'eau, canaux, quais, ponts, jetées, estacades, fabriques, entrepôts, usines et réseaux électriques, bâtisses, maisons, tenements, ateliers, magasins et d'autres structures et commodités qui paraîtront propres directement ou indirectement à procurer les intérêts de la compagnie, aussi contribuer à, subventionner, ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle; seulement sur la propriété que possède ou contrôle la compagnie;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie sur la garantie et de la manière qui seront de temps à autre déterminés;

Prêter de l'argent à aucunes personnes, firme, ou corporation en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne, compagnie ou corporation;

Rémunérer aucune personne compagnie ou corporation pour services rendus, ou à être rendus, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucunes actions du capital corporatif, d'aucunes débtures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou dans la gestion de ses affaires;

Vendre, louer ou céder la totalité ou aucune partie des biens, valeurs franchises et entreprises de la compagnie, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débtures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, faire aussi toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Canadian General Products Company", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en mille (1000) parts de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

3

C.-J. SIMARD.

subscribe or guarantee money for charitable and benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part of the property and liabilities of the company or any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Generally, to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, and to sell, lease, let or otherwise dispose of any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular timber lands and other lands, buildings, casements, franchises, machinery, plant, stock-in-trade;

To make, construct, alter, repair, improve, maintain, work, manage, lease, rent, sell, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, buildings, reservoirs, watercourses, canals, wharves, bridges, piers, booms, manufactories, warehouses, electrical works and lines, buildings, houses, tenements, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof, only on such property as owned or controlled by the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required by the company upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person or persons, company or corporation;

To remunerate any person or persons, company or corporation for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any bonds, debentures, debenture stock or other security of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, lease or otherwise dispose of, in whole or in part, the properties, rights, franchises or undertakings of the company for such consideration as the company may think fit and either in cash or for shares, debentures, stocks or securities of any company or corporation;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, and to do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian General Products Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand (1000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1921.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis public est donné que "Chester Thompson Parker", du canton de Leeds, comté de Mégantic, docteur en chirurgie dentaire, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence pour exercer la profession de dentiste dans la province de Québec, après examen. 39—1-4

Public notice is given that "Chester Thompson Parker", of the township of Leeds, county of Mégantic, doctor of dental surgery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec, to grant him a license to practise the profession of dentistry in the Province of Quebec, after examination. 40—1-4

Avis est par les présentes donné que "The British Canadian Insurance Company—La Cie d'assurance Canadienne Britannique", incorporée par lettres patentes, s'adressera à la Législature dans le but de définir plus clairement les pouvoirs qui lui ont été accordés par ses lettres patentes et par la loi 8 Geo. V, ch. 120, et en obtenir de nouveaux.

Notice is hereby given that "The British Canadian Insurance Company—La Cie d'assurance Canadienne Britannique, incorporated by letters patent, will apply to the Legislature for an Act to better define the powers granted the said company by its letters patent and by the Act 8 Geo. V, ch. 120, and to obtain additional powers.

THE BRITISH CANADIAN INSURANCE COMPANY.
(La Cie d'ass. Canadienne Britannique).
43—1-4

THE BRITISH CANADIAN INSURANCE COMPANY.
(La Cie d'ass. Canadienne Britannique).
44—1-4

Avis public est par les présentes donné que la "Canadian Light, Heat & Power Company" sollicitera de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendement sa charte à l'effet, spécialement, de faire disparaître les restrictions contenues dans les paragraphes 8 et 8a de la section 1 de la loi 9 Edouard VII, chap. 107, dans le paragraphe 9 de la section 2 de ladite loi, et dans le paragraphe 8b de la section 1 de la loi 1 George V, chapitre 76, et pour d'autres fins.

Public notice is hereby given that the Canadian Light, Heat & Power Company will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act amending its charter and, in particular, repealing the restrictions contained in paragraphs 8 and 8a of section 1 of the Act 9 Edward VII, chap. 107, in the paragraph 9 for section 2 of the said Act, and in paragraph 8b of section 1 of the Act 1 George V, chap. 76, and for other purposes.

Montréal, 3 janvier 1922.

Montreal, 3rd January, 1922.

Le secrétaire-trésorier,
D. K. GOODFELLOW.

D. K. GOODFELLOW,
Secretary-Treasurer.

Avis public est par les présentes donné que la "Montreal Public Service Corporation" sollicitera de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendement sa charte à l'effet, particulièrement, de l'autoriser à opérer dans les comtés de Montcalm, L'Assomption, Argenteuil, Hull, Pontiac, Labelle, Vaudreuil, Soulanges, Huntingdon, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Chambly, Verchères, Rouville, Iberville, Missisquoi et Brome; pour abroger le paragraphe 12a de la seconde partie du paragraphe 12b de la section 1 de la loi 1 George V (2e session), chapitre 85; pour mettre la compagnie partiellement sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec, 1920, avec des dispositions spéciales concernant la constitution d'un exécutif et les suffrages des actionnaires privilégiés; pour autoriser la compagnie à acquérir et gérer l'entreprise d'autres compagnies autorisées à exercer une industrie semblable en tout ou en partie à celle de la compagnie; pour l'autoriser à acquérir le capital et les obligations des compagnies se servant de l'électricité dans ses limites territoriales, et pour d'autres fins.

Public notice is hereby given that Montreal Public Service Corporation will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act amending its charter and, in particular, authorizing it to carry on business in the counties of Montcalm, L'Assomption, Argenteuil, Hull, Pontiac, Labelle, Vaudreuil, Soulanges, Huntingdon, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Napierville, Saint Johns, Chambly, Verchères, Rouville, Iberville, Missisquoi and Brome; repealing paragraph 12a and the second part of of paragraph 12b of section 1 of the Act 1 George V (2nd session), chapter 85; placing the company partly under the operation of the Quebec Companies' Act, 1920, with special provisions regarding the constitution of an executive committee and the voting rights of preferred shareholders; authorizing the company to acquire and carry on the undertaking of other companies empowered to carry on a similar business in whole or in part of that of the company; authorizing it to acquire stock and bonds of companies using electricity within its territorial limits, and for other purpose.

Montréal, 3 janvier 1922.

Montreal, 3rd January, 1922.

Le secrétaire-trésorier,
D. K. GOODFELLOW.

D. K. GOODFELLOW,
Secretary-Treasurer.

Demande sera faite à la Législature, à la prochaine session, pour une loi incorporant "The Connectional Methodist Church in Quebec".

Application will be made at the next session of the Legislature for an Act to incorporate the Connectional Methodist Church in Quebec.

L'avocat de la requérante,
T. P. FORAN.
District de Hull, 22 décembre 1921. 4595—52-4

T. P. FORAN,
Solicitor for applicants.
District of Hull, 22nd December, 1921. 4596—52-4

Avis public est ici donné que Dame Nora Hunter, veuve de feu Walter Norton Evans, en son vivant de la cité de Montréal ; Nevil Norton Evans, professeur de chimie ; Dame Lillian Norton Evans, épouse séparée de biens de Henry M. Mackay, professeur de génie civil, et ledit H. M. Mackay, pour autoriser sadite épouse, et Gladys Norton Evans, fille majeure, tous de la cité de Montréal, et Dame Mabel Norton Evans, de la cité d'Ottawa, épouse séparée de biens de George-C. Wright, du même lieu, avocat, et ledit T.-C. Wright pour autoriser sadite épouse, et Percy Norton Evans, de la ville de Lafayette, dans l'Etat de l'Indiana, E. U. A., professeur de chimie, qu'ils demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi ratifiant une certaine convention intervenue entre ladite Dame Nora Hunter et al, le 4 janvier 1912, pardevant E. W. H. Phillips, notaire, le 6 janvier 1912, sous le No 6849 de son répertoire, et ratifiant la nomination de fiduciaires en vertu d'un arrangement matrimonial anténuptial de ladite Dame Nora Hunter, confirmant aussi leurs pouvoirs, et pour autres fins.

Montréal, le 24 décembre 1921.

Les avocats des requérants,
CAMPBELL, McMASTER & COUTURE.
4607—52-4

Public notice is hereby given by Dame Nora Hunter, widow of the late Walter Norton Evans, in his lifetime of the city of Montreal; Nevil Norton Evans, professor of chemistry; Dame Lillian Norton Evans, wife separate as to property of Henry M. Mackay, professor of civil engineering, and the said H. M. Mackay, for the purpose of authorizing his said wife, and Gladys Norton Evans, spinster, all of the city of Montreal, and Dame Mabel Norton Evans, of the city of Ottawa, wife separate as to property of George-C. Wright, of the same place, advocate, and the said G. C. Wright for the purpose of authorizing his said wife, and Percy Norton Evans, of the town of Lafayette, in the state of Indiana, U. S. A., professor of chemistry, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to confirm a certain agreement between the said Dame Nora Hunter et al, dated 4th. January, 1912, and deposited with E. W. H. Phillips, notary, on the 6th of January, 1912, under No 6849 of his repertoire, and to ratify the appointment of trustees under the antenuptial marriage settlement of the said Dame Nora Hunter, and to confirm their powers, and for other purposes.

Montreal, December 24th, 1921.

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE,
4608—52-4 Attorneys for applicants.

Avis est donné que Eugène Berthiaume, de la cité d'Outremont, journaliste, présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi pour déclarer valides et confirmer les actes et transports suivants : 1o Acte de vente passé à Montréal le 6 mars 1919, devant P. Angers, N. P., par Arthur Berthiaume, de la cité d'Outremont, avocat et journaliste, ès-qualité de fiduciaire et administrateur de la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume audit Eugène Berthiaume, de deux mille cinq cents actions ordinaires de "La Presse Publishing Company Limited"; 2o Acte de vente passé le même jour devant le même notaire par ledit Arthur Berthiaume, ès dite qualité, à Edouard Berthiaume, de la cité de Montréal, journaliste, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; 3o Acte de vente passé le même jour devant le même notaire par ledit Arthur Berthiaume, ès dite qualité, à Edouard Montet, de la cité de Montréal, journaliste, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; 4o Acte de transport sous seing privé le 21 février 1920, déposé devant Ed. Cholette, N. P., le 28 février 1920, par Edmond Montet audit Eugène Berthiaume, de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; 5o Acte de transport le 21 octobre 1921, devant J.-M. Savignac, N. P., par ledit Edouard Berthiaume audit Eugène Berthiaume de deux mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie ; pour déclarer que ledit Eugène Berthiaume est seul propriétaire desdites sept mille cinq cents actions ordinaires de ladite compagnie à lui transportées tel que susdit; et pour d'autres fins.

Les avocats du requérant,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN.

Montréal, 21 décembre 1921. 4617—52-4

Notice is given that Eugène Berthiaume, of the city of Outremont, journalist, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a bill declaring valid and confirming the following deeds and transfers of property : 1o Deed of sale passed at Montreal on the 6th March, 1919, before P. Angers, N. P., by Arthur Berthiaume, of the city of Outremont, advocate and journalist, in his quality of trustee and administrator of the estate of the late Honourable Trefflé Berthiaume to the said Eugène Berthiaume of 2500 common shares of "La Presse Publishing Company, Limited"; 2o Deed of sale passed the same day, before the same notary, by the said Arthur Berthiaume, in his said quality to Edouard Berthiaume, of the city of Montreal, journalist, of 2500 common shares of the said company ; 3o Deed of sale passed on the same day, before the same notary, by the said Arthur Berthiaume, in his said quality, to Edmond Montet, of the city of Montreal, journalist, of 2500 common shares of the said company ; 4o Deed of transfer under private signature on the 21st February, 1920, deposited before Ed. Cholette, N. P., on the 28th February, 1920, by Edmond Montet to the said Eugène Berthiaume, of 2500 common shares of the said company ; 5o Deed of transfer on the 21st October, 1921, before J. M. Savignac, N. P., by the said Edouard Berthiaume to the said Eugène Berthiaume of 2500 common shares of the said company; declaring that the said Eugène Berthiaume is the only proprietor of the said 7500 common shares of the said company to him transferred as aforesaid, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 21st December, 1921. 4618—52-2

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, aux fins de l'autoriser à vendre, à vente privée, le terrain de la partie de la Cinquième avenue fermée à la circulation publique et s'étendant de la rue Notre-Dame à la rue Saint-Joseph, dans la cité de Lachine, et pour autres fins.

Lachine, 28, décembre 1921.

A.-S. PELLETIER,

4635—52-4 Le procureur de la requérante.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to amend its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, in order to authorize it to sell, by private sale, the land of Fifth avenue closed to public traffic and stretching from Notre-Dame street to Saint-Joseph street, in the city of Lachine, and for other purposes.

Lachine, December 28th, 1921.

A. S. PELLETIER,

4636—52-4 Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que M. Donat Raymond, des cité et district de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, s'ouvrant le 10 janvier 1922, pour obtenir l'adoption d'une loi lui confirmant droit de propriété absolue dans une lisière de terre située entre les rues DesRivières et Windsor, en la cité de Montréal, et désignée comme suit: Lisière de terre non cadastrée mesurant vingt-quatre pieds de large environ, mesure anglaise, lisière bornée en front par la rue Windsor, en arrière par la rue DesRivières, du côté nord-ouest par le lot numéro sept cent dix-huit (718) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, du côté sud-est par le lot numéro sept cent seize (716) desdits plan officiels.

Montréal 26 décembre 1921.

Les procureurs du requérant,

4647—52-4 PERRAULT & RAYMOND.

Public notice is hereby given that Mr. Donat Raymond, of the city and district of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, opening on the 10th of January, 1922, to obtain the passing of an act confirming his absolute right of property in a strip of land situate between DesRivières and Windsor streets, in the city of Montreal, and designated as follows: A non cadastred strip of land measuring about twenty four feet in width, English measurement, and bounded in front by Windsor street, in the rear by DesRivières street, on the northwest side by the lot number seven hundred and eighteen (718) on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, on the southeast side by the lot number seven hundred and sixteen (716) on the said official plan.

Montreal, 26th December, 1921.

PERRAULT & RAYMOND

4648—52-4 Attorneys for applicant.

Avis public est par le présent donné que la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant l'émission de débentures jusqu'à concurrence de un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000) datées du 1er janvier 1922, capital remboursable dans trente ans de la date d'émission et portant intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent l'an, avec le fonds d'amortissement nécessaire au rachat desdites obligations ou débentures à maturité, et autorisant la mise en réserve de la somme qui sera nécessaire pour couvrir lesdits intérêts et fonds d'amortissement; pour lesdites obligations ou débentures être émises conformément à la loi 54 Victoria, chapitre 53 et *mutatis mutandis* en la forme permise par la loi 3 George V, chapitre 29.

Montréal, 19 décembre 1921.

Les avocats des requérants,

GREENSHIELDS, GREEN-

4485—51-4 SHIELDS & LANGUEDOC.

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an Act to authorize the issue of bonds to the extent of one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000) dated 1st January, 1922, payable as to principal in thirty years from date to issue and bearing interest at a rate not exceeding six per centum per annum, with such sinking fund as is necessary to redeem the said bonds or debentures at maturity, and to be authorized to set aside such sum as may be necessary to pay the said interest and sinking fund; said bonds or debentures to be issued in conformity with the Act 54 Victoria, chapter 53 and *mutatis mutandis* in the form authorized by the Act 3 George V, chapter 29.

Montreal, 19th December, 1921.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

4486—51-4 Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour un bill amendant sa charte et lui accordant les pouvoirs additionnels suivants, savoir:

(a) Le pouvoir de construire et d'exploiter, par le moyen de la vapeur ou de l'électricité, ou des deux à la fois, un embranchement reliant un point quelconque de sa voie ferrée actuelle, dans le comté de Chicoutimi, à la voie ferrée de la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay, à ou près de La Malbaie, en passant par les endroits les plus avantageux;

(b) Le pouvoir de commencer les travaux déjà

Public notice is hereby given that The Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend its charter and to grant the following additional powers, to wit:

(a) The power to build and to operate, by means of steam or electricity, or both together, a branch line to connect any point on its actual railroad in the county of Chicoutimi, with the railway of The Quebec & Saguenay Railway Company at a place in or near La Malbaie, passing through the most advantageous places;

(b) The faculty to commence the works of the

autorisés et ceux dont elle demande l'autorisation, en aucun temps avant le 24 mars 1925, sauf à les terminer avant le 24 mars 1928.

Québec, le 19 décembre 1921.

Les procureurs de la Compagnie du
chemin de fer Roberval-Saguenay,
4493—51-4 LAPOINTE & ROCHETTE.

construction previously authorized and those whose authorization is actually prayed for at any date before the 24th of March, 1925, provided they shall be completed before the 24th of March, 1928.

Quebec, this 19th of December, 1921.

LAPOINTE & ROCHETTE,
Attorneys for The Roberval and
4494—51-4 Saguenay Railway Company.

Avis public est donné que la ville de Laval-des-Rapides s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: qualification du maire et des échevins; séparation du comté de Laval et des obligations et dépenses de la corporation de ce comté, pour toutes les fins; annexion de son territoire; extension de la juridiction de la commission métropolitaine de l'Île de Montréal à la municipalité; augmentation et modification de ses pouvoirs d'emprunts; modification de la loi relative aux propriétés subdivisées et non subdivisées dans la ville; exemptions de taxes; fixation du tarif de l'eau et administration de l'aqueduc; modification des rôles d'évaluation et de répartition, de la date et du mode des élections municipales et des taxes, permis et redevances municipales, et pour autres fins.

Laval-des-Rapides, 21 décembre 1921.

Le secrétaire-trésorier.
4537—51-4 CHARLES BELANGER.

Public notice is hereby given that the town of Laval-des-Rapides will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act amending its charter in the following particulars: qualification of the mayor and aldermen; severance from Laval county and release from all liabilities and expenses of said county corporation for all purposes; annexation of its territory; extension of the jurisdiction of the Metropolitan Commission of the Island of Montreal to said municipality; increase and modification of its borrowing powers; amendment of existing laws in connection with subdivided and unsdivided immoveables in the town; exemptions from taxation; fixing of water-rates and management of water works; modification of valuation and assessment rolls, date and mode of municipal elections, taxes, licenses and other municipal assessments; and for other purposes.

Laval-des-Rapides, December 21st, 1921.

CHARLES BELANGER,
4538—51-2 Secretary-Treasurer.

Les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir des pouvoirs additionnels, et pour autres fins.

Montréal, 21 décembre 1921.

Les avocats des requérants,
4501—51-4 BONIN & MORIN.

The testamentary executors of the estate of the late Joseph-Arthur Villeneuve give notice, by the presents, that they will petition the Legislative assembly of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain additional powers, and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1921.

BONIN & MORIN,
4502—51-4 Attorneys for petitioners.

Avis public est donné que Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de Maurice-Nowlan de Lisle, en son vivant du même lieu, gentilhomme, Dame Béatrice de Lisle, de Montréal, épouse de Allan-Johnston Douglas, du même lieu, Dame Claire de Lisle, de Lac Edouard, épouse de George Rowley, toutes trois héritières de feu Alexandre-Maurice de Lisle, en son vivant de Montréal, gentilhomme, et de son épouse, née Marie-Angélique Cuvillier, et Hector Garneau, de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire dudit feu Alexandre-Maurice de Lisle, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les autorisant à constituer une compagnie à responsabilité limitée et à lui transporter l'actif desdites successions, et notamment les immeubles en formant partie, et à émettre des obligations ou parts acquittées de ladite compagnie en paiement, validant les titres auxdits immeubles, exemptant de formalités judiciaires le partage desdites successions et ratifiant ce partage, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 décembre 1921.

Les avocats des pétitionnaires,
DESSAULLES, GARNEAU,
4539—51-4 DESY & LORRAIN.

Public notice is given that Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of Maurice Nowlan de Lisle, in his lifetime of the same place, gentleman, Dame Beatrice de Lisle, of Montreal, wife of Allan Johnston Douglas, of the same place, Dame Claire de Lisle, of Lake Edward, wife of George Rowley, heirs of the late Alexandre Maurice de Lisle, in his lifetime of Montreal, gentleman, and of his wife née Marie-Angélique Cuvillier, and Hector Garneau, of Montreal, in his capacity of testamentary executor of the said late Alexandre-Maurice de Lisle, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing them to incorporate a joint stock company to which the assets of the said estates may be transferred, and in particular the real estate forming part thereof, to issue debentures or paid-up shares of the said company in payment, validating the titles to such real estate, exempting from legal formalities the partition of the said estates and ratifying such partition, and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1921.

DESSAULLES, GARNEAU,
4540—51-4 DESY & LORRAIN,
Attorneys for petitioners.

Avis public est donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Joseph-Alfred Goyer, pharmacien ; Hector Pelletier, médecin ; Louis Latendresse, boucher ; Gustave desTroisMaisons, courtier en immeuble ; J.-Henri Lapointe gérant, et Ulysse Corbeil, marchand, tous de Montréal, pour amender la charte de la cité de Montréal, soit par une loi spéciale, soit par un amendement à tout projet de loi qui pourra être présenté par la cité de Montréal, dans le but d'amender sa charte, et ce, aux fins d'abroger l'article 72 de la loi 8 George V, chap. 84 ; faire mettre de côté tous règlements, résolutions ou rôles de répartition faits par la cité de Montréal en vertu dudit article ; laisser imputable aux fonds généraux de la cité le coût des travaux d'égoûts, de trottoirs permanents et de conduites d'eau exécutés dans la ci-devant ville du Sault-au-Récollet ; abroger ou modifier toute loi en sens contraire, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 décembre 1921.

Les avocats des pétitionnaires,

DESSAULLES, GARNEAU,

4541—51-4

DESY & LORRAIN.

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent, et notamment : (a) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt additionnel de \$2,000,000 pour l'achat de terrains et la construction de nouvelles écoles et résidences ; (b) le pouvoir d'expropriation pour toutes fins scolaires, amendant à cet effet l'article 2751 des Statuts refondus de la province de Québec, et la section 2 de la loi 1 George V (2ième session), chapitre 29 ; (c) un amendement à la section 31 de la loi 7 George V, chapitre 28 ; (d) l'annexion de la partie du territoire de la municipalité scolaire de la Côte Saint-Luc, située dans les limites de la cité de Montréal, et pour autres fins.

Le secrétaire général et trésorier
de la Commission des écoles

catholiques de Montréal,

4549—51-4

AYME LAFONTAINE.

Avis public est par le présent donné que Jean-Baptiste Bérubé, Philippe Bouchard, Joseph Dufour, Thomas Richard, tous de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis-Sud, cultivateurs, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi détachant de la paroisse de Saint-Antoine de Padoue et annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, pour toutes fins civiles, le territoire suivant, savoir : Les lots numéros de 697 et 697 A, inclusivement, à 756, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, dans le cinquième rang, et pour autres matières.

Les procureurs des requérants,

4551—51-4

DESSAULLES, GARNEAU, LORRAIN & DESY.

Avis public est donné que la corporation du village de Mont-Joli sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant le dit village en corporation de ville, sous l'empire des dispositions de la Loi des cités et villes, avec certaines dispositions spéciales concernant la délimitation de son territoire ; la division en quartiers ; le pouvoir d'emprunt ; le droit d'expropriation en dedans et en dehors de son territoire ; le pouvoir de taxer personnes et propriétés ; l'intérêt exigible sur les arriérés de taxes ; la réglementation de certains négoce et industries ; l'octroi de permis ; l'an-

Public notice is hereby given that Joseph Alfred Goyer, druggist ; Hector Pelletier, physician ; Louis Latendresse, butcher ; Gustave desTroisMaisons, real estate broker ; J. Henri Lapointe, manager, and Ulysse Corbeil, merchant, all of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, to have the charter of the city of Montreal amended, either by a special bill or by an amendment to any bill which the city of Montreal may introduce to amend its charter, such application being for the purpose of repealing section 72 of the Act 8 George V, chap. 84 ; to set aside all by-laws, resolutions and assessment rolls made by the city of Montreal under the authority of such section, allowing the cost of the construction of sewers, permanent sidewalks and water-pipes in the former town of Sault-au-Recollet to remain chargeable against the general funds of the city ; to repeal or amend any existing law to the contrary and for other purposes.

Montreal, December 21st, 1921.

DESSAULLES, GARNEAU,

DESY & LORRAIN,

4542—51-4

Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the Act governing it, and notably : (a) the authorisation of an additional loan power of \$2,000,000 for the purchase of land and the construction of new schools and residences ; (b) the power of expropriation for all school purposes, amending to this effect article 2751 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and section two of the Act 1, George V (2nd session), chapter 29 ; (c) an amendment to section 31 of the Act 7 George V, chapter 28 ; (d) the annexation of the part of the territory of the school municipality of Côte Saint-Luc, situate in the limits of the city of Montreal, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,

Secretary General and Treasurer,

of the Catholic School Commission of Montreal.

4550—51-4

AYME LAFONTAINE.

Public notice is hereby given that Jean-Baptiste Bérubé, Philippe Bouchard, Joseph Dufour, Thomas Richard, all of the parish of Saint-Octave de Métis-Sud, farmers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act to detach the parish of Saint-Antoine-de-Padoue and annexe to the parish of Saint-Octave de Métis-Sud, for all civil purposes, the following territory, to wit : The lots numbers 697 and 697 A, inclusive, to 756, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Octave-de-Métis, in the fifth range, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU, LOR-

RAIN & DESY.

4552—51-4

Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that the corporation to the village of Mont Joli will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating the said village into a town corporation, under the provisions of the Cities' and Towns' Act, with certain special provisions concerning the delimitation of its territory ; the division into wards ; the borrowing power ; the right of expropriation in and out of its territory ; the power to tax persons and property ; interest to be charged on arrears of taxes ; the regulation of certain business and industries ; the grant of permits ; the an-

nexion de nouveaux territoires; l'élection du maire; la nomination des estimateurs; le droit de vote des compagnies; les construction, réparation et entretien du pont sur la rivière Métis entre les paroisses de Sainte-Flavie et Saint-Octave-de-Métis, à Grand Métis; la convocation des assemblées spéciales du conseil; l'inspection et la vente du lait; le droit de fournir l'eau en dehors de son territoire; l'autorisation de certaines dépenses pour annonces, réceptions officielles et délégations; le mode d'évaluation et de perception des taxes sur les terres en culture, en paturage ou affermées; la modification de la demande du paiement des taxes; la vente des immeubles pour non paiement des taxes; l'exemption ou la commutation par le conseil des taxes; le mode de recouvrer les amendes imposées; ses pouvoirs généraux de réglementation, et pour d'autres fins.

Village de Mont-Joli, 17 décembre 1921.

Les procureurs de la pétitionnaire,
DESSAULLES, GARNEAU,
LORRAIN & DESY.

4553—51-4

Avis est par les présentes donné qu'une pétition sera présentée à la Législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, par la corporation de la ville Baie Saint-Paul pour l'obtention d'un bill privé à l'effet :

Que la lettre patente émise le sept août 1913, constituant en corporation de ville ladite municipalité de la Baie Saint-Paul soit abrogée;

Que la loi VII, George V, chap. 76, divisant en trois quartiers ladite municipalité soit abrogée;

Que ladite municipalité formera à l'avenir une corporation de village sous le nom de "La corporation du village de Baie Saint-Paul", et sera régie par le Code municipal de la province de Québec de 1916, tel qu'amendé depuis, sauf en ce qu'il a d'incompatible avec la présente loi;

Que le présent conseil restera en fonction jusqu'au mois de janvier 1923;

Que le Conseil de ladite municipalité, en outre des pouvoirs accordés par le Code municipal de la province de Québec, peut faire amender et remplacer des règlements concernant:

L'exemption des taxes municipales pour une période de quinze ans, au plus, pour toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou exploitation nouvelle dans la municipalité, et les terrains occupés à cette fin;

La vitesse des bicycles et la manière de les conduire dans la municipalité;

L'heure de la fermeture des magasins dans la municipalité.

4573—51-4

MAYRAND & GERVAIS.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de sept cent mille quatre cent quatre-vingt-six piastres (\$700,486) pour payer le coût des travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour payer l'échange sur le dernier emprunt; pour payer les retenues faites sur certains contrats; pour payer le découvert de la commission de l'exposition; pour trottoirs permanents; pour la construction d'une côte à la rue Mathieu, dans le quartier Montcalm, et pour certains travaux de pavage permanent dans différentes rues de la cité; pour forcer les magasins de seconde main de garder un registre des effets qu'ils achètent; pour réglementer la circulation et l'exploitation des lignes d'autobus,

nexion of new territory; the election of mayor; the nomination of valuers; the right to vote of companies; the construction, repair and upkeep of a bridge on the river Metis between the parishes of Sainte Flavie and Saint Octave de Metis, at Grand Metis; the convocation of special council meetings; the inspection and the sale of milk; the right to supply water outside of its territory; the authorization of certain expenses for advertising, official receptions and delegations; the mode of evaluation and collecting taxes on lands under cultivation, pasture or farmed out; the modification of demand for the payment of taxes; the sale of immovables for the non payment of taxes; the exemption from or the commutation of taxes by the council; the mode of recovering fines imposed; general powers of regulation, and for other purposes.

Village of Mont Joli, December 17th, 1921.

DESSAULLES, GARNEAU,
LORRAIN & DESY,
Attorneys for applicant.

4554—51-2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the corporation of the town of Baie Saint Paul to obtain a private bill to the following effect:

That the letters patent issued August 7, 1913, incorporating into a town the said municipality of Baie Saint Paul be annulled;

That the Act VII George V, chap. 76, dividing into three wards the said municipality be annulled;

That the said municipality be incorporated into a village corporation under the name of "The Corporation of the village of Baie Saint Paul", and be governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, of 1916, as amended, excepting wherein incompatible with the present act;

That the present council remain in office up to the month of January, 1923.

That the council of the said municipality, besides the powers granted by the Municipal Code of the Province of Quebec, may amend and replace by-laws concerning:

The exemption of municipal taxes for a period of fifteen years at most, to any person or company carrying on a new industry or exploitation within the municipality, and the lands occupied for this purpose;

The speed of bicycles and the manner of riding on them within the municipality;

The hour for closing of shops within the municipality.

4574—51-4

MAYRAND & GERVAIS.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation, and to be authorized to borrow a sum of seven hundred thousand four hundred and eighty-six (\$700,486) dollars to pay for the cost of permanent works in the streets and public places of the city; to pay the exchange on the last loan; to pay the sums retained on certain contracts; to pay the overdrawn account of the exhibition commission; for permanent sidewalks; for the construction of a hill (côte) on Mathieu street, Montcalm ward, and for certain permanent paving work in different streets of the city; to compel second hand stores to keep a register of goods purchased; to regulate the circulation and exploitation of autobus lines within the limits of the city; to modify the exemption of taxes granted by law on certain immo-

dans les limites de la cité; pour modifier l'exemption de taxes accordée par la loi sur certains immeubles; pour souscrire un montant de cinq mille piastres (\$5,000) à l'érection d'un monument au Cardinal Taschereau; pour être autorisée à renouveler certains emprunts à longue échéance devenant échus dans le cours de l'année 1922; pour autoriser à courte échéance l'émission de tout emprunt à venir, si le conseil le juge à propos; pour compléter la loi passée à la dernière session autorisant l'élection d'un troisième échevin, dans le quartier Saint-Sauveur; pour annexer une partie de la paroisse Sainte-Foy et de la municipalité de la Petite Rivière à la cité; pour annexer à la cité une certaine pointe de terrain actuellement dans la municipalité de Sillery, de manière à donner accès à la cité au côté nord de la rue Saint-Cyrille; pour annexer pour les fins scolaires une partie de la municipalité de la Petite Rivière qui est déjà annexée pour les fins municipales; pour être autorisée à vendre à vente privée le marché et la halle Montcalm; pour être autorisée à employer un montant voté pour la reconstruction du pont Scott à la construction d'un nouveau pont au pied de la rue Marie de l'Incarnation, et pour autres fins.

4577—5124

Avis public est par le présent donné que Horace Beupré, J.-N. Ducharme, de Saint-David-d'Estcourt, Pierre Blier, Ferdinand Blier, de Saint-Eleuthère, et autres, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet d'ériger en municipalité de campagne les lots 1 à 20, $\frac{1}{2}$ S.-E. du lot 21, les lots 22 à 24 du canton de Pohénégamook, comté de Témiscouata, et les lots 1 à 27 rangs 1 et 2, dans le canton d'Estcourt, comté de Témiscouata, étant actuellement situés dans les municipalités des paroisses de Saint-David-d'Estcourt, comté de Témiscouata, et de Saint-Eleuthère, comté de Kamouraska, laquelle municipalité sera désormais connue sous le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-d'Estcourt, avec tous les pouvoirs attachés à de telles municipalités, et pour d'autres fins.

Québec, le 10 décembre, 1921.

Les procureurs des requérants,

4325—50-4

VALMORE BIENVENUE.

Avis public est aux présentes donné que "Le Club des Arts, limitée", de la cité de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte et définissant ses pouvoirs, et pour d'autres fins connexes aux présentes.

Montréal, le 9 décembre 1921.

L'avocat des requérants,

4341—50-4

WALTER-S. JOHNSON, C. R.

Avis public est donné que Léopold Desforges, de Montréal, médecin et chirurgien, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à lui accorder une licence pour exercer sa profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, après examen.

L'avocat et agent de Léopold Desforges,

4343—50-4

J.-L. GELINAS.

Avis public est aux présentes donné que Wolf Signer, courtier d'assurances; Isaac Kaufman, entrepreneur; Jaramie Kivenko, industriel; Bernard Schwartz, gérant; Samuel Laben-

veables; to subscribe an amount of five thousand (\$5,000) dollars for the erection of a monument to Cardinal Taschereau; to be authorized to renew certain long term loans maturing within the course of the year 1922; to authorize the issue of short term loans, in the future, if the council deems it suitable, to complete the law passed at the last session authorising the election of a third alderman in Saint Sauveur ward; to annex a part of the parish of Sainte Foy and of the municipality of Little River to the city; to annex to the city a certain piece of land now in the municipality of Sillery, so as to give access to the city on the north side of Saint Cyrille street; to annex for school purposes a part of the municipality of Little River which is already annexed for municipal purposes; to be authorized to sell by private sale Montcalm market and Montcalm Hall; to be authorised to employ an amount voted for the reconstruction of Scott bridge, for the construction of a new bridge at the foot of Marie de l'Incarnation street, and for other purposes.

4578—51-4

Public notice is hereby given that Horace Beupré, J.-N. Ducharme, of Saint-David-d'Estcourt, Pierre Blier, Ferdinand Blier, of Saint-Eleuthère, and others, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to erect into a rural municipality the lots 1 to 20, S.-E. $\frac{1}{2}$ of lot 21, the lots 22 to 24, of the township of Pohenegamook, county of Temiscouata, and the lots 1 to 27, range 1 and 2, in the township of Estcourt, county of Temiscouata, being presently situated in the municipalities of the parishes of Saint-David-d'Estcourt, county of Temiscouata, and of Saint-Eleuthère, county of Kamouraska, said municipality to be known in the future under the name of Saint-Pierre-d'Estcourt, with all the powers attached to such municipalities, and for other purposes.

Quebec, December 10th, 1921.

VALMORE BIENVENUE,

4326—50-4

Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that application will be made by "The Arts Club, Limited", of the city of Montreal, at the next session of the Quebec Legislature, for an act to amend its charter and to define its powers, and for all other purposes relating to these presents.

Montreal, December 9th, 1921.

WALTER-S. JOHNSON, K. C.,

4342—50-4

Attorney for applicant.

Public notice is hereby given that Léopold Desforges, of Montreal, physician and surgeon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the College of Physician and Surgeons of the Province of Quebec, to grant him a license to practice medicine and surgery in the Province of Quebec, after examination.

J.-L. GELINAS,

Attorney and agent for Léopold Desforges.

4344—50-4

Public notice is hereby given that Wolf Signer, insurance broker; Isaac Kaufman, contractor; Jaramie Kivenko, manufacturer; Bernard Schwartz, manager; Samuel Laben-

son, tailleur ; Abraham Marcovitch, marchand ; Solomon Pritzker, secrétaire financier ; Isidore Schwartz, tailleur ; David Nathanson, agent ; Aron Bindman, marchand ; Leibel Auwerbach, teneur de livres ; Gershon Zudick, entrepreneur ; Samuel Schlezinger, marchand, tous de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi constituant en corporation "The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", dont l'objet serait de secourir ses membres devenus malades, victimes d'accidents, incapables de travailler, frappés par l'infortune et la mort, d'accorder secours et assistance et tous autres avantages aux veufs, veuves, enfants, héritiers et légataires des membres, y compris les frais funéraires et d'enterrement, et procurer à ses sociétaires tous les autres avantages qu'accorderont, de temps à autre, les règlements de l'association et les autres pouvoirs accordés d'habitude aux sociétés similaires.

Montréal, le 9 décembre 1921.

L'avocat des requérants,
4345—50-4 NATHAN GORDON.

Les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi les autorisant à contribuer avec d'autres pour indemniser les créanciers de feu Messire Frédéric Tétreau, en son vivant curé de Drummondville, à acheter les biens de la succession de ce dernier, et à faire pour ces fins toutes conventions qu'ils jugent nécessaires.

Le procureur,
4347—50-4 NAP. GARCEAU.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville d'Arthabaska demandera à la prochaine session de la Législature l'abrogation de la loi spéciale qui la régit, chap. 70, 3 Édouard VII, pour être mise sous la Loi générale des cités et villes, exception faite des dispositions de la section 5373 des Statuts refondus.

Arthabaska, ce 12 décembre 1921.

Le procureur de la requérante,
4367—50-4 JULES POISSON.

La Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi la constituant en corporation (11 Georges V, chapitre 140), afin d'obtenir des pouvoirs nouveaux et des pouvoirs plus étendus sur les matières suivantes :

(a) Contrôle des emprunts à long terme, temporaires ou en anticipation du revenu et de l'emploi de leur produit, des revenus, des dépenses, des plans de rues, boulevards, squares et de travaux municipaux en ce qui concerne les municipalités sous sa juridiction ; (b) emprunts des municipalités au nom de la Commission ; (c) administration des fonds d'amortissement des municipalités ; (d) surveillance de l'administration des municipalités sous son contrôle et vérification des bilans des autres municipalités de l'Île de Montréal ; (e) modification des formalités pour les emprunts, entr'autres quant à l'approbation par les propriétaires fonciers des municipalités sous son contrôle ; (f) droit d'être avisée annuellement sur tous les divers passifs affectant le territoire compris dans les limites de chaque municipalité de l'Île de Montréal. (g) consolida-

son, tailor ; Abraham Marcovitch, merchant ; Solomon Pritzker, financial secretary ; Isidore Schwartz, tailor ; David Nathanson, agent ; Aron Bindman, merchant ; Leibel Auwerbach, book-keeper ; Gershon Zudick, contractor ; Samuel Schlezinger, merchant, all of Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an act for the purpose of incorporating "The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", for the purpose of assisting its members in cases of sickness, accident, inability to work, reverses of fortune and death, and to grant assistance and aid and every and all other benefits upon widowers, widows, children, heirs and legatees of members, including funeral and cemetery benefits, and to secure to its members all other advantages which may, from time to time, be conferred by the by-laws of the association and such other powers as is usually conferred upon similar associations.

Montreal, December 9th, 1921.

NATHAN GORDON,
4346—50-4 Attorney for applicants.

The curé and churchwardens of l'oeuvre et fabrique of the parish of Saint-Frédéric-de-Drummondville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize them to contribute with other to indemnify the creditors of the late Frédéric Tétreau, in his lifetime curé of Drummondville, to purchase the assets of the estate of the said Frédéric Tétreau, and to that end to enter into any agreement they may deem expedient.

NAP. GARCEAU,
4348—50-4 Attorney.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Arthabaska will petition the Legislature at the next session for the abrogation of the special law which governs it, chap. 70, 3 Edward VII, to be put under the General Cities and Towns act, exception to be made of the dispositions of section 5373 of the Revised Statutes.

Arthabaska, December 12, 1921.

JULES POISSON,
4368—50-4 Attorney for petitioner.

The Island of Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending the law 11 George V, chapter 140, and giving to the said Commission additional and larger powers on the following matters :

(a) Control of all loans whether permanent, temporary or by anticipation of revenue and of their proceeds, of all revenues, expenses, of plans of streets, boulevards, squares and other municipal works regarding the municipalities under the jurisdiction of the Commission ; (b) loans for the municipalities to be made in the name of the Commission ; (c) administration of the sinking funds of the municipalities ; (d) supervision of the administration of the municipalities under its jurisdiction and verification of the balance sheets (bilans) of the other municipalities of the Island of Montreal ; (e) modification of the formalities for loans especially with respect to the approval by the proprietors, in the municipalities under its control ; (f) right to be informed annually on the different liabilities encumbering the territory comprised in the limits of

tion des fonds d'amortissement des municipalités sous son contrôle qui sont en retard dans leurs contributions au fonds d'amortissement; (h) approbation des emprunts de rachat des municipalités sous son contrôle sans autre formalité que l'approbation du lieutenant-gouverneur et du département des affaires municipales; (i) fixation des rôles d'évaluation des municipalités en défaut; (j) imposition et perception des taxes foncières générales et spéciales que les municipalités sous son contrôle peuvent ou doivent imposer; (k) plan général de l'Île de Montréal; (l) procédure pour la répartition sur les municipalités intéressées; (m) administration et liquidation des biens des compagnies incapables de remplir leurs obligations lorsque ces compagnies ont obtenu la garantie d'une municipalité sous son contrôle; (n) émission d'obligations ou certificats temporaires en rapport avec les emprunts de la Commission; (o) pour faire déclarer que les obligations de la Commission seront considérées comme des obligations municipales pour le placement des biens appartenant à autrui, suivant l'article 981-o du Code civil; et sur toutes matières incidentes aux objets ci-dessus.

Montréal, 13 décembre 1921.

Les procureurs de la requérante,
4393-50-4 LAURENDEAU &
LAURENDEAU.

Avis public est par les présentes donné que M. Germain Chouinard, chirurgien dentiste, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à lui permettre de pratiquer sa profession de chirurgien dentiste, dans la province de Québec, après examen pour la pratique, mais sans examen pour admission à l'étude.

Montréal, 12 décembre 1921.

Les procureurs du requérant,
4395-50-4 LEGRAND & PERRIER.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 62 Victoria, chapitre 93, cédule B, et la loi 3 Edouard VII, chapitre 121, cédule C, sur les objets suivants :

a. paiements anticipés; b. rente payable aux sociétaires; c. cession de rente; d. pouvoir d'émettre des certificats de la caisse au nom et pour le bénéfice de plusieurs personnes conjointement; e. pouvoir de garantir un minimum de rente basé sur le tarif d'une caisse de retraite; f. montants remboursables par la caisse de remboursement; g. tenue des comptes de la caisse de remboursement par la Caisse Nationale d'Economie; et autres matières incidentes aux objets ci-dessus.

Montréal, 13 décembre 1921.

Les procureurs de la requérante,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
4397-50-4

Avis est présentement donné que Dame Heva Prevost, épouse de M. Joseph-Edouard Auger, et M. Albert Prevost, médecin, de Montréal, grevés des substitutions créées par les testaments de feu M. Jean-Baptiste Beaudry, leur aïeul maternel, et feu M. Hercule-Jean-Baptiste Beaudry, leur oncle maternel, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant et déclarant définitif le partage entre eux des biens dont ils sont

each municipality of the Island of Montreal; (g) consolidation of sinking funds of municipalities under its control in arrears with sinking fund contributions; (h) approval of the refunding loans of municipalities under its control without other formalities except that of the approval of the Lieutenant-Governor and of the Department of Municipal Affairs; (i) fixation of the valuation rolls of the municipalities in default; (j) imposition and perception of real-estate taxes, general or special, that the municipalities under its control may or must impose; (k) general plan of the Island of Montreal; (l) procedure as to the repartition upon the municipalities interested; (m) administration and liquidation of the assets of the companies unable to meet their obligations when said companies have obtained the guarantee of a municipality under its control; (n) interim bonds or certificates in connection with the loans of the Commission; (o) to have it declared that the bonds of the Commission be considered as municipal bonds for the investment of moneys belonging to other persons, according to article 981-o of the Civil Code; and as to all matters incidental thereto.

Montreal, 13th December, 1921.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
4394-50-4 Solicitors for the applicant.

Public notice is hereby given that Germain Chouinard, dental surgeon, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for obtaining the passing of an Act to authorize the college of dental surgeons of the Province of Quebec, to admit him to the practice of the profession of dental surgeon, in the Province of Quebec, after examination for practice, but without examination for admission to study.

Montreal, 12th December, 1921.

LEGRAND & PERRIER,
4396-50-4 Attorneys for the petitioner.

The "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have the law 62 Victoria, chapter 93, Cédulé B and the law 3 Edward VII, chapter 121, cedule C, amended on the following subjects :

a. payments by anticipation; b. rent payable to the members; c. cession of rent or pension; d. power to issue certificates of "la Caisse" in the name and for the benefit of more than one person jointly; e. power to guarantee a minimum rent based on the tariff of "la Caisse de retraite"; f. amount to be reimbursed by "la Caisse de remboursement"; g. as to the books of "la Caisse de Remboursement" to be kept by "La Caisse Nationale d'Economie"; and as to all matters incidental to the matters above mentioned.

Montreal, 13th December, 1921.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
4398-50-4 Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that Dame Heva Prevost, wife of Joseph Edouard Auger, and Albert Prevost, doctor in medicine of Montreal, institutes in the substitution created by the wills of the late Mr. Jean-Baptiste Beaudry, their maternal grandfather, and the late Hercule-Jean-Baptiste Beaudry, their maternal uncle, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act ratifying and declaring definitive the sharing amongst them

ainsi grevés de substitution fait en conformité de la loi 5 Georges V, chapitre 156.

Montréal, ce 14 décembre 1921.

Les avocats des requérants,
4399—50-4 BEULLAC & MAILHIOT.

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour confirmer les pouvoirs qui lui sont accordés par sa charte, pour modifier et amender suivant qu'il sera nécessaire certaines dispositions de ladite charte et de ses amendements, aussi bien que l'acte des cités et villes, entre autres, relativement aux règlements du conseil avec ou sans leur approbation par les propriétaires de biens-fonds; à l'aqueduc et autres utilités ou services publics; aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation; au mode de collecter les taxes et cotisations; à l'extension du pouvoir d'imposer les taxes; à la restriction de l'exemption de taxes dans certains cas; à la collection et à la remise des taxes et cotisations scolaires; à leur prescription et à la fixation du rôle de cotisations de la taxe scolaire; aux franchises et privilèges dans les rues et places publiques de la municipalité; aux ouvertures et excavations, aux chemins, places publiques et trottoirs; au pouvoir d'emprunt de la municipalité, aux conditions et formalités des emprunts, au fonds de réserve; à l'émission de débentures pour pourvoir au remboursement de l'emprunt de \$1,500,000.00 effectué en vertu du règlement No 155, par un nouvel emprunt pour une période n'excédant pas 30 ans d'un montant suffisant pour rembourser la balance non amortie dudit emprunt ou autrement, et relativement aux sommes dues à la municipalité; à l'extension des pouvoirs de la Cour du recorder; à la ratification de certaines cotisations pour améliorations locales, afin de pourvoir aux charges des emprunts, et pour autres fins.

Montréal, 14 décembre 1921.

Les avocats de la requérante,
BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS.
4401—50-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 85 de ladite ville au sujet d'un emprunt de \$82,500.00 et le règlement No 86 au sujet d'un emprunt de \$109,500 et pour amender sa charte concernant les objets suivants: Le droit de vote et la liste des électeurs; le vote sur les règlements: la consolidation du fonds d'amortissement; l'établissement de champs d'épuration et d'incinérateur; l'ingénieur de la ville; la réglementation des constructions, et autres fins.

Saint-Jérôme, 13 décembre 1921.

Le greffier de la ville,
A.-P. LAPLANTE.
4403—50-4

Avis public est par le présent donné par MM. Joseph Beaubien, financier de la ville d'Outremont; Rosaire Prieur, agent financier de la ville de la Pointe-aux-Trembles; Charles-F. Furse, gérant de la ville d'Outremont; Alexandre Thurber, agent manufacturier, de la ville de Longueuil; T.-Damien Bouchard, journaliste, de la ville de Saint-Hyacinthe; Peter-William McLagan, gérant, de la ville de Westmount; J.-A.-A. Brodeur, avocat, de la ville de Montréal; C.-E. McGregor, de la ville de Saint-

of the property of which they are institutes in the substitution made in conformity with Act 5 George V, chapter, 156.

Montreal, 14th, December, 1921.

BEULLAC & MAILHIOT,
Attorneys for applicants.
4400—50-4

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to confirm the powers granted to it by its charter, and to modify and amend as may be deemed necessary certain provisions of said charter and its amendments, as well as the Cities and Towns' Act, amongst others, in relation to the by-laws of the Council, with or without their approval by owners of immoveable property; to the water works and other public utilities; to the valuation and perception rolls and their contestation; to the mode of collecting taxes and assessments; to the extension of the powers of taxation; to the restriction of the exemption of taxes in certain cases; to the collection and the remittance of school taxes; the prescription of same and the fixing of school tax panel of assessments; to franchises and privileges in the streets and public places in the municipality; to openings and excavations, to roads, public places and sidewalks, to the borrowing powers of the municipality, to the conditions and formalities of loans to the reserve fund, to the issue of debentures to provide to the refund of the loan of \$1,500,000.00 under by-law No. 155, by effecting a new loan for a period not exceeding 30 years, for an amount sufficient to refund the unamortised balance of said loan or otherwise, to the amounts due to the municipality and to the extension of the powers of the Recorder's Court; for the ratification of certain local improvement assessments, to provide for loan, charges, and for other purposes.

Montreal, 14th December, 1921.

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS,
Attorneys for petitioner;
4402—50-2

Notice is hereby given that the town of Saint-Jerome will apply to the Legislative assembly of Quebec, at its next session, to ask the granting of a law ratifying the by-law No. 85 of the said town concerning a loan of \$82,500.00 and the by-law No. 86 concerning a loan of \$109,500. and also to amend its charter regarding the following things: the right of vote and the voters list; the voting on by laws; the consolidation of the sinking fund; the building up of a dumping yard and the organization of an incineration department; the town surveyor, the by-laws controlling constructions, and for other purposes.

Saint-Jerome, December 13th, 1921.

A.-P. LAPLANTE,
Clerk of the town.
4404—50-4

Notice is hereby given by MM. Joseph Beaubien, financial, of the town of Outremont; Rosaire Prieur, financial agent of the town of Pointe-aux-Trembles; Charles-F. Furse, manager, of the town of Outremont; Alexandre Thurber, manufacturer's agent of the town of Longueuil; T.-Damien Bouchard, journalist, of the town of Saint-Hyacinthe; Peter-William McLagan, manager, of the town of Westmount; J.-A.-A. Brodeur, advocate, of the city of Montreal; Nap. Garceau, advocate, of the town of Drummondville; C.-E.

Lambert; Jos. Viel, marchand, de Rivière-du-Loup; John Finlay, marchand, de Kénogami; W.-E. Ranger, marchand, de la ville de Lachine; Louis Cousineau, avocat, de la ville de Hull; J.-E. Pineault, lieutenant-colonel, de Mont-Joli; P.-H. Bédard, médecin, de la ville de Québec; J.-A.-A. Leclair, entrepreneur, de la ville de Verdun; Charles Raymond, entrepreneur, du Lac-des-Seize-Iles; P.-N. Verge, trésorier, de la ville de Québec; Rosaire Bernier, voyageur, de Bienville; A.-B. Hunt, de Bury; J.-P. Lalonde, notaire, de Grand'Mère, et Frédérick Wright, éditeur, de la ville de Québec, qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation sans capital-action, sous le nom de l'Union des municipalités de la province de Québec, avec siège social à Montréal, dans le but d'harmoniser et combiner les forces municipales de la province de Québec; de recueillir et donner des renseignements; de publier des journaux, revues et autres publications, de s'occuper de toutes questions municipales; d'autoriser les municipalités de la province à devenir membre de ladite corporation et à payer certains droits à cet effet, et pour toutes autres fins.

Montréal, 14 décembre 1921.

JEAN & BIRON,

4405-50-4

Les avocats des requérants.

McGregor, of the city of Saint-Lambert; Jos. Viel, merchant, of Rivière-du-Loup; John Finlay, merchant, of Kenogami; W.-E. Ranger, merchant, of the town of Lachine; Louis Cousineau, advocate, of the town of Hull; J.-E. Pineault, lieutenant-colonel, of Mont-Joli; P.-H. Bédard, physician, of the city of Québec; J.-A.-A. Leclair, contractor, of the town of Verdun; Charles Raymond, contractor, of the Lake of Sixteen Islands; P.-N. Verge, treasurer, of the city of Québec; Rosaire Bernier, traveller, of Bienville; A.-B. Hunt, of Bury; J.-P. Lalonde, notary public, of Grand'Mère, and Frederick Wright, editor, of the city of Québec, that they will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them into a corporation without capital, to be known as "L'Union des Municipalités de la province de Québec" with its principal place of business at Montreal, for the purpose of uniting and combining all the municipalities of the Province of Québec, of gathering and giving informations, of publishing papers, magazines and other publications and of looking after all matters interesting municipalities, of authorizing the municipalities of the Province of Québec to form part of the said corporation and pay certain fees for that purposes, and also for other purposes.

Montreal, 14 December, 1921.

JEAN & BIRON,

4406-50-4

Attorneys for plaintiffs.

Avis public est par le présent donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte (7 Geo. V, chap. 66 et amendements) ainsi que certains amendements à la Loi des cités et villes concernant ladite cité de Sherbrooke, pour les objets suivants :

Augmenter la limite des emprunts temporaires qui peuvent être effectués par la cité chaque année;

Augmenter le taux de l'intérêt sur les taxes municipales;

Augmenter le taux de la taxe foncière;

Légaliser les règlements Nos 400 à 416 des règlements municipaux de la cité de Sherbrooke; Pourvoir au paiement d'une indemnité annuelle à chacun des échevins;

Avoir le droit de faire emprisonner les personnes condamnées à l'amende pour infraction aux règlements municipaux, à défaut de paiement de l'amende et des frais;

Obtenir le droit de vendre, au prix coûtant, aux contribuables de la cité, des appareils ou ustensiles de cuisine chauffés par l'électricité ou par le gaz;

Obtenir le droit de vendre au comptoir les obligations de la cité, au pair ou plus, après avoir demandé des soumissions;

Pouvoir faire, amender et abroger des règlements pourvoyant à la création d'un fonds de pension ou de retraite pour les employés municipaux;

Fixer la date de votation par les propriétaires sur les règlements d'emprunt;

Taxer les propriétaires pour le renouvellement des raccordements de leur propriété à l'aqueduc, aux égouts, à l'électricité et au gaz quand ces renouvellements seront nécessités par des travaux permanents;

Accorder un escompte à ceux qui paieront d'avance toutes les taxes imposées pour rembourser le coût des travaux permanents;

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter (7 Geo. V, chap. 66 and amendments) as well as certain amendments to the Cities and Towns' Act concerning the said city of Sherbrooke, for the following purposes :

To increase the limit of temporary loans which can be contracted by the city, yearly;

To increase the rate of interest on municipal taxes;

To increase the rate of the property tax;

To legalise the by-laws Nos. 400 and 416 of the municipal by-laws of the city of Sherbrooke; Provide for the payment of an annual indemnity to each alderman;

To have the right to have imprisoned persons condemned to a fine for infractions of the municipal by-laws, in default of payment of the fine and costs;

To obtain the right to sell, at cost, to the rate payers of the city, equipment and kitchen utensils heated by electricity or gas;

To obtain the right to sell, by public subscription, bonds of the city, at par or more, after having asked for tenders;

The right to make, amend and repeal by-laws proceeding for a creation of a fund for municipal employees;

To fix the date on which property owners will vote on loan by-laws;

To tax the proprietors for the renewal of waterworks, sewers, electric and gas connections to their property when these renewals are necessitated by permanent works;

To grant a discount to those who will pay in advance all the taxes levied to reimburse the cost of permanent works;

Libérer la cité de toute responsabilité pour les dommages causés aux propriétés et aux personnes en cas d'émeutes;

Avoir le droit de choisir le terrain pour l'École technique de Sherbrooke.

Sherbrooke, 14 décembre 1921.

Les procureurs de la cité de Sherbrooke,
O'BREADY, PANNETON & BOISVERT.
4417—50-4

To free the city of all responsibility for damages caused to persons and property, in case of rent;

To have the right to choose the land for the Sherbrooke technical school.

Sherbrooke, 14th December, 1921.

O'BREADY, PANNETON & BOISVERT,
Attorneys for the city of Sherbrooke.
4418—50-4

Avis public est donné que la "Asbestos Corporation of Canada, Limited", corps légalement constitué, ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire adopter une loi amendement la charte de la cité de Thetford-Mines en abrogeant l'article 2 de l'Acte 11 George V, chapitre 121, et pour d'autres fins.

Thetford-Mines, 14 décembre 1921.

Les avocats de la requérante,
4433—50-5 COOK & MAGEE.

Public notice is hereby given that the "Asbestos Corporation of Canada, Limited", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend the charter of the city of Thetford Mines by repealing section 2 of the Act 11 George V, chap. 121, and for other purposes.

Thetford-Mines, 14th December, 1921.

COOK & MAGEE,
4434—50-5 Attorneys for applicant.

Avis public est donné, par les présentes, que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Mmes Théophita Marier, Elizabeth Fleurant et Rachel Rainville, toutes trois gardes-malades pratiquant en la cité de Montréal, pour l'adoption d'une loi amendement la loi 10 Georges V, chapitre 141, concernant l'association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec, dans le but de permettre l'admission, dans l'association, des gardes-malades qui pratiquaient comme telles à l'époque de la sanction de la dite loi ou qui avaient fait un an d'études dans une école de formation attachée à un hôpital autorisé à décerner un certificat ou un diplôme de garde-malades et pour autres fins.

Les avocats des requérantes,
4435—50-4 DECARIE & DECARIE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Misses Theophita Marier, Elizabeth Fleurant and Rachel Rainville, all three nurses practising in the city of Montreal, for the adoption of an act amending Act 10 Geo. V, chapter 141, concerning the Association of Registered Nurses of the Province of Quebec, for the purpose of permitting the admission into the association of nurses practising as such at the date of the sanction of the said act who had studied for one year in a training school attached to a hospital authorized to grant a certificate or diploma for nursing or other purposes.

DECARIE & DECARIE,
4436—50-4 Attorneys for the petitioners.

Avis public est donné que la "Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada", demandera à la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet de modifier le nom de la compagnie, d'accorder l'autorisation d'augmenter le nombre des administrateurs, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,
4437—50-4 DECARIE & DECARIE.

Public notice is given that demand will be made by the "Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada" to the Legislature, at its next session, for the adoption of an act to modify the name of the company to obtain powers to increase the number of directors and for other purposes.

DECARIE & DECARIE,
4438—50-4 Attorneys for applicant.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

2788-21 Québec, 29 décembre 1921.

Attendu que les syndics protestants de la corporation scolaire de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, ont laissé passer plusieurs années sans avoir d'école en activité dans leur municipalité scolaire, qu'ils ne mettent pas la loi à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en Conseil que la corporation des syndics desdites écoles protestantes, pour la dite corporation soit déclarée dissoute, dans le délai indiqué par la loi, S. R. P. Q., 1909, article 3627.

Le surintendant,
13—1-3 CYRILLE-F. DELAGE.

2788-21 Québec, December 29, 1921.

Whereas the Protestant trustees of the school corporation of Saint-Sylvestre, county of Lotbinière, have allowed several years to elapse without having schools in operation in their school municipality, without carrying out the law, and without taking any action to have schools in conformity with the law therefore, I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I will recommend to the Lieutenant Governor in Council that the corporation of trustees of the said protestant schools, be declared dissolved, within the delay required by law, R. S. P. Q., 1909, article 2627.

14—1-3 CYRILLE F. DELAGE,
Superintendent.

2623-21

Québec, 28 décembre 1921.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte de tout le canton de Launay, comté de l'émiscamingue, sous le nom de Launay. Ledit canton n'appartenant à aucune municipalité scolaire organisée.

4621-52-2

2623-21

Québec, 28th December, 1921.

Application is made to erect a distinct school municipality with the whole of the township of Launay, county of Temiscamingue, under the name of Launay. The said township not belonging to any organized school municipality.

4622-52-2

Département du trésor

Treasury Department

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que l'Union Saint-Joseph de Lachine, société de secours mutuels, incorporée en vertu de la loi 41 Vict. (1) ch. 30, tel qu'amendée par 43 Vict. (2), ch. 70 et 57 Vict. ch. 82, ayant été dissoute par voie de fusion en vertu des dispositions des articles 7058a et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'amendée par la loi 11, Geo. V, ch. 85, sec. 2, le permis et l'enregistrement accordés à la dite société ont été en conséquence annulés à la date du trente-unième jour de décembre 1921.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de décembre 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 9-1-2

Notice is hereby given that the Union Saint-Joseph de Lachine, a mutual benefit association, incorporated in virtue of article 41 Vict. (1) ch. 30, as amended by 43 Vict. (2), ch. 70 and 57 Vict., ch. 82, having been dissolved by way of amalgamation in virtue of article 7058a and following of the Revised Statutes of Québec, 1909, as amended by Act 11, Geo. V., ch. 85, sec. 2, the license and registration granted to the said association have been therefore cancelled from the date of the thirty-first of December, 1921.

Given pursuant to the provisions of article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of December, 1921.

For the treasurer of the Province of Québec,
F.-L. MONCK.

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 10-1-2

Avis est par la présente donné que la Osler & Nanton Trust Company, ayant son bureau chef à Winnipeg, Manitoba, a été enregistrée pour faire, dans cette Province, des affaires de fiducie du vingt-huitième jour de décembre 1921 au trente-unième jour de juin 1922.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef pour cette province est R. C. Holden, fils, 205 Saint James, Montreal.

Donné conformément à la loi 3 George V, chapitre 44, ce 28ième jour de décembre 1921.

F.-L. MONCK.

Inspecteur des compagnies de trust.
Département du trésor, Québec. 11

Notice is hereby given that the Osler & Nanton Trust Company, having its head office in Winnipeg, Manitoba, has been registered to transact, in this Province, the business of a Trust Company, from the twenty eighth day of December, 1921, to the thirtieth day of June, 1922.

The name and address of the chief agent for this Province is R. C. Holden, Jr., 205 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this twenty-eighth day of December, 1921.

F.-L. MONCK.

Inspector of Trust Companies.
Treasury Department, Québec. 12

AVIS DE FUSION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.

NOTICE OF AMALGAMATION OF A BENEFIT ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que l'Union Saint-Joseph de Lachine, société de secours mutuels incorporée en vertu de la loi 41 Vict. (1), ch. 35, tel qu'amendé par 54 Vict. (2), ch. 70 et 57 Vict., ch. 82, a décidé par une résolution dûment adoptée à une assemblée spéciale extraordinaire de ses membres tenue le trentième jour d'août 1921, de se fusionner avec la Société des Artisans Canadiens-français, autre société de secours mutuels incorporée en vertu de la loi du Canada 7-8 Geo. V, ch. 71, et régulièrement enregistrée pour faire affaires dans cette province.

Les termes et conditions de ladite fusion ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le vingt-quatrième jour de décembre 1921, sous le numéro 2543, et à compter de la date de la première publication du présent avis, la fusion des deux sociétés sera opérée et la corporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine sera dissoute *ipso facto*, le tout conformément aux dispositions des articles 7058a et suivants,

Notice is hereby given that the "Union Saint-Joseph de Lachine", a mutual benefit association incorporated in virtue of Act 41 Vict. (1), ch. 35, as amended by 54 Vict. (2), ch. 70 and 57 Vict., ch. 82, has decided by a resolution duly adopted at a special extraordinary meeting of its members held the thirtieth day of August, 1921, to amalgamate with the "Société des Artisans Canadiens-français", another mutual benefit association incorporated in virtue of Statutes of Canada 7-8, Geo. V, ch. 71, and regularly registered to do business in this Province.

The terms and conditions of the said amalgamation have been approved by the Lieutenant Governor in Council on the twenty fourth day of December, 1921, under the number 2543, and from the date of the first publication of the present notice, the amalgamation of both associations will take effect and the corporation of the "Union Saint Joseph de Lachine" shall be dissolved *ipso facto*, the whole pursuant to the

des Statuts refondus de Québec, 1909, tels qu'amendés par la loi 11 Geo. V, ch. 85, sec. 2.

Donné conformément aux dispositions de l'article 7058d, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de décembre 1921.

Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec,
P. Q. 4645-52-2

provisions of articles 7058a and following of Revised Statutes of Quebec, 1909, as amended by Act 11, Geo. V, ch. 85, sec. 2.

Given pursuant to the provisions of article 7058d R. S. Q., 1909, this twenty ninth day of December, 1921.

F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 4646-52-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 3646.

Dame Bessie Shapiro, des cité et district de Montréal, épouse de Solomon J. Levin, tous deux du même lieu, dument autorisée à ester en justice, demanderesse; vs. le dit Solomon J. Levin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.
Montréal, 30 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
19-1-5 S. ELIASOPH.

Dans la Cour supérieure, pour la province de Québec, district de Montréal, No 5085.

Dame Emma Sarrazin, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph-Wilbrod Morand, restaurateur, du même lieu, dument autorisée à ester en justice, a institué contre le dit Joseph-Wilbrod Morand, défendeur, une action en séparation de biens le 14ième jour de décembre 1921.

Montréal, 16 décembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
4467-51-5 BERARD, REILLY & HAINS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 4415.

Dame Philomena Venditti, épouse d'Alphonse Moinelli, marchand, de Montréal, dument autorisée à ester en justice; vs ledit Alphonse Moinelli, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, 12 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4469-50-5 A.-S. DEGUIRE.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6060.

Dame Rose-Anna Pépin, de Saint-Jules, épouse de Ernest Poulin, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Ernest Poulin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Saint-Joseph, Beauce, 17 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4471-50-5 ROZAIRE BEAUDOIN.

Cour supérieure, Montréal, No 768.

Dame Aurore Laboursodière, épouse commune en biens de Elzéar Lalonde, électricien, de Montréal, demanderesse; vs ledit Elzéar Lalonde, défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée en cette cause ce jour.

Montréal, 19 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4497-51-5 CLEMENT ROBITAILLE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 3646.

Dame Bessie Shapiro, wife common as to property of Solomon J. Levin, both of the city and district of Montreal, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs. the said Dolomon J. Levin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the said defendant,
Montreal 30th December, 1921.

S. ELIASOPH,
20-1-5 Attorney for Plaintiff.

In the Superior Court, for the Province of Quebec, district of Montréal, No. 5085.

Dame Emma Sarrazin, of the city and district of Montreal, wife of Joseph-Wilbrod Morand, innkeeper, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, on the 14th day of December 1921, an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, December 16th, 1921.

BERARD, REILLY & HAINS,
4468-51-5 Attorneys for plaintiff,

Province of Quebec, district of Montréal, Superior Court, No. 4415.

Dame Philomena Venditti, wife of Alphonse Moinelli, merchant, of Montréal, duly authorized to *ester en justice*; vs the said Alphonse Moinelli, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, September 12th, 1921.

A.-S. DEGUIRE,
4470-50-5 Solicitor for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6060.

Dame Rose-Anna Pépin, of Saint-Jules, wife of Ernest Poulin, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Ernest Poulin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Saint-Joseph Beauce, 17th December, 1921.

ROZAIRE BEAUDOIN,
4472-50-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Montreal, No 768.

Mrs Aurore Laboursodière, wife common as to property of Elzéar Lalonde, electrician, of Montreal, plaintiff; vs the said Elzéar Lalonde, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Montreal, December 19, 1921.

CLEMENT ROBITAILLE,
4498-51-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2628.

Florence-Lillian Scripture, du village de Vaudreuil, district de Montréal, épouse de Curtis-Lloyd Parkinson, agent, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par un jugement de cette cour, demanderesse; vs Curtis-Lloyd Parkinson, agent, du village de Vaudreuil, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 6ième jour de décembre mil neuf cent vingt-un.

Le procureur de la demanderesse,
4473—51-5 GEO.-L. ALEXANDER.

Cour supérieure, Montréal, No 925.

Dame Exéline Patenaude, épouse commune en biens de Napoléon Ste-Marie, épocier, de Montréal, demanderesse; vs ledit Napoléon Ste-Marie, défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée en cette cause ce jour.

Montréal, le 19 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4499—51-5 CLEMENT ROBITAILLE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1419.

Jessie-Kirk Stewart, de Montréal, épouse commune en biens de William-Jackson-Small Sharp, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 3 décembre 1921.

L'avocat du demandeur,
4311—50-5 JOHN MACNAUGHTON.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 925.

Dame Bertha-Velma Ames, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Joseph-Dalbe Dustin, autrefois marchand, à Lisgar, district d'Arthabaska et maintenant de lieux inconnus, demanderesse; vs Joseph-Dalbe Dustin, autrefois, marchand; de Lisgar, district d'Arthabaska et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour d'octobre 1921.

Sherbrooke, ce 10 novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4255—49-5 J.-V. D'ARTOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3685.

Dame Ida Dansereau, épouse de Zénon Touchette, commis, tous deux de Verdun, dit district, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, 2 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4369—50-5 JULIEN BRISSON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2582.

Dame Olivine Charbonneau, épouse commune en biens de Damase Charbonneau, de Montréal, et dûment autorisée à l'effet des présentes par la Cour supérieure, demanderesse; vs Damase Charbonneau, cordonnier, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 2628.

Florence-Lillian Scripture, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, wife of Curtis-Lloyd Parkinson, of the same place, agent, and duly authorized to *ester en justice* by a judgment of this Court, plaintiff; vs Curtis-Lloyd Parkinson, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, agent, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on the 6th day of December, one thousand nine hundred and twenty one.

GEO.-L. ALEXANDER,
4474—51-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 925.

Mrs Exéline Patenaude, wife common as to property of Napoléon Ste-Marie, grocer, of Montreal, plaintiff; vs the said Napoléon Ste-Marie, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Montreal, December 19, 1921.

CLEMENT ROBITAILLE,
4500—51-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1419.

Jessie-Kirk Stewart, of Montreal, wife of William-Jackson-Small Sharp, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Montreal, 3rd December, 1921.

JOHN MACNAUGHTON,
4312—50-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 925.

Dame Bertha-Velma Ames, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of Joseph-Dalbe Dustin, formerly merchant, of Lisgar, district of Arthabaska and now of parts unknown, plaintiff; vs Joseph-Dalbe Dustin, formerly merchant, of Lisgar, district of Arthabaska and now of parts unknown, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-second day of October, 1921.

Sherbrooke, November 10th, 1921.

J.-V. D'ARTOIS,
4256—49-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3685.

Dame Ida Dansereau, wife of Zenon Touchette, clerk, both of Verdun, said district, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 12th December, 1921.

JULIEN BRISSON,
4370—50-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2582.

Dame Olivine Charbonneau, wife common as to property of Damase Charbonneau, of Montreal, and duly authorized for the purpose of these presents by the Superior Court, plaintiff; vs Damase Charbonneau, of Montreal, soe-h maker, defendant.

An action in separation as to property has been

tuee contre le défendeur le vingt-neuvième jour de novembre 1921.

Montréal, 5 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

4257—49-5

L. HOULE,
76 Saint-Gabriel.

instituted against the defendant on the twenty-ninth day of November, 1921.

Montreal, 5th December, 1921.

L. HOULE,
Attorney for plaintiff,
76 Saint-Gabriel.

Action en séparations de corps et de biens

Province de Québec, district de Trois-Rivières,
Cour supérieure, No 16.

Harry-Thomas Britton, commis à l'emploi de la Brown Corporation, La Tuque, demandeur; vs Isabelle Hoddson, épouse commune en biens du dit Harry-Thomas Britton, également de la ville de La Tuque, défenderesse.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 14ième jour de novembre 1921.

Trois-Rivières, le 16 décembre 1921.

Le procureur du demandeur,

4475—51-5 C.-ROMULUS DUCHARME.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Three Rivers,
Superior Court, No. 16.

Harry-Thomas Britton, clerk at the employ of Brown Corporation, at La Tuque, plaintiff; vs Isabelle Hoddson, wife common as to property of the said Harry-Thomas Britton, also of the town of La Tuque, defendant.

An action in separation as to body has been instituted in this case on the 14th day of November, 1921.

Three Rivers, December 16th, 1921.

C.-ROMULUS DUCHARME,
Attorney for the plaintiff.

Avis divers

AUX ACTIONNAIRES DE "MONTREAL TRAMWAYS COMPANY".

Avis est aux présentes donné aux actionnaires de la Compagnie des Tramways de Montréal, conformément à l'article 6496 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, qu'à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie tenue le 13 décembre 1921, il a été décidé qu'un deuxième appel de dix pour cent (10%) ou de dix piastres (\$10.00) par action sera payable le 1er février 1922 sur le nouveau capital émis, conformément à une résolution du conseil d'administration de la compagnie en date du 22 juillet 1915.

Le secrétaire-trésorier,

33—1-5

PATRICK DUBEE.

Miscellaneous Notices

TO THE SHAREHOLDERS OF "MONTREAL TRAMWAYS COMPANY".

Notice is hereby given to the shareholders of Montreal Tramways Company, in accordance with article 6496 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, that at a meeting of the board of directors of the company held on the 13th day of December, 1921, a second call of ten per cent (10%) or ten dollars (\$10.00) per share will become payable on the 1st of February, 1922 on the new stock issued, in accordance with the resolution of the board of directors of the company of the 22nd of July, 1915.

PATRICK DUBEE,

Secretary-Treasurer.

Bureau-chef

MOUNT ROYAL FLORAL CO., LIMITED.

REGLEMENT NO XXII

Que le siège social de la présente compagnie soit et est par les présentes transféré de Montréal au village de Saint-Bruno, dans la province de Québec.

Montréal, 30 novembre 1921.

Certifié, vraie copie,

Le secrétaire,

35

F. G. BUSH.

Chief Office

MOUNT ROYAL FLORAL CO., LIMITED.

BY-LAW NO. XXII.

That the head office of this company be and the same is hereby changed from the city of Montreal to the village of Saint-Bruno, in the Province of Quebec.

Montreal, 30th November, 1921.

Certified, true copy,

F. G. BUSH,

Secretary.

36

Examens—Examinations

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 10 janvier 1922.—Examinations, 10th January, 1922.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Residence
1 Allard.....	J.-F.-A.....	24	St-Frs-du-Lac.
2 Anglin.....	G.-G.....	27	(N. B. Bar.) Montréal.
3 Aubé.....	J.-L.-P.....	24	Montréal.
4 Beauparlant.....	R.....	27	Montréal.
5 Bruneau.....	Jules.....	29	Montréal.
6 Buchanan.....	E.-B.-Q.....	23	Montréal.
7 Chisholm.....	J.-F.....	25	Montréal.
8 Cohen.....	A.-S.....	29	(Boston Bar) Montréal.
9 Coughlin.....	J.-M.....	27	Westmount.
10 Courchesne.....	Edouard.....	25	St-Frs-du-Lac.
11 Duckett.....	J.-E.....	26	Montréal.
12 Genest.....	F.-D.....	27	Westmount.
13 Goyer.....	Aurèle.....	24	Montréal.
14 Harold.....	J.-J.....	27	Montréal.
15 Hutchison.....	P.-P.....	26	Montréal.
16 Lafleur.....	M.-T.....	22	Montréal.
17 Laurion.....	Charles-E.....	27	Pointe-aux-Trembles.
18 Lebeau.....	J.-A.....	27	Montréal.
19 Lighthall.....	W. S.....	26	Westmount.
20 Maillet.....	Roger.....	25	Montréal.
21 McCaffrey.....	C.-F.....	23	Outremont..
22 McGillis.....	A.-F.....	24	Montréal.
23 McKenzie.....	C.-Russell.....	26	(Nova Scotia Bar.) North Sydney N. S.
24 Nantel.....	Eugène.....	27	Montréal.
25 Nicholson.....	J.-G.....	24	Westmount.
26 Pender.....	G.-M.....	28	Windsor Mills.
27 Penverne.....	J.-J.....	27	Montréal.
28 Phelan.....	C.-C.....	22	Westmount.
29 Piché.....	Edmond.....	9	Montréal.
30 Phillimore.....	G.-H.....	21	Montréal.
31 Prieur.....	Henri.....	32	Montréal.
32 Ritchie.....	J.-W.-P.....	42	(N. S. Bar) Montréal.
33 Roy.....	Henri.....	24	Montréal.
34 Rubenstein.....	M.-R.....	22	Westmount.
35 Ryan.....	D.-D.....	25	Montréal.
36 Sabourin.....	Ivan.....	22	St-Jean, P. Q.
37 Salvas.....	Elie.....	24	Montréal.
38 Sauvage.....	Albert.....	24	Montréal.
39 Shvemar.....	D.-B.....	23	Montréal.
40 Stewart.....	A.-W.....	27	Napierville.
41 Tellier.....	Maurice.....	25	Joliette.
42 Terroux.....	A.-M.....	25	Montréal.
43 Tolzess.....	I.-L.....	29	Montréal.
44 Bonin.....	Rosario.....	25	Berthier.

CANDIDATS A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES TO STUDY OF THE LAW.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	College
Gallery.....	John-O.....	26	College Loyola.
Roy.....	Henri.....	24	Montréal, College Ste-Marie.

Montréal, 26 décembre 1921.—Montréal, 26th December, 1921.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

4611—4612

F.-P. BRAIS,
Secretary of the Bar of Montreal.

CANDIDATS A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES TO STUDY OF THE LAW.

Examens de janvier 1922.—Examinations of January, 1922.

Noms — Names	Prenoms — Surnames	Age	Residence
Leroux.....	Eugène.....	26	Québec.
Parent.....	Chs-Eugène.....	26	Québec.
Vésina.....	Jules.....	24	St-Joseph-de-Beauce.

Le secrétaire,
J.-A. GAGNE,
Secretary.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR PRACTICE OF THE LAW

Examens de janvier 1922.—Examinations of January, 1922.

Noms — Names	Residence	Age	College
Gaulin, Hervé-B.....	Lambton.....	20	Collège de Lévis.
Paquin, L.-J.....	Québec.....	29	Séminaire de Québec.
Picher, Ed. Boisseau.....	Québec.....	23	Séminaire de Québec, Faculté des Arts de l'Université Laval.
Talbot, Antonio.....	St-Gervais.....	21	Séminaire de Québec.
Tremblay, Fortunat.....	St-Gédéon.....	26	Séminaire de Chicoutimi.

Le secrétaire,
J.-A. GAGNE,
Secretary.

4615—4616

Ordre de Cour

Rule of Court

Province de Québec, district de Montcalm.
Cour supérieure, No 777.

Wilfrid Clément, demandeur; vs La Société coopérative agricole de La Conception, défenderesse; et le Révérend J.-Alphonse Génier, prêtre-curé de Saint-Faustin, district de Terrebonne, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Wilfrid-G. Pion, en son vivant curé de la paroisse de La Conception, district de Montcalm, requérant; et Rodolphe Robert, protonotaire, de la Cour supérieure à Mont-Laurier, en sa qualité de protonotaire, mis-en-cause.

Le deuxième jour de décembre 1921.

Sur l'ordre de l'honorable juge Louis Loranger :

Vu l'allégation de l'insolvabilité de ladite Société coopérative de La Conception, ayant son principal bureau d'affaires à La Conception, district de Montcalm, défenderesse.

Les créanciers de la dite défenderesse, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Mont-Laurier, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le P.C.S.,

4587—52-2

RODOLPHE ROBERT.

Province of Quebec, district of Montcalm.
Superior Court, No. 777.

Wilfrid Clément, plaintiff, vs La Société coopérative agricole de La Conception, defendant; and the Reverend J. Alphonse Genier, priest curé of Saint-Faustin, district of Terrebonne, in his quality of testamentary executor of the late Wilfrid G. Pion, in his lifetime curé of the parish of La Conception, district of Montcalm, petitioner and Rodolphe Robert, protonotary of the Superior Court at Mont-Laurier, in his quality of protonotary mis-en-cause.

The second day of December, 1921.

By order of the Honourable Judge Louis Loranger:

Seeing the allegation of the insolvency of the said "Société coopérative de La Conception", having its principal place of business at La Conception, district of Montcalm, defendant.

The creditors of the said defendant, who have not yet filed their claims are now called upon to file the same in this cause at the office of the protonotary of the Superior Court for this district, at Mont-Laurier, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

RODOLPHE ROBERT,

P.S.C.

4588—52-2

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Philias Gagné, de Rivière-Bleue, Qué., marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le SIXIEME jour de FEVRIER 1922, à 11 heures A.M., sera vendu par encan public, aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, les immeubles de cette faillite décrits comme suit:

a. Un terrain ou emplacement situé dans le village de Rivière Bleue, connu et désigné au cadastre officiel du canton Estcourt, dans le sixième rang, sous le numéro soixante-trois-deux (63-2)—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances;

b. Un lot de terre étant le lot numéro trois (3) du cadastre officiel du canton Cabano, dans le dixième rang (10)—avec une grange dessus construite et un camp (moins réserve de la coupe de bois en faveur de "The D'Auteuil Lumber Co., Ltd").

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

Les propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite, qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,

(Edifice Bossé), Québec. 4589—52-2

Dans l'affaire de W.-M. Beauchamp, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite et tel que prescrit par la Loi de faillite 1920.

L'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public, JEUDI, le DEUXIEME jour de FEVRIER 1922, à MIDI, au bureau du shérif, en la cité de Montréal, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cents de la subdivision officielle du lot numéro vingt-huit (28-400) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par la rue Bossuet et portant les numéros civiques 757 et 757a, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné,

Le syndic autorisé,

EUGENE PREVOST.

Bureau de Prevost & Perras,

107 rue Saint-Jacques, Montréal.

4619—52-2

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Philias Gagné, of Rivière-Bleue, Que., merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that MONDAY, the SIXTH day of FEBRUARY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec, the immoveables of this estate, described as follows:

a. A lot or emplacement situate in the village of Rivière Bleue, known and designated in the official cadastre of the township of Estcourt, in the sixth range, under number sixty-three-two (63-2) — with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

b. A lot of land being number three (3) of the official cadastre of the township of Cabano, in the tenth (10) range with a barn and a camp constructed thereon (reserving however the right of cutting lumber in favor of the D'Auteuil Lumber Co., Ltd").

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The property may be visited at any times on applying to the undersigned.

This sale is made in conformity with article 20 paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, which gives it the same effect as a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at the offices of the undersigned.

Terms of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill street.

Bossé bldg., Quebec.

4590—52-2

In the matter of W. M. Beauchamp, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920.

The immoveable property hereafter described will be sold by public auction, THURSDAY, the SECOND day of FEBRUARY, 1922, at TWELVE o'clock NOON, at the sheriff's office, in the city of Montreal, to wit :

A lot of land known and designated under the number four hundred of the official subdivision of lot number twenty eight (28-400) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; bounded in front by Bossuet street and bearing civic numbers 757 and 757a; measuring twenty five feet in width by eighty two feet and six inches in depth, English measure and more or less—with buildings thereon erected.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned,

EUGENE PREVOST,

Authorized trustees.

Office of Prevost & Perras,

107, Saint-James street, Montreal.

4620—52-2

Ventes pour taxes

Sales for taxes

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
DRUMMOND.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, W.-A. Moisan, secrétaire-trésorier du conseil de cette municipalité, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le Palais de justice, à Drummondville, dans ladite municipalité du comté de Drummond, étant le lieu où se tiennent les sessions du conseil de cette municipalité, MERCREDI le HUITIÈME jour de MARS prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et les frais encourus, savoir:

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
DRUMMOND

Public notice is hereby given by the undersigned, A. W. Moisan, secretary-treasurer of the above municipality, that the lands hereinafter described will be sold at public auction, in the Court House, at Drummondville, in the said municipality being the place where the said council holds its sessions, on WEDNESDAY the EIGHTH day of MARCH next (1922) at the hour of TEN o'clock in the forenoon in default of payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred, to wit:

Dans la municipalité de Kingsley—In the municipality of Kingsley.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Acres Acres	Taxes munic. et scolaires Munic. and school taxes	Total Amount due
Ajémerd Lambert.....	Kingsley.....	14b.....	4	50	\$ 70.47	\$ 70.47
" ".....	".....	14c.....	4	40	27.51	27.51
" ".....	".....	14c.....	4	105	262.03	262.03
" ".....	".....	15a.....	4	80	105.57	105.57
" ".....	".....	16a.....	35	26.50	26.50	26.50
" ".....	".....	21b.....	4	80	65.71	65.71
Henri Chauvette.....	".....	21b.....	5	50	33.90	33.90
Napoléon Landry.....	".....	15a, 15b.....	6	150	102.66	102.66
Alfred Charland.....	".....	20b.....	5	50	35.32	35.32
" ".....	".....	21a.....	5	150	68.83	68.83

Dans la municipalité de Saint-Eugène-de-Grantham—In the municipality of Saint-Eugène-de-Grantham.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Superficie Area	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total Amount due
J.-S. Piché.....	Grantham.....	3192 et and pt. 1193...	11	37½	\$ 5.32	\$14.14	\$19.46

Dans la municipalité du canton de Grantham.—In the municipality of the township of Grantham.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Taxes municipales Municipal taxes	Total Amount due
Asron Lewis.....	Grantham.....	162—B.—39.....	\$2.22	\$2.22

Dans la municipalité de L'Avenir.—In the municipality of L'Avenir.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total Amount due
J.-B. Bellefeuille.....	Durham.....	412	\$31.94	\$33.16	\$65.10
" ".....	".....	416	16.23	15.85	32.08

Dans la municipalité du canton de Wickham.—In the municipality of the township of Wickham.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Superficie Area	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes sociales School taxes	Total Amount due
John Kelly.....	Wickham.....	50, 51.....	86	\$20.72	\$15.39	\$36.11
Irené Morin.....	".....	131.....	105	92.50	5.13	97.63
Joseph Allard.....	".....	Pt. 269.....	106	70.58	46.70	117.28
".....	".....	Pt. 215.....	104	17.22	11.61	28.83

Dans la municipalité de Saint-Lucien.—In the municipality of Saint-Lucien.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Etendue Area	Taxes municip. Municipal taxes	Total Amount due
Julien Auclair.....	Simpson.....	1/2 22a.....	6	96	\$103.25	\$103.25
".....	".....	249 pt. c. 22.....	7	53	95.85	95.85
Magloire Bélair.....	".....	1-3 13 S.E. 1/4 N.-O.—N.-W.....	7	67	33.35	33.35
Alexis Champagne.....	".....	1-3 22 N.-O.—N.-W.....	7	72	53.25	53.25
Georges Lefebvre.....	".....	1-4 13 S.-E.....	7	50	17.80	17.80
Wilbrod Tremblay.....	".....	1-8 22 N.-E. c.....	4	25	34.44	34.44
Donat Précourt.....	".....	25.....	3	215	69.62	69.62
".....	".....	1-3 13 pt. S.-E.....	4	72	32.98	32.98
"..... et al.....	".....	25.....	2	318	49.93	49.93
".....	".....	26.....	2	270	49.93	49.93
Alma Pepin.....	".....	2-3 18 N.-O.—N.-W.....	7	142	59.75	59.75
".....	".....	14.....	7	210	109.37	109.37
".....	".....	17.....	7	212	79.93	79.93
".....	".....	18a.....	6	177	61.03	61.03
Louis-A. Pepin.....	".....	15.....	7	210	106.47	106.47
Orphir Pepin.....	".....	1-3 15 S.-E.....	6	67	61.01	61.01
Alfred Lambert.....	Kingsey.....	22a.....	5	190	51.98	61.98
Philippe Vigneault.....	".....	24b, 24c.....	8	100	36.55	26.55
".....	".....	24cet-and N.-O.—N.-W. 24b.....	9	100	40.73	40.73

Donné à Drummondville, ce deuxième jour de janvier 1922.

Le secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Drummond,
W.A. MOISAN.

Given at Drummondville, this second day of January, 1922.

W. A. MOISAN,
The Secretary-Treasurer of the municipal county council of Drummond.

MUNICIPALITE DU COMTE DE TEMIS- CAMINGUE

1ÈRE DIVISION

Avis public est par les présentes donné par Jules Grenier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil, à Ville-Marie, au Palais de justice JEUDI, le DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires restant dues, à moins que ces diverses sommes et les frais encourus ne soient payés avant le jour ci-dessus mentionné.

1ST DIVISION

Public notice is hereby given by Jules Grenier, secretary-treasurer, that the lands hereafter designated shall be sold by public auction in the council, sitting room, at Ville-Marie, in the Court House on THURSDAY, the SECOND of the month of MARCH next, at TEN o'clock of the forenoon, for municipal and school taxes remaining due unless these different amounts and costs incurred be paid before the day above mentioned.

Corporation du village de Ville-Marie—Corporation of the Village de Ville-Marie.

Noms Names	No du cadastre Cadastral No.	Canton Township	Etendue Extent	Rang Range	Taxes municip. Municip. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Paquin, Henri.....	589.....	Ville-Marie....	.....	.....	\$10.50	\$38.23	\$48.73
Caya, Dame Vve—Mrs. Widow O.....	90.....	".....	.....	.....	15.92	18.35	34.27
Gagnon, Prosper.....	75-76-83-82.....	".....	.....	.....	300.14	85.72	385.86

Municipalité de Duhamel-Ouest—Municipality of Duhamel-West.

Brassard, Charles.....	6.....	Duhamel.....	20 acres	3.....	16.04	7.00	23.04
Desrosiers, James.....	Pt. 4-5.....	".....	150 "	Ile A.....	31.10	12.87	43.97
England, Henry.....	2-3.....	".....	94 "	Ile A.....	39.24	3.94	43.18

Municipalité de Guérin.—Municipality of Guerin.

Désaulniers, Joseph.....	33.....	Guérin.....	.....	2.....	\$ 16.07	.....	\$16.07
Verrette, Casimir.....	28-29.....	".....	.....	2.....	48.31	.....	48.31

Canton de La Tulipe—Township of La Tulipe.

Beaudette, Jean.....	37.....	La Tulipe.....	.....	5.....	\$18.40	\$27.12	\$45.52
Riondet, Louis.....	15.....	.....	.....	8.....	11.10	20.07	31.17
Robichaud, David.....	38.....	.....	.....	4.....	10.98	.....	10.98
Rhéault, Charles.....	5.....	.....	.....	9.....	13.29	17.68	30.97

Municipalité de Notre-Dame-des-Quinze—Municipality of Notre-Dame-des-Quinze.

Desjardins, Damase.....	69-70.....	Quinze.....	.....	5.....	.....	\$39.67	\$39.67
Pleau, Hyppolite.....	4-70, 5-70, 34-70, 35-70 et—and 36-70.....	".....	.....	.....	\$12.13	20.17	32.30

Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues.—Municipality of Saint-Eugène-de-Guigues.

Gravel, Harwin.....	50.....	Guigues.....	100 acres	7.....	\$37.18	.....	\$37.18
Gratton, Joseph.....	36.....	".....	.....	6.....	10.35	\$28.73	39.08
Julien, Edouard.....	P. S. 24.....	".....	56 "	9.....	22.63	.....	22.63
Loiselle, Oscar.....	15.....	".....	100 "	8.....	43.64	53.07	96.71
Pilon, Joseph, fils—Jr.....	16.....	".....	.....	7.....	15.80	19.46	35.26
Paquin, Adélard.....	P. N. 45.....	".....	.....	6.....	.....	54.70	54.60
Ricard, Théophile.....	58.....	".....	100 "	7.....	7.98	17.91	25.89
".....	59.....	".....	100 "	7.....	7.98	.....	7.98

Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues—Municipality of Saint-Bruno-de-Guigues.

G. Golts.....	35.....	Guigues.....	.....	1.....	\$ 3.90	.....	\$3.90
Perrault, Ed.....	49.....	".....	.....	4.....	32.75	.....	32.75
Villandré, D.....	34.....	".....	.....	1.....	4.08	.....	4.08

Ville-Marie, le 7 janvier 1922.
Le secrétaire-trésorier du comté de
Témiscamingue,
17—1-2 JULES GRENIER.

Ville-Marie, January 7th, 1922.
JULES GRENIER,
18—1-2 Secretary-Treasurer county of
Témiscamingue.

CORPORATION DU COMTÉ DE WOLFE. CORPORATION OF THE COUNTY OF WOLFE.

Avis public est par les présentes donné par Oscar Lamoureux, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, à Ham-Sud, au Palais de justice, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires dues, à moins que ces diverses sommes et les frais encourus, ne soient payés avant le jour ci-dessus indiqué.

Public notice is hereby given by Oscar Lamoureux, secretary treasurer, that the lands hereinafter designated will be sold by public auction, at the place where the sitting of the county council are held, at South Ham, in the Court House, WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due, unless these various sums and costs incurred, be paid before the day above mentioned.

Municipalité de la partie sud-ouest du canton de Ham—Municipality of the south-west part of the township of Ham.

Noms Names	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Acres	Cadastre	Montant de Amount due
Hubert Vallière, Sr.....	6.....	5	204.35-100.....	Ham.....	\$40.00

Municipalité du canton de Wotton.—Municipality of the township of Wotton.

A. R. Martin.....	$\frac{1}{2}$ N.-O.—N.-W. $\frac{1}{2}$ 17a..	1	59.....	Wotton.....	14.00
" ".....	$\frac{1}{2}$ N.-O.—N.-W. $\frac{1}{2}$ 17b..	1	46.....	".....	12.07
" ".....	$\frac{1}{2}$ N.-O.—N.-W. $\frac{1}{2}$ 17c..	1	28.....	".....	9.62

Municipalité de D'Israéli.—Municipality of D'Israéli.

Joseph Blouin.....	5.....	3	106.50-100.....	Garthby.....	57.75
Wilfrid Goulet.....	17.....	3	113.07-100.....	".....	49.04
Ernest Goulet.....	18.....	3	113.62-100.....	".....	34.08
Arthur Savoie.....	4.....	11	105.....	Stratford.....	52.85

Municipalité du canton de Dudswell.—Municipality of the township of Dudswell.

Jacques Brabant.....	21b.....	9	54.0.20.....	Dudswell.....	17.50
Julia Brabant.....	21a.....	9	54.0.13.....	".....	11.20
P. Thivierge.....	$\frac{1}{2}$ S.-O.—S.-W.19a.....	9	53.3.04.....	".....	12.04
Philippe Plante.....	$\frac{1}{2}$ N.-E.19a.....	9	53.1.04.....	".....	23.78

Municipalité du canton de Weedon.—Municipality of the township of Weedon.

Stanislas Fortier.....	21b.....	10	106.1.06.....	Weedon.....	21.84
------------------------	----------	----	---------------	-------------	-------

Municipalité du village de Weedon-Centre—Municipality of the village of Weedon-Centre.

Rodolphe Tisdal.....	Part.(1) 155.....			Weedon-Centre....	49.29
----------------------	-------------------	--	--	-------------------	-------

(1) De 150 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, plus ou moins; tenant en front au grand chemin, par derrière au bout de la profondeur, d'un côté au sud-ouest au lot 156 et de l'autre côté au reste du lot 155, avec la réserve du droit de prendre de l'eau par Joseph Tisdal, et ayant cause.
Les droits du gouvernement sont réservés sur tous ces lots.

Donné à Ham-Sud, ce deuxième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire-trésorier de la corporation du comté de Wolfe,
O. LAMOUREUX.

37—1-2

(1) Of 150 feet in front by 80 feet in depth, more or less; bounded in front to the highway, in rear at the end of said depth, on one side to the south-west to lot 156, and on the other side to the residue of the lot 155, with reserve to take water by Joseph Tisdal or assigns.

The government rights are reserved on all these lots.

Given at South Ham, this second day of the month of January, one thousand nine hundred and twenty-two.

O. LAMOUREUX,
Secretary-Treasurer of the corporation of the county of Wolfe.

38—1-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE NICOLET.

Aux habitants et intéressés et contribuables dans la municipalité du comté de Nicolet.

Avis public vous est par le présent donné par le soussigné, David Lebrun, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Nicolet, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique, au village de Bécancour, où le susdit conseil tient ses sessions, MERCREDI, le HUITIÈME jour de MARS prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes, cotisations et charges municipales dues sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées à moi, avec les frais, avant la vente.

Désignation de tous les terrains situés dans la municipalité du comté de Nicolet, à raison desquels il est dû des taxes municipales et scolaires et autres charges municipales, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF NICOLET.

To the inhabitants, ratepayers and others interested in the municipality of the county of Nicolet.

Public notice is hereby given by the undersigned, David Lebrun, secretary-treasurer of the municipal county council of Nicolet, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the public hall, at the village of Bécancour, where the aforesaid council holds its meetings, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of MARCH (1922), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal taxes and assessments and charges due on the various lots hereunder described, unless same be paid to me, with costs, before the sale.

Description of all the lands situated in the municipality of the county of Nicolet, on which there is due municipal and school taxes and other municipal charges, to wit:

Municipalité de Sainte-Marie-de-Blandford.—Municipality of Sainte-Marie-de-Blandford.

Propriétaires — Owners	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Montant dû — Amount due
Joseph Deslauriers.....	Ptie—Pt. No. 21.....	\$11.77	\$ 1.79	\$13.56
Arthur Paquin.....	Ptie—Pt. No. 95.....	154.64	13.35	167.99
Gaspard Charette.....	Ptie—Pt. Nos. 100, 101, 113, 847, 848, 849.....	69.88	66.43	136.31
Alphonse Tousignant.....	Ptie—Pt. No. 108.....	38.00	32.20	70.20
Néré Faucher.....	No 595.....	10.90	67.41	78.31
		\$285.19	\$181.18	\$466.37

Donné à Saint-Wenceslas, ce quatrième jour de janvier mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire-trésorier C. M. C. N.,
59—1-2 D. LEBRUN.

Given at Saint-Wenceslas, this fourth day of January, one thousand nine hundred and twenty two.

60—1-2 Secretary-Treasurer, M. C. C. of N. D. LEBRUN,

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE ROUVILLE

Je, soussigné, H. Ste-Marie, secrétaire municipal de la corporation du comté de Rouville, donne avis que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, selon les dispositions du Code municipal, à Mariville, au palais de justice, dans la salle des sessions du conseil dudit comté, le MERCREDI, HUIT MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut de paiement des taxes dues par ces terrains et des frais alors encourus, savoir:

1. Un terrain réputé appartenir à Alphonse Gohier, de la cité de Montréal, situé en la paroisse de Saint-Mathias, comté de Rouville, mesurant quarante pieds de largeur sur le terrain qu'il peut y avoir du chemin public au bassin de Chambly,

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ROUVILLE

I, the undersigned, H. Ste. Marie, municipal secretary of the corporation of the county of Rouville, give notice that the lands described below will be sold at public auction, according to the provisions of the municipal Code, in the council room at Mariville, at the court house of the above county, council, WEDNESDAY, EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon in default of payment of taxes due on these lands and the costs then incurred, to wit:

1. A lot of land supposed to belong to Alphonse Gohier, of the city of Montreal, situated in the parish of Saint Mathias, county of Rouville, measuring forty feet in width by depth from the public highway to the basin of Chambly, forming

formant partie du lot numéro cent sept (ptie 107) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse; borné en front, au nord-ouest, par le chemin public, en profondeur, au sud-est, par le bassin de Chambly, d'un côté, au nord-est, par Charles Beaudoin et de l'autre côté, au sud-ouest, par Arthur Lefebvre. Vacant.

Taxes municipales dues.....\$ 6.65
Taxes scolaires dues.....4.75

Total dû.....\$11.40

2: Un terrain réputé appartenir à Maria Desmarais, épouse de W. Blanchard, de la cité de Montréal, situé en la paroisse de Saint-Mathias, comté de Rouville, mesurant quarante pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir du chemin public au bassin de Chambly, formant partie du lot numéro cent sept (ptie 107) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse; borné en front, au nord-ouest, par le chemin public, en profondeur, au sud-est, par le bassin de Chambly, d'un côté, au sud-ouest, par Charles Beaudoin et de l'autre côté, au nord-est, par Dame Alphonse Gohier. Vacant.

Taxes municipales dues.....\$ 7.75
Taxes scolaires dues.....5.50

Total dû.....\$13.25

Marieville, le 28 décembre 1921.

Le secrétaire-trésorier,
29—1-2 H. STE-MARIE.

part of lot number one hundred and seven (107) of the official plan and book of reference of the said parish, and bounded in front to the north-west, by the public highway; in thdepth to the south-east by the Chambly basin, on one side, to the north east by Charles Beaudoin; and on the other side, to the south west by Arthur Lefebvre. Vacant.

Municipal taxes due.....\$ 6.65
School taxes due.....4.75

Total due.....\$11.40

2. A lot of land supposed to belong to Maria Desmarais, wife of W. Blanchard, of the city of Montreal, situated in the parish of Saint Mathias, county of Rouville, measuring forty feet in width by the depth from the public highway to the Chambly Basin, forming part of lot number one hundred and seven (107) of the official plan and book of reference of the said parish : bounded in front, to the north-west, by the public highway, in depth, to the south east, by the Chambly basin, on one side, to the south west, by Charles Beaudoin and on the other side, to the north east, by Dame Alphonse Gohier. Vacant.

Municipal taxes du.....\$ 7.75
School taxes due.....5.50

Total due.....\$13.25

Marieville, 28th December, 1921.

H. STE-MARIE,
30—1-2 Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TEMISCOUATA.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph-Wilfrid Roy, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au palais de justice, à l'Isle-Verte, lieu où le conseil municipal du comté de Témiscouata tient ses sessions, MERCREDI, le HUITIEME jour de MARS prochain 1922, à DIX heures avant-midi, pour les cotisations ou autres charges dues à la municipalité ci-après mentionnée sur ces terrains, bâtisses ou lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient plus tôt payées, avec les frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TEMISCOUATA.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Wilfrid Roy, secretary-treasurer, that the immoveables hereunder described will be sold by public auction, at the Court House, at l'Isle-Verte, in the meeting room of the county council of Temiscouata, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of MARCH next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and other charges due to the municipality mentioned below, unless the same be paid before the sale, together with costs incurred.

Municipalité du canton Armand, paroisse Saint-Honoré

Municipality of the township of Armand, parish of Saint Honoré

Noms Names	Lot Lot	Canton Township	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Arr. Int et Frais Arr. Int. and Costs	Total dû Total due
Franc. Chasse.....	24C.....	Armand.....	\$ 2.15	\$ 4.50	\$22.93	\$29.58
Franc. Chasse.....	1/277A.....	Armand.....	.35	.75	6.94	8.04

Donné à Saint-Arsène, ce troisième jour de janvier 1922.

Le secrétaire-trésorier, C. M. C. T.,
57—1-2 J.-W. ROY.

Given at Saint-Arsène, this third day of January, 1922.

J. W. ROY,
58—1-2 Secretary-Treasurer, M. C. C. of T.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **FELICIEN PLA-**
No 306. } **MONDON,** de-
mandeur ; vs **AGENOR LAMBERT,** défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Les lots Nos 42 et 43 du cadastre officiel du quartier ouest de la ville de Drummondville—avec un hôtel et autres bâtisses y érigées à distraire la partie du lot No 43, de la contenance de 50 pieds sur la rue Brock sur 50 pieds de profondeur, appartenant à Oscar Gauthier.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric-de-Drummondville, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, (1922) à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 12 décembre 1921.

[Première publication, 17 décembre 1921]

4373—50-2

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **FELICIEN PLA-**
No. 306. } **MONDON,** plain-
tiff ; vs **AGENOR LAMBERT,** defendant.

As belonging to the defendant :

The lots Nos 42 and 43 of the official plan and book of reference of the west ward of the town of Drummondville—with an Hotel and other buildings thereon erected; to take off the part of the lot No 43, containing 50 feet on Brock street by 50 feet in depth, belonging to Oscar Gauthier.

To be sold at the parochial church door of Saint-Frédéric-de-Drummondville, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1922), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J.-E. GIROUARD,

Arthabaska, 12th December, 1921 Sheriff.

[First publication, 17th December, 1921]

4374—50-2

JOLIETTE

Cour supérieure.

Province de Québec, } **OSIAS GODON,** for-
District of Joliette, } **geron,** de la pa-
No 9068. } **roisse de Saint-Donat,**
dans le district de Joliette, demandeur ; vs **DE-**
SIRE DESLAURIERS, marchand, du même
lieu, défendeur.

Un lot de terre contenant environ cent acres en superficie, connu sous le numéro cinquante-un (No 51) du 6ième rang du canton Lussier, dans le district de Joliette; avec la réserve en faveur de Joseph-H. Lavoie, cultivateur, du canton Lussier, dit district, de tout le bois de commerce et de tout le bois qui croîtra à l'avenir sur ledit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de ladite paroisse de Saint-Donat, dans le comté de Montcalm, district de Joliette, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JANVIER 1922, à UNE heure après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

10 décembre 1921. **GEORGES DESROCHES.**

[Première publication, 17 décembre 1921]

4353—50-2

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } **OSIAS GODON,**
District of Joliette, } **blacksmith,** of the
No. 9068. } **parish of Saint-Donat,**
in the district of Joliette, plaintiff; vs **DESIRE**
DESLAURIERS, merchant, of the same place,
defendant.

A lot of land containing about one hundred acres in superficies, known under the number fifty one (No. 51) of the 6th range of the township of Lussier, in the district of Joliette; with the reserve in favor of Joseph-H. Lavoie, farmer, of the township of Lussier, said district, of all the commercial timber and all the timber which will grow in the future on the said lot.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Donat, in the county of Montcalm, district of Joliette, the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

GEORGE DESROCHES,

December 10th, 1921.

Sheriff.

[First publication, 17th December, 1921]

4354—50-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITÉ DE LACHI-**
No 2382. } **NE,** corps politique
et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité
de Lachine, district de Montréal, demanderesse;
vs **JOSEPH-ADELARD-WILFRID DESCAR-**

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF LACHI-**
No. 2382. } **NE,** a body politic and
incorporate, having its head office in the city of
Lachine, district of Montreal, plaintiff; vs **JO-**
SEPH-ADELARD-WILFRID DESCARRIES,

RIES, défendeur; et JEAN-MARIE LATOUR, curateur au délaissement.

Deux lots de terre numéros deux cent soixante et deux cent soixante-un de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (Nos 293-260 et 261) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, compris dans le territoire de la cité de Lachine et ayant front sur le côté est de la Dix-neuvième avenue, dans la cité de Lachine.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif,

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 4 janvier 1922. 75—1-2
[Première publication, 7 janvier 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **VILLE DE LAVAL-**
No 15802. } **DES-RAPIDES,**
corps légalement constitué, ayant son siège social en la municipalité de la ville Laval-des-Rapides, dans le district de Montréal, demanderesse; vs EUGENE RAYMOND, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue du Parc, dans la ville Laval-des-Rapides, et étant le lot numéro deux cent quatre de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-six (256-204) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 4 janvier 1922.
[Première publication, 7 janvier 1922]
77—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **VILLE DE LAVAL-**
No 15801. } **DES-RAPIDES,**
corps légalement constitué, ayant son siège social en la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides, dans le district de Montréal, demanderesse; vs ALBERT LEBEAU, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue du Parc, dans la ville de Laval-des-Rapides, et étant le numéro quatre cent soixante-quatre de la subdivision du lot cadastral numéro deux cent cinquante-six (256-464) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 4 janvier 1922.
[Première publication, 7 janvier 1922]
79—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **VILLE DE LAVAL-**
No 15803. } **DES-RAPIDES,**
corps légalement constitué, ayant son siège social en la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides,

défendant; et JEAN-MARIE LATOUR, curateur to the surrender of property made herein.

Two lots of land being numbers two hundred and sixty and two hundred and sixty one of the official subdivision of the lot number two hundred and ninety three (Nos. 293-260 and 261) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, comprised within the territory of the city of Lachine, and fronting on the east side of the nineteenth avenue, in the city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 4th January, 1922. 76—1-2
[First publication, 7th January, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TOWN OF LAVAL-**
No. 15802. } **DES-RAPIDES,** a body politic and corporate, having its principal place of business in the municipality of the town of Laval-des-Rapides, in the district of Montreal, plaintiff; vs EUGENE RAYMOND, defendant.

A lot of land fronting on Park avenue, in the town of Laval-des-Rapides, and being the lot number two hundred and four of the official subdivision of the lot number two hundred and fifty-six (256-204) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Martin.

To be sold at the registry office of the county of Laval, at Sainte-Rose, the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 4th January, 1922.
[First publication, 7th January, 1922]
78—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TOWN OF LAVAL-**
No. 15801. } **DES-RAPIDES,** a body politic and corporate, having its principal place of business in the municipality of the town of Laval-des-Rapides, in the district of Montreal, plaintiff; vs ALBERT LEBEAU, defendant.

A lot of land fronting on Park avenue, in the town of Laval-des-Rapides, and being the number four hundred and sixty four of the official subdivi io 1 of the cadastral lot number two hundred and fifty six (256-464) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Martin.

To be sold at the registry office of the county of Laval, at Sainte-Rose, the NINTH day of FEBRUARY next, at TWELVE o'clock NOON.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 4th January, 1922.
[First publication, 7th January, 1922]
80—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TOWN OF LAVAL-**
No. 15803. } **DES-RAPIDES,** a body politic and corporate having its principal place of business in the municipality of Laval-des-Rapides,

dans le district de Montréal, demanderesse; vs JOHN LAMDON, défendeur.

Deux lots de terre ayant front tous les deux sur l'avenue du Parc, dans la ville de Laval-des-Rapides, et étant les Nos vingt-quatre et vingt-cinq de la subdivision officielle du lot cadastral numéro deux cent cinquante-six (256-24 et 25) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, pour être vendus comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 4 janvier 1922. 81-1-2
[Première publication, 7 janvier 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE MON-
No 2694. } REAL-EST, corpora-
tion municipale légalement constituée, ayant son
siège social dans la ville de Montréal-Est, district
de Montréal, demanderesse; vs G. TURCOTTE,
défendeur.

Le lot quatre-vingt-deux (82) de la subdivision
trois cent dix-huit (318) du cadastre de la
Pointe-aux-Trembles, situé dans le district de
Montréal, ville de Montréal-Est, ayant front sur
la rue Tétreault.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER
prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 4 janvier 1922.
[Première publication, 7 janvier 1922]
83-1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MCKENNA, LIM-
No 4825. } TED, corporation
légalement constituée, dont le bureau-chef et la
principale place d'affaires sont dans les cité et
district de Montréal, demanderesse; contre
GEORGE-A. BOWER, de la cité de Westmount,
dit district, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue
Mount Pleasant, dans la cité de Westmount,
connu et désigné comme étant le lot de subdivi-
sion No 1 du lot de subdivision numéro 75 du lot
numéro 374, aux plan et livre de renvoi du
cadastre de la paroisse de Montréal—avec les
bâtisses dessus et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JAN-
VIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Montréal, 14 décembre 1921.
Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
4419-50-2
[Première publication, 17 décembre 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIAM-HENRY
No 2547. } HOWARD, de-
mandeur en garantie; vs LES HERITIERS de
feu Albert-Joseph Hughes, défendeurs en garan-
tie.

in the district of Montreal, plaintiff; vs JOHN
LAMDON, defendant.

Two lots of land both fronting on Park avenue,
in the town of Laval-des-Rapides, and being the
lots Nos. twenty four and twenty five of the offi-
cial subdivision of the cadastral lot number two
hundred and fifty-six (256-24 and 25), on the
official plan and book of reference of the parish
of Saint-Martin, to be sold as one single plot of
land.

To be sold at the registry office of the county
of Laval, at Sainte-Rose, the NINTH day of
FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the
forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 4th January, 1922. 82-1-2
[First publication, 7th January, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF MON-
No. 2694. } TREALEAST, a mu-
nicipal corporation duly incorporated, having
its principal place of business in the town of
Montreal East, district of Montreal, plaintiff; vs
G. TURCOTTE, defendant.

The lot eighty two (82) of the subdivision
three hundred and eighteen (318) of the cadastre
of Pointe-aux-Trembles, situate in the district
of Montreal, town of Montreal East, fronting on
Tétreault street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 4th January, 1922.
[First publication, 7th January, 1922]
84-1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MCKENNA, LIMITED,
No. 4825. } a corporation duly
incorporated, having its head office and principal
place of business in the city and district of
Montreal, plaintiff; against GEORGE-A. BOW-
ER, of the city of Westmount, said district,
defendant.

A lot of land fronting on Mount Pleasant
Avenue, in the city of Westmount, known
and designated as subdivision lot No. 1 of
subdivision lot number 75 of lot number 374,
on the cadastral plan and book of reference of the
parish of Montreal—together with the buildings
thereon and appurtenances thereof.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINETEENTH day of JANUARY next,
at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 14th December, 1921.
L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.
4420-50-2
[First publication, 17th December, 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILLIAM-HENRY
No. 2547. } HOWARD, plaintiff
in warranty vs THE HEIRS of the late Albert-
Joseph Hughes, defendant in warranty.

La moitié sud-est du lot No quinze du lot de subdivision No quinze (15-15) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ladite moitié sud-est étant située du côté nord-est de la rue Pagnuelo, dans la cité d'Outremont, et contenant cinquante pieds de largeur par cent soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec tous les droits de passage et accessoires connexes à ladite propriété—sans bâtisse.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.
Bureau du shérif,

Montréal, 14 décembre 1921.

Le shérif,

4421—50-2 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 17 décembre 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAVID-ROSS** Mc-
No 5042. } **CORD**, des cité et
district de Montréal, avocat et conseil du roi,
demandeur ; vs **INVENTION AND PROMO-**
TION, LIMITED, corporation légalement consti-
tuée, dont la principale place d'affaires est
dans les cité et district de Montréal, *et al*, défendeurs.

Le lot de terre vacant sis dans le coin sud de la rue Sherbrooke et avenue Claremont, dans la cité de Westmount, dans ladite province, faisant partie de la portion non subdivisée du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent sept (No 207) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. Le lot vendu aux présentes contient, d'après les calculs de Malcolm-D. Barclay, arpenteur des Terres de Québec, selon son certificat du trente mai 1914, quarante-deux pieds deux pouces en front, cinquante-deux pieds six pouces en arrière par une profondeur mesurée de la ligne latérale sud-est de la rue Sherbrooke, telle que présentement établi par la cité de Westmount, de quatre-vingt-dix-neuf pieds et neuf pouces dans sa ligne latérale nord-est, et cent trois pieds et huit pouces dans sa ligne latérale sud-ouest, et quatre mille huit cent trois pieds en superficie, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, et est borné en front au nord-ouest par la rue Sherbrooke, en arrière par le lot numéro cent quatre-vingt-neuf dudit plan officiel, du côté nord-ouest par l'avenue Claremont et du côté sud-ouest par une autre partie dudit lot numéro deux cent sept—avec les droits, circonstances et dépendances dudit lot, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 14 décembre 1921. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 17 décembre 1921]

4423—50-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **TREFFLÉ DION**, cultiva-
No 5404. } teur, de Saint-Magloire,
comté de Bellechasse; contre **JEAN FILION**,
de Rivière-Belle, comté de Pontiac.

The south east half of lot No. fifteen of the subdivision of lot No. fifteen (15-15) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the said south-east half being situated on the north east side of Pagnuelo street, in the city of Outremont, and containing fifty feet in width by one hundred and seventy feet in depth, English measure, and more or less, with all rights of way and other accessories which may be attached to the said property—and without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at NOON.

Sheriff's office,

Montreal, 1st December, 1921.

L.-J. LEMIEUX,

4422—50-2 Sheriff.
[First publication, 17th December, 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAVID-ROSS** Mc-
No. 5042. } **CORD**, of the city and
district of Montreal, advocate and King's counsel,
plaintiff ; vs **INVENTION AND PROMOTION,**
LIMITED, a body corporate duly incorporated,
having its principal place of business in the city
and district of Montreal *et al*, defendants.

That certain vacant lot of land situate in the southerly corner of Sherbrooke street and Claremont Avenue, in the city of Westmount, in the said Province, forming part of the unsubdivided portion of the lot of land known and designated by the number two hundred and seven (No 207) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal. The lot hereby sold contains, according to the measurement of Malcolm-D. Barclay, Quebec land surveyor, as set forth in his certificate dated the thirtieth of May, 1914, forty two feet two inches in front, fifty-two feet six inches in rear, by a depth measured from the south easterly side line of Sherbrooke street, as presently established by the city of Westmount of ninety-nine feet and nine inches in its north easterly side line, and one hundred and three feet and eight inches in its south westerly side line, and four thousand eight hundred and three feet in superficies all English measure and more or less, and is bounded in front towards the northwest by Sherbrooke street, in rear by lot number one hundred and eighty nine on said official plan, on the north westerly side by Claremont Avenue and on the south westerly side by another portion of said lot number two hundred and seven—with the rights, members and appurtenances to the said lot belonging without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, December, 14th 1921. Sheriff.
[First publication, 17th December, 1921]

4424—50-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **TREFFLÉ DION**, farmer,
No. 5404. } of Saint-Magloire, county of Bellechasse; against **JEAN FILION**, of
Rivière-Belle, county of Pontiac.

1. Le lot No 32 (trente-deux) du rang 6 (six) pour le canton de Senneterre, Abitibi, étant un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Paul-de-Senneterre—circonstances et dépendances;

2. Le lot No 11 (onze) du bloc 4 (quatre) pour le canton de Senneterre, Abitibi, étant un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Paul-de-Senneterre—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Paul-de-Senneterre, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 5 janvier 1922.

[Première publication, 7 janvier 1922]

[Deuxième publication, 21 janvier 1922]

69—1-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : J. NAPOLEON FRAN-
No 407-a. J. CŒUR, THOMAS
VIEN ET LOUIS LARUE, avocats, pratiquant
en société, en la cité de Québec, sous la raison so-
ciale de Francoeur, Vien et Larue; contre PHIL-
LEAS BUREAU, industriel, du village canton
La-Reine, savoir : Le bloc No 50 (cinquante) du
canton La-Reine, situé dans le village La-Reine—
avec toutes les bâties et constructions dessus
construites, circonstances et dépendances.

Vente à la porte de l'église paroissiale de La-
Reine, le VINGT-SEPTIEME jour de JAN-
VIER prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN

Québec, ce 22 décembre 1921.

[Première publication, 24 décembre 1921]

[Deuxième publication, 7 janvier 1922]

4571—51-2

1. The lot No. 32 (thirty two) of range 6 (six) for the township of Senneterre, Abitibi, being a lot of land situate in the parish of Saint-Paul-de-Senneterre—circumstances and dependencies;

2. The lot No. 11 (eleven) of block 4 (four) for the township of Senneterre, Abitibi, being a lot of land situate in the parish of Saint-Paul-de-Senneterre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Paul-de-Senneterre, the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 5th January, 1922.

[First publication, 7th January, 1922]

[Second publication, 21st January, 1922]

70—1-2

FIERI FACIAS.

Quebec to wit : J. NAPOLEON FRAN-
No. 407-a. J. CŒUR, THOMAS
VIEN AND LOUIS LARUE advocates, prac-
tising in partnership, in the city of Québec, under
the name and style of Francoeur, Vien and Larue;
vs PHILEAS BUREAU manufacturer, of the
village canton La Reine, to wit : The bloc No.
50 (fifty) of the canton La Reine, situate in the
village La Reine — with all the buildings and
constructions thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at the parochial church door of La
Reine, the TWENTY SEVENTH day of JAN-
UARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, December, 22, 1921.

[First publication, 24th December, 1921]

[Second publication, 7th January, 1921]

4572—51-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, à savoir : No. 2837. ADELARD COU-
TURE, courtier en
immeubles, de Station
d'Hébertville, Lac Saint-Jean, demandeur; vs
CHARLES GOBEIL, de Hébertville, paroisse,
défendeur.

1. Une ferme formée des lots de terre connus
et désignés sous les numéros quinze et seize (Nos
15 et 16) du rang est du chemin Kénogami, au
cadastre officiel du canton Labarre, d'une super-
ficie totale d'environ deux cent vingt-cinq acres
—avec ensemble toutes les bâties dessus construi-
tes, appartenances et dépendances, sauf à
distraire: 1. du lot numéro quinze (a) la partie
nord de ce lot de cinquante-six acres environ en
superficie, vendue par Oliva Côté à Charles
Imbeault, par acte sous seing privé en date du 10
novembre 1904, et enregistré le 29 novembre 1905
sous le numéro 2006, au registre B, vol 2, (b) la
partie sud-ouest de ce même lot, d'un arpent de
largeur sur environ trente arpents de profondeur
et vendue par Oliva Côté à Alfred Lévesque par
acte devant S. Dumais, N. P., le 2 octobre 1906,
sous le numéro 8511 et enregistré le 1er décembre
1906, sous le numéro 10404; 2. du lot numéro
seize, le terrain de la commission scolaire situé
dans la partie sud-est de ce lot mesurant cin-
quante pieds de largeur sur trois cent vingt-

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, District of Roberval, to wit: No. 2837. ADELARD COU-
TURE, real estate
broker, of Hébertville
Station, Lake Saint John, plaintiff; vs CHARLES
GOBEIL, of Hébertville, parish, defendant.

1. A farm made up of the lots of land known
and designated under the numbers fifteen and
sixteen (Nos. 15 and 16) of the east range of
Kenogami road, on the official cadastre of the
township of Labarre, of a total area of about two
hundred and twenty five acres—together with
all the buildings thereon erected, appurtenances
and dependencies; save and to be deducted there-
from: 1. lot number fifteen (a) the north part
of this lot of about fifty-six acres in superficies,
sold by Oliva Côté to Charles Imbeault, by act
under private seal dated 10th November, 1904,
and registered 29th November, 1905 under
number 2006, in register B., vol. 2, (b) the south
west part of this same lot, one arpent in width by
about thirty arpents in depth and sold by Oliva
Côté to Alfred Lévesque by deed before S.
Dumais, N. P., 2nd October, 1906, under number
8511 and registered 1st December, 1906, under
number 10404; 2. the lot number sixteen, the
land of the school commission situated in the
south east part of this lot measuring fifty feet in
width by three hundred twenty-four feet in

quatre pieds de profondeur et vendu par Oliva Côté par acte sous seing privé en date du 25 février 1917, et enregistré le lendemain sous le numéro 17525;

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton Labarre sous le numéro treize (No 13) du premier rang est dudit canton—avec ensemble les bâties dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville, Lac Saint-Jean, MARDI, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 3 janvier 1922.

[Première publication, 7 janvier 1922]

67—1-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } LUDGER PALA-
No 915. } L LARDY ET
AL, demandeurs ès-nom et qualité; contre AME-
DEE ST-GERMAIN, défendeur.

Un emplacement ou immeuble sis et situé au village de La Providence, district de Saint-Hyacinthe et composé comme suit:

a. D'un terrain de soixante-quinze pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, étant la partie sud-est du numéro cent soixante-quinze (p. 175) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, situé à l'angle nord des rues Saint-Pierre et du Pont; tenant en front la dite rue Saint-Pierre, en profondeur le terrain ci-après désigné, d'un côté la rue du Pont et de l'autre côté une ruelle conduisant de la dite rue Saint-Pierre à la rivière;

b. D'un terrain situé au même lieu, à la profondeur de celui ci-dessus désigné, mesurant trente-neuf pieds de largeur au front, le long de la rue du Pont, étant partie du dit numéro cent soixante-quinze (p. 175) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hyacinthe; tenant en front à la dite rue du Pont, en profondeur la ruelle ci-dessus mentionnée, d'un côté le terrain ci-dessus décrit et de l'autre côté, au nord-ouest, le terrain ayant appartenu à la compagnie manufacturière de Saint-Hyacinthe, moins et à distraire le terrain vendu à L.-F. Morison, suivant acte passé devant M. E. Bernier, N.P., le 10 octobre 1892, enregistré à Saint-Hyacinthe sous le No 36051 et appartenant aujourd'hui à la cité de Saint-Hyacinthe, désigné comme suit:

Un terrain situé au village de la Providence, sur la rue du Pont, à prendre à la profondeur du terrain ci-dessus désigné, faisant partie du dit numéro cent soixante-quinze, et borné comme suit; en front la rue du Pont, d'un côté, au nord-ouest, le terrain de L.-P. Morin ou ayants-droit, de l'autre côté au sud-est la ligne fixée par une borne placée à vingt pieds et huit pouces, mesure anglaise, de la maison du gardien du pont Barsalou et se continuant parallèlement au parement sud-est de la dite maison jusqu'à trois pieds en arrière d'icelle, et de là se prolongeant obliquement jusqu'à une ruelle où une borne tempo-

depth and sold by Oliva Côté by deed under private seal dated 25th February, 1917, and registered the following day under number 17525;

2. The lot of land now known and designated in the official cadastre of the township of Labarre under number thirteen (13) of the first range east of the said township — together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-d'Hébertville, Lake Saint-John, TUESDAY, the SEVENTH day of FEBRUARY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 3rd January, 1921.

[First publication, 7th January, 1922]

68—1-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } LUDGER PALA-
No 915. } L DY ET AL, plain
tiffs ès-nom et qualité; against AMEDEE ST-
GERMAIN, defendant.

An emplacement situate in the village of La Providence, district of Saint-Hyacinthe, and formed as follows:

a. A piece of ground containing seventy five feet in front by eighty feet in depth, the whole more or less, being the south east part of number one hundred and seventy five (p. 175) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe, situate at the north corner of Saint Pierre and du Pont streets, and bounded in front by the said Saint Pierre street, in depth the ground hereafter described, on one side the Du Pont street, and on the other side a lane from the Saint Pierre street to the river;

b. Another piece of ground situate at the depth of the ground hereabove described, measuring thirty nine feet in width at the front, along the Du Pont street, being a part of said number one hundred and seventy five on the official cadastre of said parish of Saint Hyacinthe; bounded in front by the said du Pont street, in depth the lane hereabove mentioned, on one side the ground hereabove described, and on the other side, at the north west, the ground having belong to La Compagnie manufacturière de Saint-Hyacinthe; to withdraw the piece of ground sold to L.-F. Morison, by a deed passed before M. E. Bernier, notary, on the 10th October, 1892, registered at Saint Hyacinthe under No 36051 and now belonging to the city of Saint Hyacinthe, and designed as follows;

A piece of ground situate in the village of La Providence, on du Pont street, to be taken at the depth of the ground hereabove described, being a part of number one hundred and seventy five, and bounded in front by the Du Pont street, on the north west side the ground belonging to L. P. Morin or ayants-droit on the south east side the line marked by a boundary put at twenty feet and eight inches, English measure, from the house of bridge guardian and to be continued parallelly to the south east parement of said house till three feet in rear of this house, and from there continuing obliquely to a lane or where a tempo-

raire est placée; et à distraire de plus la partie du dit terrain cédée à la municipalité du village de La Providence pour l'élargissement de la rue du Pont—avec trottoir en béton y construit.

Le dit emplacement ou immeuble, tel que ci-dessus décrit à être vendu avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, MARDI, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 3 janvier 1922.

[Première publication, 7 janvier 1922]

55—1-2

rary boundary is placed; to withdraw moreover the part of said ground abandoned to the municipality of the village of La Providence, for enlarging the Du Pont street—with a concrete sidewalk thereon erected.

The said emplacement, hereabove described, to be sold with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe. TUESDAY, on the SEVENTH day of FEBRUARY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Saint-Hyacinthe, January 3rd, 1922.

[First publication, 7th January, 1922]

56—1-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } LOUIS BOISVERT, demandeur; vs

OSCAR CARON, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Nicolet, sur le côté nord de la rue Raimbault, faisant partie du lot de terre portant le numéro trois cent soixante-sept (ptie No 367) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la ville et la paroisse de Nicolet, de la contenance de quarante-cinq pieds de front sur soixante-cinq pieds de profondeur; borné devant par la susdite rue, derrière à Joseph St-Louis, d'un côté au nord-est à une ruelle et de l'autre côté à la compagnie Louis Caron, représentant maintenant Noël Beaubien, —avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances; sans garantie de mesure précise. A la charge par l'adjudicataire de payer à la Corporation épiscopale catholique romaine de Nicolet, qui a le siège de ses affaires en la ville de Nicolet, une somme de huit piastres de rente foncière annuelle payable, icelle rente, le vingt-neuf septembre prochain 1922 et ensuite chaque année, à la même date, à perpétuité ou jusqu'au rachat de ladite rente.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, en la ville de Nicolet, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 13 décembre 1921.

[Première publication, 17 décembre 1921]

4415—50-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } LOUIS BOISVERT, plaintiff; vs OSCAR

CARON, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the town of Nicolet, on the north side of Raimbault street, forming part of the lot of land bearing the number three hundred and sixty seven (pt. No. 367) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet, containing forty five feet in front by sixty five feet in depth; bounded in front by the aforesaid street, in rear by Joseph St-Louis, on one side to the northeast by a lane and on the other side by the "Compagnie Louis Caron", presently representing Noël Beaubien— with a house thereon erected, circumstances and dependencies; without warranty as to precise measurements. The purchaser shall pay to the Roman Catholic Episcopal Corporation of Nicolet, having its head office in the town of Nicolet, the sum of eight dollars as annual ground rent, said rent being payable on the twenty ninth day of September next, 1922, and each following year, at the same date, at perpetuity or until the redemption of the said rent.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, in the town of Nicolet, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI.-L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 13th December, 1921.

[First publication, 17th December, 1921]

4416—50-2

Lettres patentes

"Omer DeSerres, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre, 1921, constituant en corporation, Omer DeSerres, marchand; Guillaume Lecours, commis; Rodolphe DeSerres, avocat; Joseph Laurent, et Noël Chaput, comptables, tous de Montréal, dans les buts suivants;

Letters patent

"Omer DeSerres Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1921, incorporating: Omer DeSerres, merchant, Guillaume Lecours, clerk, Rodolphe DeSerres, lawyer, Joseph Laurent and Noël Chaput, accountants, all of Montreal, for the following purposes:

Acquérir et prendre à son nom comme industrie active le commerce aujourd'hui exercé en la cité de Montréal sous la raison sociale de "Omer DeSerres" et tous et chacun des biens et obligations du propriétaire de toute industrie s'y rattachant, ou toutes industries semblables, et son achalandage, et de la payer en actions de la compagnie ou autrement, et acquérir des actions de toute autre compagnie que la dite maison peut avoir ou posséder ;

Faire un commerce général de quincaillerie, peintures, huiles et de manufacturier, avec la faculté de faire toute opération de cette nature ;

Faire toutes choses nécessaires, propices et convenables pour l'achat, vente, importation et manufacture d'effets identiques à ceux vendus par les marchands quincailliers, et généralement faire le commerce de quincailliers et de manufacturiers ;

Manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter et vendre et autrement céder toutes sortes d'accessoires et fournitures de plomberie, et de tuyaux forgés ou en fonte ;

Manufacturer, acheter et vendre et céder des produits céréales et végétaux, produits chimiques, dynamite, poudre à canon, cellulose et ses dérivés et composés, extraits, drogues, matières brutes et manufacturées et autres produits de cette nature ;

Manufacturer et acheter et vendre des moteurs électriques, dynamos et autres machineries, appareils et outillages électriques, et acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer, louer et disposer d'appareils électriques et d'effets de toutes sortes, et de machines de tous genres ;

Produire et accumuler de l'énergie électrique et électro-motrice, et la fournir pour la production et application de la force à l'éclairage, chauffage et traction ou autrement, selon ce qu'il sera trouvé convenable, mais sans aller au delà d'un bloc dans la ville de Montréal, dit district, pour les besoins personnels de la compagnie ;

Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de peintures et d'huiles ;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, altérer et échanger, louer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui seront nécessaires pour les objets des dites affaires ou communément et ordinairement employés ou vendus par les personnes engagées dans une semblable industrie ou qui paraîtraient capables d'être avantageusement employées en rapport avec ladite industrie ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir tous biens meubles et immeubles, tous droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de son commerce ;

Acquérir l'achalandage, droits, propriétés et actif de toutes sortes, et entreprendre toutes ou parties des obligations de toute personne, maison, association ou corporation engagée dans toute industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, et la payer en deniers, actions, obligations ou autres valeurs de cette corporation ou autrement ;

Acquérir toute marque de commerce, dessin de fabrique, brevets, droits de brevet, licences, privilèges ou autorités concernant toutes inventions qui sembleront utiles à la compagnie ;

Hypothéquer, engager, vendre, louer ou disposer de tous les terrains, travaux, marques de commerce, dessins de fabrique, brevets, droits de brevet, ou autres propriétés de la compagnie ;

Prendre et acquérir et détenir des garanties de toute nature, mobilières et immobilières, pour les dettes, obligations ou engagements envers la

To acquire and take over as a going concern the business now being carried on in the city of Montreal under the firm name and style of "Omer DeSerres" and all and each of the property and obligations of the proprietor of any industry connected therewith, or any similar industries, and its goodwill, and to pay for the same in shares of the company or otherwise and acquire stock of any company which the said firm may have or possess ;

To do a general business in hardware, paints, oils and as manufacturers, with the right of carrying on any operation of this nature ;

To do all things necessary, advantageous and suitable for the purchase, sale, importation and manufacture of goods similar to those sold by hardware merchants and generally to do business of hardware merchants and manufacturers ;

To manufacture, produce, adopt, prepare, purchase and sell and otherwise assign all kinds, of accessories and furnishings of plumbing, lead or wrought pipes ;

Manufacture, purchase, sell and assign, vegetable and cereal products, chemical products, dynamite, gun powder, celluloid and its derivatives and compounds, extracts, drugs, raw and manufactured products and other products of this nature ;

To manufacture, purchase and sell electric motors, dynamos and other machinery, apparatus and electric outfits and to purchase, sell, manufacture, repair, convert, alter, lease and dispose of electric apparatus and goods of all kinds, and machinery of all kinds ;

To produce and accumulate electric energy and electro-motorpower and to supply it for the production, application of power for lighting, heating and traction or otherwise, as deemed suitable, but without going beyond the distance of a block in the said of Montreal, city district of Montreal, for the personal needs of the company ;

To manufacture, purchase and sell all kinds of oils and paints ;

To purchase, sell, manufacture, repair alter and exchange, lease, export and deal in all kinds of articles and things which may be necessary for the purposes of the said business or customarily and ordinarily employed or sold by persons engaged in a similar industry or which appear capable of being advantageously employed in connection with the said industries ;

Generally to purchase, lease, or exchange or otherwise acquire all moveable and immoveable property, all rights and privileges which the company may deem necessary or useful for the purposes of its business ;

To acquire the goodwill, rights, property and assets of all kinds and to take over all or part of the bonds of any persons, firm, association or corporation engaged in any industry which the present company is authorised to carry on or undertake, and to pay for the same in cash, stock, bonds, or other securities of this corporation or otherwise ;

To acquire all trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities as to any invention which may seem useful to the company ;

To hypothecate, pledge, sell, lease or dispose of all lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company ;

To take, acquire and hold securities of any nature moveable or immoveable, for the debts, obligations or liabilities owing to the company, in-

compagnie encourues ou qui seront encourues, au sujet des fins et objets de la dite compagnie;

Faire tous actes et choses nécessaires et utiles à l'exercice de tous et chacun des pouvoirs de la compagnie ou qui seront jugés propres à les atteindre et être autorisé à acquérir ou acheter "généralement", posséder, vendre ou hypothéquer des immeubles dans la province de Québec, sous le nom de "Omer De Serres, Limitée" avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5 ALEXANDRE DESMEULES.

incurred or to be incurred, in connection with the aims and objects of the said company;

To do all acts and things necessary or useful for the exercise of all and every of the powers of the company or which may be deemed proper to attain them and to be authorised to acquire or purchase "generally" possess, sell or hypothecate immoveable property in the Province of Quebec, under the name of "Omer De Serres, Limitée" with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
6 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Roger, Turcotte Frères, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1921, constituant en corporation : Jean-Baptiste-A. Turcotte, Claire Dubeau Turcotte, épouse séparée de biens par contrat de mariage du dit J.-B.-A. Turcotte et par celui-ci dûment autorisée, marchands, et Georges Audette, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Louer, acheter et acquérir en vertu de quelques titres que ce soit, exploiter, posséder, donner à bail, disposer, transporter, aliéner à quelque titre que ce soit des propriétés urbaines ou rurales construites ou non construites, des lots de grèves, des propriétés forestières ou lacustres, des limites à bois, des pouvoirs d'eau, des réserves d'une concession minière ou forestière et tous biens meubles et droits réels ou personnels se rapportant à ceux et de construire des maisons et édifices de toutes sortes, emprunter sur les dites propriétés et maisons et consentir sur icelles toutes hypothèques nécessaires pour garantir les dits emprunts ;

Emettre des obligations et débiteures, garanties par hypothèques sur tous les biens de la compagnie ;

Construire et exploiter tout aqueduc, posséder et acquérir par achats ou autrement des actions de toute autre compagnie ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, ou autrement aucune compagnie, corporation ou personne, de quelque nature qu'elle soit, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne, sous le nom de "Roger, Turcotte Frères, Limitée", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$299,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
23 C.-J. SIMARD.

"Roger, Turcotte Frères, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1921, incorporating : Jean Baptiste A. Turcotte, Claire Dubeau Turcotte, wife separate as to property by marriage contract of the said J. B. A. Turcotte, and duly authorized by the above, merchants, and Georges Audette, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To lease, purchase and acquire in virtue of any title whatever, to exploit, possess, give on lease, dispose of, transfer, alienate by any title whatever the urban or rural property, constructed or non-constructed, water lots, timber lands or lakes property, timber limits, water powers, reserves of a mineral or forestry concession and all moveable property and real or personal rights connected therewith and to construct houses and buildings of all kinds, to borrow on the said property and houses and to give thereon any hypothecs necessary to guarantee the said loans ;

To issue bonds and debentures, guaranteed by hypothecs on all the property of the company ;

To construct and exploit any waterworks, possess and acquire by purchase or otherwise shares of any other company ;

To raise and assist in raising money, to aid by boni, loans, promises, endorsements, guarantee of bonds or otherwise any company, corporation or person, of any nature whatever, to guarantee also the execution of contracts by any such company, corporation or person, under the name of "Roger, Turcotte Frères, Limitée" with a total capital stock of two hundred and ninety-nine thousand dollars (\$299,000.00), divided into two thousand nine hundred and ninety (2990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,
24 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie des habitations de Bellevue, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1921, constituant en corporation : J.-Albert Foisy, rédacteur ; Adjutor Bouret, constructeur, et Uldéric Côté, entrepreneur-menuisier, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Remplir les objets spécifiés à la section 2 de la loi 4 Georges V, ch. 47, et exercer les pouvoirs déterminés dans la dite loi ;

Se prévaloir des dispositions de la loi 9 Georges V, ch. 10, de la province de Québec, avec ses amendements, concernant la construction des logements dans la cité de Québec, sous le nom de "La Compagnie des Habitations de Bellevue, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
25 C.-J. SIMARD.

" La Compagnie des habitations de Bellevue, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1921, incorporating : J. Albert Foisy, editor ; Adjutor Bouret, contractor ; and Uldéric Côté, master joiner, all three of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry out the provisions contained in section 2, Act 4 Georges V, ch. 47 and to exercise the powers granted by the said act ;

To benefit by the provisions of Act 9 Georges V, ch. 10, of the Province of Quebec, and amendments thereto, concerning the building of houses in the city of Quebec, under the name of "La Compagnie des Habitations de Bellevue, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,
26 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie Electrique de Saint-Apollinaire, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de décembre 1921, constituant en corporation : Emile Rousseau, bourgeois ; Gaudias Croteau, Arthur Croteau, entrepreneurs-menuisiers et Alfred Gingras, rentier, tous de la paroisse de Saint-Apollinaire, district de Québec, dans les buts suivants :

Produire de l'énergie électrique et en faire le commerce sous toutes ses formes ;

Acquérir pour cela et posséder, de toutes façons permises par la loi, des pouvoirs hydrauliques, chutes d'eau, étangs, lacs et réservoirs et droits en iceux ; les écluser, développer et exploiter, faire tous travaux et constructions qui seront nécessaires ou utiles à la prise, la dérivation, l'emmagasinage et la distribution ou l'utilisation des eaux ;

Acquérir et posséder les immeubles dont elle aura besoin : acquérir, construire, entretenir, vendre, louer des immeubles pour l'usage de ses employés ou autres locataires soit comme magasins, usines, résidences ou autre habitation ;

Vendre l'énergie électrique aux particuliers et aux corporations municipales, ecclésiastiques ou autres qui en auront besoin pour fins d'éclairage, de chauffage, force motrice ou autrement ;

Acquérir l'énergie électrique des personnes ou compagnies autorisées à en faire le commerce ;

Faire le commerce, en gros et en détail, de tous les articles et objets pour l'utilisation de courants électriques, ainsi que tout autre marchandise pour usage domestique, d'une manière générale ;

Acquérir, louer ou autrement posséder les immeubles, réseaux, de distribution, achalandage, droits et privilèges des personnes ou compagnies faisant le même commerce ;

Acquérir les obligations, actions et autres valeurs de compagnies se livrant au même genre

" La Compagnie Electrique de Saint-Apollinaire, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of December, 1921, incorporating : Emile Rousseau, gentleman ; Gaudias Croteau, Arthur Croteau, master-joiners, and Alfred Gingras, annuitant, all of the parish of Saint-Apollinaire, district of Quebec, for the following purposes :

To generate electric energy and deal therewith in all its forms ;

For the above purpose to acquire and own in any manner permitted by law, water powers, water falls, ponds, lakes and reservoirs and rights therein ; dam, develop and exploit the same, do all works and constructions which may be necessary or useful for the intake, derivation, storing, distribution or utilization of waters ;

To acquire and own the immovables it may require ; to acquire, construct, maintain, sell, lease immovables for the use of its employees or other tenants either as stores, shops, residences or other dwelling ;

To sell electric energy to individuals and municipal, church or other corporations that may require same for lighting, heating, motive power purposes or otherwise ;

To acquire electric energy from persons or compagnies authorized to deal therein ;

To carry on a wholesale and retail business in all articles and objects for the utilization of electric power as well as in any other merchandise for domestic or general use ;

To acquire, lease or otherwise own the immovables, transmission systems, goodwill, right and privilege from persons or companies carrying on the same business ;

To acquire the bonds, shares and other securities of companies engaged in a like business and

d'affaires, les payer en argent ou en actions libérées de la compagnie;

Emettre des actions libérées de la compagnie, en paiement des dettes qu'elle pourra contracter pour acquisitions ou services rendus;

Faire avec les corporations municipales, pour l'éclairage des municipalités et de leurs habitants toutes conventions que de droit;

Acquérir et recevoir des corporations municipales ou des compagnies ou personnes les détenant, tous les privilèges, bonis et aides qui sont permis par la loi;

Vendre à toute compagnie ou particulier, autorisés à faire en tout ou en partie, le même genre d'affaires, tout l'actif et le passif de la compagnie ou partie d'iceux, et recevoir le paiement total ou en partie, en argent, actions, libérées ou obligations de la compagnie acquéreur;

Le pouvoir de produire l'énergie électrique et d'en faire le commerce sera limitée, pour la compagnie, aux districts de Québec et de Nicolet, sous le nom de "La Compagnie Electrique de St-Apollinaire, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Apollinaire, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

41

C.-J. SIMARD.

"Turcotte Frères, limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1921, constituant en corporation: Jean-Baptiste A. Turcotte, marchand; Claire Dubeau, épouse séparée de biens par contrat de mariage du dit J.-B.-A. Turcotte, et Georges Audette, comptable, tous de la Cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire exercer le commerce sous toutes ses formes comme importateurs, marchands, marchands à commissions, et comme manufacturiers;

Acquérir par achat aucun commerce dont les objets ou fins sont semblables, les payer en argent ou en parts, débetures ou obligations de la présente compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir toutes propriétés mobilières et immobilières;

Acquérir l'entreprise, l'actif ou la propriété d'aucune personne, firme ou corporation; acquérir et détenir des actions, obligations ou autres titres dans aucune autre compagnie ou corporation, et dans ce cas, durant détention exercer tous droits de propriétés afférents, y compris le droit de vote;

Employer l'excédent des deniers de la compagnie au rachat de ses obligations et débetures;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens, de l'actif et de l'entreprise de la compagnie moyennant les prix à être convenus, et spécialement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la corporation, ou dont la compagnie peut disposer;

Faire société ou des conventions pour la partage des bénéfices, l'union des intérêts, la con-

to pay for the same in cash or with paid up shares of the company;

To issue paid up shares of the company in payment of the debts it may contract for acquisitions made or services rendered;

To enter into any lawful agreements with municipal corporations for supplying light to municipalities and the inhabitants thereof;

To acquire and receive from municipal corporations, companies or persons holding same, all privileges, bonuses and assistance permitted by law;

To sell to any company or individual, authorized to carry on, in whole or in part, a similar business, the whole of the assets and liabilities of the company or part thereof and to receive in full or part payment, cash, paid up shares or bonds of the purchasing company;

The power to generate and deal in electric energy shall be limited, for the company, to the districts of Quebec and Nicolet, under the name of "La Compagnie Electrique de St-Apollinaire, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00), divided into two thousand (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company, will be at Saint-Apollinaire, district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,

42

Assistant Provincial Secretary.

"Turcotte Frères, limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1921, incorporating: Jean Baptiste A. Turcotte, merchant; Claire Dubeau, wife separate as to property by marriage contract of J. B. A. Turcotte and George Audette, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes;

To do and carry on the business of importers, merchants, commission merchants, and manufacturers in all branches thereof.

To acquire by purchase any business whose objects or purposes are similar, and to pay for the same in cash or in shares, bonds, or debentures of the present company;

To acquire by purchase, lease or otherwise hold all moveable and immoveable property;

To acquire the business, assets or property of any person, firm or corporation; to acquire and hold stock, bonds or other securities in any other company or corporation, and in this case, while holding the same, to exercise all rights of ownership attached thereto including voting power;

To employ the surplus money of the company for the redemption of its bonds and debentures;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets and business of the company, for such price as may be agreed upon and specially for stock, bonds, debentures or securities in other companies, belonging to the corporation or which the company may dispose of;

To enter into partnership or agreement for the sharing of benefits union of interests, reci-

cession réciproque ou la coopération avec aucune personne, firme ou compagnie ;

S'amalgamer avec une ou plusieurs autres compagnies dont les objets sont analogues ou semblables, faire aussi tous contrats et arrangements nécessaires à cette amalgamation ;

Emettre des actions libérées, des obligations, débetures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, des services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, brevets d'invention ou marques de commerce, licence, licences ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir en paiement intégral ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ; aussi trafiquer, exploiter, outiller, vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, grever, donner la franchise à, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, ou autrement aucune compagnie, corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, personne ;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux ;

Emettre des obligations ou débetures, garanties pour tous les biens meubles et immeubles, présents ou futurs de la compagnie, ou quelques uns d'eux seulement ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe des présentes ne seront aucunement limités ou restrictifs par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déductions d'eux, sous le nom de "Turcotte Frères Limitée" avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire provincial ce vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le sous secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

47

"La Compagnie d'Habitations St-Malo".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1921, constituant en corporation Gustave Proteau, Eugène Lamontagne, Philémon Vallière, courtiers en immeubles, tous de la cité de Québec, dans le district buts suivants :

Acquérir des terrains, dans ou près des limites d'une municipalité dans la province, et de bâtir sur ces terrains des maisons d'habitations de dimensions raisonnables munies d'améliorations convenables, et destinées à être louées à des prix modérées ;

Exercer pour les fins ci-dessus tous les droits, pouvoirs, privilèges à être soumis aux obligations édictées à la loi 4 George V, Ch. 47, telle qu'amendée par la loi 10 George V, Ch. 71 et tous autres amendements qui pourraient être faits à la dite loi ;

Exercer de plus tous les droits, pouvoirs et

proceal concessions or cooperation with any person, firm or company ;

To unite with one or several other companies whose objects are analogous or similar, to make all contracts and arrangements necessary for this amalgamation ;

To issued paid up shares, bonds debentures or other securities in whole or part payment for any real or personal property, moveable or immoveable, for services, rights, leases, business, franchises, enterprises, powers, privileges, patents or trade marks, licences or concessions which the company may legally acquire in whole or part payment or in exchange for stock, bonds, debentures or other securities of any other company ; also to deal in, exploit, equip sell, ameliorate, administer, develop, exchange, lease, pledge, give their franchise to, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the property and rights of the company ;

To raise and assist in raising money, to assist by boni, loans promises, endorsements, guarantee of bonds or otherwise any company corporation, to guarantee also the execution of contracts by any such company, corporation or person ;

To do all other things connected with or appropriate to the realisation of the above objects or any of them ;

To issue bonds or debentures, guaranteed by all moveable and immoveable property, present or future, of the company, or a part thereof only ;

The powers mentioned in each of paragraphs herein shall not be limited or restricted in any way by reference to the terms of any other paragraph or deduction therefrom, under the name of "Turcotte Frères Limitée" with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The principal office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the provincial secretary this twenty-eight day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant provincial secretary.

48

"La Compagnie d'Habitations St-Malo".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1921, incorporating : Gustave Proteau, Eugene Lamontagne, Philemon Vallière, real estate brokers, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire lands in or near the limits of a municipality in the province, and to build thereon dwelling houses of reasonable dimensions fitted with suitable improvements, and intended to be let at a moderate price ;

To exercise for the above purposes all the rights, powers, privileges resulting from the obligations of the Act 10 George V, Ch. 71 and all other amendments thereto ;

To exercise, moreover all the rights, powers, pri-

privileges, à être soumis aux obligations édictées à la loi 9 George V, Ch. 10 et de tous autres amendements qui pourraient être faits à la date dite loi ;

Faire toutes et aucune des choses nécessaires à la réalisation des projets mentionnés dans la dite loi, sous le nom de "La Compagnie d'Habitations St-Malo", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire-provinciale ce vingtième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

21

C.-J. SIMARD.

privileges, resulting from the obligations of the Act 9 George V, Ch. 10 and of all other amendments thereto ;

To do all or any of the things necessary for the carrying out of the objections mentioned in the said Act, under the name of "La Compagnie d'Habitations St-Malo", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred (\$19,900.00) dollars, divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the Company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the provincial-secretary this twentieth day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,

22

Assistant Provincial Secretary.

" St-Gabriel Hôtel, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de décembre 1921, constituant en corporation: Georges Carbonneau, restaurateur; Henri Robert, commis de malle; Arthur Robert, négociant, tous trois de la cité de Montréal; Olivier-P. Robert, maître de poste, et Eugène Lannegrace, gérant, tous deux de la cité de Lachine, et tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme un affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant, de taverne ou d'hôtel, et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous et aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses immeubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants, des tavernes et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets

" St-Gabriel Hôtel, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1921, incorporating: Georges Carbonneau, hotel keeper; Henri Robert, mail clerk; Arthur Robert, merchant, all three of the city of Montreal; Olivier P. Robert, post master and Eugene Lannegrace, manager, both of the city of Lachine, and all of the district of Montreal, for the following purposes ;

To carry on generally and in all its branches the business of hotel keepers and restaurateurs, in conformity with the provisions of the Quebec Licence Law, and all other business which may be conducted in connection with or incidental to the above, such as shoe shine parlor, barber shop, billiard and pool rooms, newstands, and tobacco shops ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, partnership or company, as a going concern or otherwise, all the stock in trade of a restaurant, inn or hotel, and exploit such business with or without the lands and buildings used or destined to be used for its exploitation, and to pay for the same in cash or in stocks and bonds or paid up shares of the company ;

To purchase or otherwise acquire or possess by lease or other title, any immovable which may be deemed necessary for the purposes for which the company is incorporated and to pay for such acquisitions or possessions in cash or bonds or paid up stock of the company ;

To sell, exchange, lease all or any of the moveable or immovable property or otherwise dispose of the same, to hypothecate these moveables, pledge the immoveables and borrow money on the above security ;

To construct, maintain and exploit on all lands acquired or possessed by the company, hotels, restaurants, inns and other buildings which may be deemed necessary for the exploitation of the above enterprises ;

To purchase, acquire, possess, sell, assign, transfer, stocks, bonds and all other securities of any other company or corporation engaged in business which this company is authorised to carry on, or carrying on business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To do and execute all other acts and objects

qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises;

L'interprétation des clauses ci-dessus dans le cas d'ambiguïté devra être faite libéralement et de façon à ne pas restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de St-Gabriel Hotel, Limitée, avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00) divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions ordinaires de dix piastres (\$10.00) chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10.00 chacune avec rendement cumulatif annuel de 8%;

Lesdites actions privilégiées ou préférentielles conféreront à leurs détenteur, le droit de recevoir sur déclaration d'excédents ou bénéfices clairs de la compagnie des dividendes annuels aux taux de 8% et pas plus, sur le capital versé, dans le temps, payable, une, deux ou trois fois par année, selon qu'en décideront les directeurs;

Les dividendes sur les actions préférentielles seront cumulatifs et payables avant qu'aucuns dividendes sur les actions ordinaires soient payés ou réservés, de manière que si, dans une année, des dividendes aux taux de 8% n'étaient pas payés sur icelles, ce qui manquera pour les payer, sera payables avant aucuns dividendes ne puissent être payés sur les actions ordinaires;

Chaque fois que des dividendes cumulatifs sur les actions préférentielles, pour toutes les années précédentes, auront été déclarés et seront devenus payables, et que les versements accrus, pour l'année courante, auront été déclarés, et que la compagnie aura payés ses dividendes cumulatifs, des années précédentes, et ces versements accrus ou aura réservés, à même son excédent ou ses bénéfices clairs, un montant suffisant pour les acquitter, le conseil d'administration pourra déclarer les dividendes sur les actions ordinaires, qui deviendront payables à même le résidu, l'excédent ou les bénéfices nets;

Au cas de liquidation, dissolution ou ventilation volontaire ou forcée de la compagnie, les détenteurs d'actions préférentielles auront droit d'être payés en entier, de la valeur au pair de leurs actions, ainsi que des dividendes accrus non soldés sur icelles, avant qu'aucun montant ne puisse être versé, aux porteurs d'actions ordinaires; mais après paiement aux détenteurs d'actions préférentielles, de la valeur au pair de leurs actions, ainsi que de leurs dividendes accrus sur icelles, le résidu de l'actif et des deniers sera réparti et payé aux porteurs d'actions ordinaires selon leurs droits respectifs.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

45

C.-J. SIMARD.

which may be useful or appear beneficial for the exploitation of the above enterprises;

The interpretation of the above clauses in the case of ambiguity must be made liberally and in manner so as not to restrict the powers of the company, under the name of "St Gabriel Hotel, Limitée" with a total capital stock of forty-five thousand (45,000.00) dollars, divided into two thousand five hundred (2,500) common shares of ten (\$10.00) dollars each and two thousand (2,000) preferred shares of (\$10.00) each bearing an annual cumulative dividend of 8%;

The holders of the said preferred stock shall be entitled to receive out of the surplus or net profit of the company annual dividends at the rate of 8% and not more, on the paid up capital stock, payable once, two or three yearly according to the decision of the directors;

The dividends on the preferred stock shall be cumulative and payable before any dividends on the common stock shall be paid or reserved, in such a manner that if during one year the 8% dividend has not been paid, the deficit on the same shall be payable before any dividend can be paid on the common stock;

Each time that the cumulative dividends on the preferred stock for all the preceding years have been declared and become due, and the accrued dividends for the current year have been declared and the company has paid its cumulative dividends of previous years, and there has been reserved out of its surplus or net profits, an amount sufficient to pay the accrued dividends the board of directors may declare dividends on the common stock which shall be payable out of the residue, surplus or net profits;

In case of liquidation, dissolution or voluntary or forced distribution of the assets of the company, the holders of preferred stock shall have the right to be paid fully the par value of their stock as well as accrued unpaid dividends thereon, before any amount can be paid to holders of common stock; but after the payment to holders of preferred stock of the par value of their stock as well as the accrued dividends thereon, the residue of the assets and of cash shall be divided and paid to holders of common stock according to their respective rights.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this thirty first day of December, 1921.

C.-J. SIMARD.

46

Assistant provincial Secretary.

"Montreal Finance Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de novembre 1921, constituant en corporation: Rosario Genest, avocat et conseil du roi, Reigner Brodeur et Auguste Mathieu, avocats; Yvon Ducharme, comptable, et Armand Viau, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, vendre et négocier, soit comme principal soit comme agent, des actions, obligations, débetures, hypothèques ou valeurs personnelles,

"Montreal Finance Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1921, incorporating: Rosario Genest, advocate and Kings' Counsel, Reigner Brodeur and Auguste Mathieu, advocates; Yvon Ducharme, accountant, and Armand Viau, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in, either as principal or agent, stocks, bonds, debentures, mortgages or personal property, securities, notes and obli-

des titres, bons et obligations de toute espèce, percevoir l'intérêt, les dividendes ou le revenu de ces parts, obligations, débentures, hypothèques valeurs ou autres titres ou en disposer, agir comme agent général, marchand à commission, facteur ou courtier de tout genre de producteur, marchand, manufacturier, expéditeur ou propriétaire pour le placement d'assurances maritimes, d'assurance-feu, d'assurance-accident et responsabilité, ou autres assurances pour les propriétaires, les autres personnes ou corporations ayant ou prétendant avoir aucun intérêt dans de la marchandise, sur des cargaisons, automobiles, et d'autres véhicules, vaisseaux, navires-marchands et autres susceptibles d'assurances;

Construire, acquérir, louer, exploiter et entretenir des magasins, entrepôts et véhicules pour emmagasiner et transporter par terre ou sur mer tous les produits, les effets, denrées, marchandises, machines, véhicules manufacturés ou toute autre propriété personnelle; émettre des récépissés et certificats d'entrepôts, négociables ou autres en faveur de personnes ou compagnies organisées qui déposent leurs marchandises dans les entrepôts de la compagnie, consentir des avances ou faire des prêts sur la garantie de ces marchandises ou autrement;

Construire, acquérir, louer, exploiter, maintenir et disposer de docks, chantiers, quais, magasins ou entreprises similaires et autres marques de transport avec tout l'outillage, les machines et l'installation nécessaires;

Faire toutes les choses qui sont nécessaires pour protéger, garantir, réaliser ou vendre opérantes aucunes valeurs mentionnées dans les paragraphes précédents, achetées ou acquises par la compagnie;

Acheter, vendre et trafiquer en général d'effets, denrées, marchandises, machines, moteurs et véhicules d'aucune catégorie et description;

Solliciter, acheter, acquérir, détenir, vendre, céder, louer, accorder ou autrement aliéner des brevets d'invention, droits brevetés, licences, privilèges, inventions, perfectionnements, procédés, marques, noms de commerces et formules relatives ou connexes au commerce de la compagnie, ou autrement;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir ou négocier des terrains, privilèges hydrauliques, droits d'occupation ou intérêts connexes aux bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'eux, vendre ou négocier des hypothèques, louer, échanger, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du terrain, vendre aucune des bâtisses ou structures qui sont ou, peuvent se trouver à l'avenir sur ces terrains, prendre pour cela la garantie nécessaire;

Construire des bâtisses et trafiquer des matériaux de construction;

Prendre ou détenir des hypothèques pour aucune balance non payée du prix d'achat des terrains, bâtisses ou structures ainsi vendus, aussi vendre, grever ou autrement disposer de ces hypothèques;

Améliorer, altérer et administrer lesdits terrains et bâtiments;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations des personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires, assumer aussi ces contrats ou obligations en souffrance;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou à l'aunon des intérêts;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre avec aucune personne, firme, association ou corporation exer-

gations of all kinds and to collect and dispose of interest, dividends or income upon or from such stock, bonds, debentures, mortgages, securities or other obligations;

To act as general agent, commission merchant, factor or broket for any and every class of producer, merchant, manufacturer, shipper or owner for the placing of marine, fire and accident fidelity, and other insurance of owners or other persons or corporations having or claiming to have any interest in merchandise, freight, automobiles and other vehicles, vessels, cargos, and any other subjects of insurance;

To construct, acquire, lease, operate and maintain storehouses, warehouses and conveyances for the storage and transportation by land or by water, of any and all products, wares, goods, merchandise, machinery, vehicles manufactured or other personal property; to issue warehouse receipts and certificates, negotiable or otherwise to persons or incorporated companies, warehousing goods with the company and to make advances or loans upon security of such goods or otherwise;

To construct, acquire, lease, operate, maintain and dispose of docks, yards, wharves, store houses or similar enterprises and other transportation facilities with all necessary plant, machinery and equipment;

To do any and all things necessary to protect, secure, realise or enforce any securities referred to in the foregoing paragraphs, purchased or acquired by the company;

To buy, sell and deal in generally, goods, wares, merchandise, machinery, motors and vehicles of every kind and descriptions;

To apply for, purchase, acquire, hold, sell, assign, lease, grant or otherwise dispose of any patents of invention, patents rights, licences, privileges, inventions, improvements, processes, trade marks, and trade names and formulas relating to or in connection with the business of the company or otherwise;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire or deal in lands, waters, privileges rights of occupation or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them and to sell or deal in mortgages, or lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the land and sell all or any of the buildings or structures that are now or may hereinafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be necessary;

To erect buildings and deal in building material;

To take or hold mortgages for the any unpaid balance of the purchase, money or any of the lands, buildings or structures so sold and to sell, mortgages or otherwise dispose of the mortgages;

To improve, alter and manage the said lands and buildings;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages or persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts in default;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest;

To amalgamate, unite or join with any persons, firm, association or corporation carrying on any

cant aucun commerce semblable ou connexe, aussi acquérir l'achalandage, le commerce, les droits, la propriété et l'actif, assumer la totalité ou aucune partie du passif d'aucune personne, firme, association ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe, et les payer en argent, en actions, en obligations de la compagnie, ou autrement;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débentures en paiement intégral ou partiel de la propriété foncière ou personnelle, des droits, réclamations, privilèges ou concessions, ou des autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, émettre aussi les actions entièrement libérées, les obligations ou les autres titres en paiement, en paiement partiel, ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable en tout ou en partie, ou se rattachant au commerce de la présente compagnie;

Souscrire, prendre, acheter, acquérir, détenir, posséder, céder, vendre, transférer ou autrement trafiquer et disposer d'actions, obligations, débentures, bons ou autres valeurs, obligations, contrats et titres d'aucune compagnie ou corporation; prendre, détenir et se prévaloir d'aucune garantie, valeur collatérale d'aucune nature pour l'exécution de l'obligation y portée, mettre en échange, ses parts, débentures et autres obligations, aider et sustenter d'aucune manière au moyen de prêts, d'avances, de garantie, ou autrement, aucune personne, firme, corporation ou association dans laquelle la compagnie est intéressée comme créancier, actionnaire, ou autrement;

Rétribuer, soit en argent, ou, avec l'assentiment des actionnaires, en parts entièrement ou partiellement libérées, en obligations, débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie aucune personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa formation, promotion, ou son organisation, en plaçant, aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, d'aucunes débentures ou autres valeurs de la compagnie, en rapport avec la gestion des affaires de la compagnie, payer aussi les dépenses initiales avec les fonds de la compagnie, et distribuer en espèces au moyen de dividendes ou autrement, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie les actions ou valeurs appartenant à la compagnie, ou la propriété, l'actif ou les droits de la compagnie;

Prendre, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal soit comme agent, comme propriétaire absolu ou en garantie collatérale, ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer ou trafiquer de lettres de change, traites, billets promissaires, instruments négociables, contrats d'achat et vente, obligations, débentures, parts, actions ou autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, bancaire, compagnie ou corporation légalement constituée, industrielle, financière ou autre;

Faire enquête et rapport sur la valeur du titre à aucune propriété immobilière, à des terrains, tenements et biens fonciers, sous le nom de "Montreal Finance Corporation, Limited", avec un fonds social total de cinq cent mille piastres (\$5,00,000.00), divisé en cinquante mille (50,000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

similar or allied business and to acquire the goodwill, business, rights, property and assets and to assume or undertake the whole or any part of the liabilities of any person, firm, association or corporation carrying on any similar or allied business and to pay for the same in cash, stocks or bonds of the company or otherwise;

To issue paid-up shares, bonds or debentures for the payment, either in whole or in part of the property real or personal, rights, claims, privileges or concessions or other advantages which the company may lawfully acquire and also to issue such fully paid shares, bonds, or other securities in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incident to the business of this company;

To subscribe for, underwrite, purchase, acquire, hold, own, assign, sell, transfer or otherwise, deal in any, dispose of any shares, bonds, debentures, notes or other securities, obligations, contracts, and evidences of indebtedness of any company or corporation; and to take, hold and avail itself of any security or collateral of any nature for the performance of obligation contained therein. And to issue in exchange therefor its own stock, bonds and other obligations, and to aid and assist in any manner by loans, advances guarantees or otherwise any person, firm, corporation or association in which the company is interested as creditor, shareholder or otherwise;

To remunerate, either in cash or with the approval of the shareholders in fully paid-up or partly paid-up stock, bonds, debentures or securities of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in connection with the conduct of the company's business and to pay any other preliminary expenses out of the company's funds, and to distribute in species by way of dividend or otherwise from time to time among the shareholders of the company any shares or securities belonging to the company or any property or assets or rights of the company;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in bills of exchange, drafts, promissory notes, negotiable instruments, purchase and sale agreements and bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise;

To investigate and report upon the title to any immoveable property, lands, tenements and chattels real, under the name of "Montreal Finance Corporation Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into fifty thousand (50,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Mount Murray Woodlands Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1921, à la compagnie "Mount Murray Woodlands Corporation", augmentant son capital de \$25,000 à \$500,000 par la création de 4,750 parts additionnelles de la valeur de \$100 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

27 C.-J. SIMARD.

"Mount Murray Woodland Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, 1920, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth December day, 1921, to the "Mount Murray Woodlands Corporation" increasing the capital stock of the company from \$25,000 to \$50,000 by the creation of 4,750 additional shares of the value of \$100 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty-eighth day of December, 1921.

C.-J. SIMARD,

28 Assistant Provincial Secretary.

Députés élus

Members elected

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 5 janvier 1922.

Avis est donné que, le vingt-deux décembre 1921, les personnes suivantes ont été élus députés à l'assemblée législative de Québec:

M. Joseph Gauthier, typographe à Montréal, pour représenter le collège électoral de Montréal-Sainte-Marie;

M. Eugène Godbout, cultivateur à Saint-Eloi, pour représenter le collège électoral de Temiscouata.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

63 L.-P. GEOFFRION.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, January 5, 1922.

Notice is hereby given that, on the twenty-second day of December, 1921, the following persons have been elected as members of the Legislative Assembly of Quebec:

Mr. Joseph Gauthier, typographer of Montreal, to represent the electoral division of Montreal-Saint Mary;

Mr. Eugène Godbout, farmer of Saint-Eloi, to represent the electoral division of Temiscouata.

L.-P. GEOFFRION,

64 Clerk of the Crown in Chancery.

Demande à la Législature

Application to the Legislature

Avis est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Raphael de l'Île Bizard, comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi faisant disparaître tout doute possible sur l'interprétation des lois concernant la construction, la réparation et l'entretien du pont reliant la dite paroisse à l'Île de Montréal; de façon à ce que ce pont soit reconnu comme un pont de comté, à toutes fins que de droit, et régi par les dispositions des lois de la province concernant tels ponts; et pour obtenir aussi tous les amendements nécessaires à cette fin aux lois actuellement existantes se rapportant à ce pont.

Québec, le 5e jour de janvier 1922.

Les procureurs de la corporation de Saint-Raphael de l'Île Bizard,

61 PELISSIER, WILSON & FORTIER.

Notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Raphael of Ile Bizard, county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for the passing of an Act, to put an end to every possible doubt on the interpretation of the laws concerning the construction repair and the upkeep of the bridge connecting the said parish to the island of Montreal so that the bridge be known as a county bridge, for all legal purposes, and governed by the provisions of the laws of the province concerning such bridges; and to obtain also all the amendments necessary for this purposes to the laws now in existence and respecting this bridge.

Quebec, January 5, 1921.

PELISSIER, WILSON & FORTIER,
Attorneys for the corporation of Saint-Raphael de l'Île Bizard.

62

Département du trésor

Treasury Department

ERRATUM.

ERRATUM.

Re: Fusion de L'Union Saint-Joseph de Lachine.

Dans l'avis paru dans le numéro de la Gazette officielle de Québec du 31 décembre 1921, il faut

Re: Amalgamation of L'Union Saint-Joseph de Lachine.

In the notice published in the number of the Quebec Official Gazette of the 31st December, 1921

lire la mention de l'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Lachine comme suit: 41 Victoria (1), chapitre 35, tel qu'amendé par 54 Victoria (2), chapitre 70 et 57 Victoria, chapitre 82, au lieu de l'indication donnée comme suit: 41 Victoria (1), chapitre 30, tel qu'amendé par 43 Victoria (2), chapitre 70 et 57 Victoria, chapitre 82.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.

71

the mention of the incorporation of the Union Saint-Joseph de Lachine should read as follows: 41 Victoria (1) chapter 35, as amended by 54 Victoria (2) chapter 70 and 57 Victoria, chapter 82, instead of the information given as follows: 41 Victoria (1) chapter 30, as amended by 43 Victoria (2), chapter 70 and 57 Victoria, chapter 82.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

72

Soumissions

Province de Québec,
District de Chicoutimi,
Ville de Jonquière.

Avis public est par les présentes donné, par la corporation de la ville de Jonquière, que des soumissions cachetées seront reçues par le sousigné, greffier de ladite ville, jusqu'à midi, le 24 janvier 1922, pour l'achat de cent quatre-vingt mille piastres d'obligations de la municipalité de la ville de Jonquière, dans les comté et district de Chicoutimi, qu'elle est autorisée à émettre, en vertu d'un règlement municipal de ladite ville, portant le No 60, en date du 22 juillet 1921, approuvé par les électeurs municipaux de la susdite ville, en date du 11 août 1921, et par le lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, en date du 6 octobre 1921.

Ces obligations sont au nombre de 416 dont 346 d'une dénomination de 500.00 chacune forment la série "A" et 70 d'une dénomination de \$100.00 chacune forment la série "B" et sont datées du premier juillet 1921, payables au porteur au bureau de La Banque Nationale, à Jonquière, Québec et Montréal et productives d'intérêt au taux de six pour cent l'an à compter de la date de leur émission, l'intérêt payable semi-annuellement au porteur les premiers de janvier et juillet de chaque année.

Par une permission accordée par l'honorable ministre des affaires municipales de la province de Québec, sous l'autorité de la loi 8 Geo. V, chap. 60, section 34, telle qu'amendée, lesdites obligations à être émises par ladite ville en vertu du susdit règlement, seront rachetables par la susdite corporation de la ville de Jonquière, comme suit:

	\$500 Série "A"	\$100 Série "B."
Au premier juillet 1922:	1 à 3 inc.	1 à 2 inc.
" " 1923	4 " 6 "	3 à 5 "
" " 1924	7 " 9 "	6 à 9 "
" " 1925	10 " 13 "	" " " "
" " 1926	14 " 17 "	10 " " "
" " 1927	18 " 21 "	11 à 12 "
" " 1928	22 " 25 "	13 à 16 "
" " 1929	26 " 30 "	" " " "
" " 1930	31 " 35 "	17 " " "
" " 1931	36 " 346 "	18 à 70 inc.

Chaque soumission devra:

(a) Être accompagnée d'un chèque accepté égal à 2% du montant de l'emprunt ou desdites obligations;

(b) Spécifier que le prix offert comprend l'intérêt accru sur ces obligations pour jusqu'au moment de leur livraison, ou que lesdits intérêts accrus seront payés à la ville en outre du prix offert;

Tenders

Province of Quebec,
District of Chicoutimi,
Town of Jonquière.

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Jonquière, that sealed tenders will be received by the undersigned, clerk of the said town, up to noon, 24th January, 1922, for the purchase of one hundred and eighty thousand dollars of bonds of the municipality of the town of Jonquière, in the county and district of Chicoutimi, which it is authorized to issue in virtue of a municipal by-law of the said town bearing No. 60, dated 22nd July, 1921, approved by the municipal electors of the said town, 11th August, 1921, and by the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, 6th October, 1921.

These bonds are 416 in number of which 346 are of a denomination of \$500.00 each forming series "A" and 70 of the denomination of \$100.00 each forming series "B" and are dated 1st July, 1921, payable to bearer at the office of the Banque Nationale at Jonquière, Quebec and Montreal and bearing interest at the rate of six per cent yearly counting from the date of issue, interest payable semi-annually to bearer 1st January and July of each year.

By permission granted by the Honourable the Minister of Municipal Affairs of the Province of Quebec under authority of Act 8 Geo. V, chap. 60, section 34 as amended the said bonds to be issued by the said town in virtue of the above by-law shall be redeemable by the above corporation of the town of Jonquière, as follows:

	\$500 Series "A"	\$100 Series "B."
1st July., 1922:	1 to 3 inc.	1 to 2 inc.
" " 1923	4 " 6 "	3 " 5 "
" " 1924	7 " 9 "	6 " 9 "
" " 1925	10 " 13 "	" " " "
" " 1926	14 " 17 "	10 " " "
" " 1927	18 " 21 "	11 " 12 "
" " 1928	22 " 25 "	13 " 16 "
" " 1929	26 " 30 "	" " " "
" " 1930	31 " 35 "	17 " " "
" " 1931	36 " 346 "	18 to 70 inc.

Each tender must:

(a) Be accompanied by an accepted cheque equal to 2% of the amount of the said loan or bonds;

(b) Specify that the price offered comprises accrued interest on these bonds until the time of their delivery or the said accrued interest shall be payable to the town in addition to the price offered;

(c) Spécifier que le prix offert comprend le coût de l'impression des obligations et les frais d'assurances pour leur livraison, ou que le soumissionnaire paiera à ladite ville le coût de cette impression et lesdits frais d'assurance de livraison en outre du prix offert;

(d) Stipuler que le soumissionnaire s'oblige à faire imprimer lesdites obligations d'après les instructions du conseil de la ville de Jonquière.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale du conseil municipal de la ville de Jonquière, qui aura lieu à l'hôtel de ville, mardi, le 24 janvier 1922, à deux heures de l'après-midi.

La ville de Jonquière ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions.

En foi de quoi, j'ai signé à Jonquière, ce 3 janvier 1922.

Le greffier, ville de Jonquière,

65

J.-B. LACROIX.

(c) Specify that the price offered comprises the cost of printing of these bonds and the cost of insurance for their delivery, or that the tenderer shall pay to the said town the cost of this printing and the said cost of insurance for delivery besides the price offered;

(d) Stipulate that the tenderer binds himself to print the said bonds according to instructions of the council of the town of Jonquière.

The tenders will be considered at a special meeting of the municipal council of the town of Jonquière, which will take place at the town hall, Tuesday, 24th January, 1922, at two o'clock in the afternoon.

The town of Jonquière does not bind itself to accept any of the tenders.

In testimony whereof I have signed at Jonquière, 3rd January, 1922.

J. B. LACROIX,

66

Clerk, town of Jonquière.

Vente—Loi de faillite

Dans l'affaire de Wilfrid-H. Pauzé, commerçant de bois et manufacturier de portes et châssis de la cité de Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite, et tel que prescrit par la Loi de faillite, 1920.

L'immeuble ci-après désigné sera vendu par encaissement public le QUATORZIÈME jour de FEVRIER 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, à Montréal, savoir:

Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, et ayant front sur la rue Clarke, et connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent douze (812) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal—avec bâtisses sus-érigées, portant les numéros 12, 14 et 16 de ladite rue Clarke, comprenant toutes les machineries et accessoires y attachés.

Pour autres informations et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

TURCOTTE & MERRILL,

97, rue Saint-Jacques, Montréal.

Encanteurs: Fraser Frères.

73—1-2

Sale—Bankruptcy Act.

In the matter of Wilfrid H. Pauzé, lumber merchant and manufacturer of sash and doors, of the city of Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate and in accordance with the bankruptcy Act, 1920.

The immoveable property hereafter described will be sold by public auction the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the sheriff's office, of the district of Montreal, at the Court House, in Montreal, to wit:

A certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Clarke street, and known and designated as being the lot number eight hundred and twelve (812) on the official plan and book of reference for Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 12, 14 and 16 of the said Clarke street, comprising machinery and accessories thereto attached.

For further particulars and *cahier des charges*, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

97 Saint James street, Montreal.

Messrs. Fraser Bros., auctioneers.

74—1-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Ames vs Dustin.....	24
" Charbonneau vs Charbonneau.....	24
" Dansereau vs Touchette.....	24
" Laboursodière vs Lalonde.....	23
" Patenaude vs Ste-Marie.....	24
" Pépin vs Poulin.....	23
" Sarrazin vs Morand.....	23
" Scripture vs Parkinson.....	24
" Shapiro vs Levin.....	23
" Stewart vs Sharp.....	24
" Venditti vs Moinelli.....	23

Index of the Quebec Official Gazette, No 1.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Ames vs Dustin.....	24
" Charbonneau vs Charbonneau.....	24
" Dansereau vs Touchette.....	24
" Laboursodière vs Lalonde.....	23
" Patenaude vs Ste-Marie.....	24
" Pépin vs Poulin.....	23
" Sarrazin vs Morand.....	23
" Scripture vs Parkinson.....	24
" Shapiro vs Levin.....	23
" Stewart vs Sharp.....	24
" Venditti vs Moinelli.....	23

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Britton vs Dme Hoodson.	25	Britton vs Dme Hoodson.	25
ANNONCEURS :—A vis aux :—	1	ADVERTISERS :—Notice to :—	1
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES :—	
Montreal Tramways Company.....	25	Montreal Tramways Company.....	25
BILLS PRIVÉS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—		PRIVATE BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—	
Avis de l'Assemblée législative.....	3	Notice of the Legislative Assembly.....	3
BUREAU-CHEF :—		CHIEF-OFFICE :—	
Mount Bruno Floral Co. Li'd.....	25	Mount Bruno Floral Co. Li'd.....	25
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—		APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—	
Asbestos Corporation of Canada, Lt'd..	21	Asbestos Corporation of Canada, Lt'd..	21
Beaupré, Horace <i>et al.</i>	16	Beaupré, Horace <i>et al.</i>	16
Berthiaume, Edouard <i>et al.</i>	11	Berthiaume, Edouard <i>et al.</i>	11
Berthiaume, Eugène.....	11	Berthiaume, Eugène.....	11
Bureau des Commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal.....	12	Board of Protestant School Commissioners of the city of Montreal.....	12
Bérubé J.-B. <i>et al.</i>	14	Bérubé J.-B. <i>et al.</i>	14
Canadian Light, Heat & Power Company	10	Canadian Light, Heat & Power Company	10
Chouinard, Germain.....	18	Chouinard, Germain.....	18
Cité de Montréal.....	14	City of Montreal.....	14
Cité d'Outremont.....	19	City of Outremont.....	19
Cité de Québec.....	15	City of Quebec.....	15
Cité de Sherbrooke.....	20	City of Sherbrooke.....	20
Commissaires des écoles de Montréal....	14	The Montreal School Commissioners....	14
Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.....	12	The Roberval and Saguenay Railway Company.....	12
Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal.....	17	Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal.....	17
Corporation de la ville d'Arthabaska...	17	Corporation of the town of Arthabaska..	17
Corporation du village de Mont-Joli..	14	Corporation of the village of Mont-Joli.....	14
Desforges, Léopold.....	16	Desforges, Léopold.....	16
La cité de Lachine.....	12	The city of Lachine.....	12
La Compagnie d'assurance Canadienne Britannique.....	10	The British Canadian Insurance Company.....	10
La corporation du village de Baie Saint-Paul....	15	The corporation of the village of Baie Saint-Paul.....	15
Les curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville...	17	The Curé and church wardens of the parish Saint-Frédéric-de-Drummondville.....	17
L'union des municipalités de la province de Québec.....	19	L'union des municipalités de la province de Québec.....	19
Marier, Delle Théophita <i>et al.</i>	21	Marier, Delle Théophita <i>et al.</i>	21
Montreal Public Service Corporation..	10	Montreal Public Service Corporation..	10
Nora, Hunter (Dme) <i>et al.</i>	11	Nora, Hunter (Dme) <i>et al.</i>	11
Parker, Chester Thompson.....	10	Parker, Chester Thompson.....	10
Prévost (Dme Heva) <i>et al.</i>	18	Prévost (Dme Heva) <i>et al.</i>	18
Raymond, Donat.....	12	Raymond, Donat.....	12
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	18	Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	18
Succession de Lisle.....	13	Estate de Lisle.....	13
Succession Joseph-Arthur Villeneuve..	13	Estate Joseph-Arthur Villeneuve.....	13
The Art's Club, Lt'd.....	16	The Art's Club, Lt'd.....	16
The Connectional Methodist Church in Quebec.....	10	The Connectional Methodist Church in Quebec.....	10
Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada.....	21	Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada.....	21
Ville de Laval-des-Rapides.....	13	Town of Laval-des-Rapides.....	13
Ville d'Outremont.....	19	Town of Outremont.....	19
Ville Saint-Jérôme.....	19	Town of Saint-Jérôme.....	19
Wolf, Signer <i>et al.</i>	16	Wolf, Signer <i>et al.</i>	16

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Corporation scolaire de Saint-Sylvestre.	21	School corporation of Saint-Sylvestre...	21
Mun. scol.: Launay.....	22	School mun. : Launay.....	22

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

L'Union Saint-Joseph de Lachine.....	22
Osler & Nanton Trust Co'y.....	22
Union Saint-Joseph de Lachine.....	22

DÉPUTÉS ÉLUS:—

M. Jos. Gauthier, collège électoral de Montréal-Sainte-Marie.....	51
M. Eugène Godbout, collège électoral de Témiscouata.....	51

ERRATUM :

Re Fusion de l'Union Saint-Joseph-de- Lachine.....	51
---	----

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.....	26
Québec.....	27

LETTRES PATENTES:—

Canadian Research Laboratories, Inc. .	3
La Compagnie d'Habitations St-Malo..	46
La compagnie électrique de Saint-Apolli- naire, ltée.	44
La Compagnie des habitations de Belle- vue, ltée.	44
Langlois, ltée.	6
Montreal Finance Corporation, Lt'd....	48
Omer DeSerres, ltée.	41
Roger, Turcotte Frères, ltée.	43
St-Gabriel Hôtel, ltée.	47
Saint-Raphael, de l'Île Bizard.....	51
The Canadian General Products Com- pany.....	7
Turcotte Frères, ltée.	45

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Mount Murray Woodlands Corporation	51
------------------------------------	----

ORDRE DE COUR :—

M. Clément vs La société coopérative agricole de La Conception.....	27
--	----

PROCLAMATION :—

Expédition des affaires.....	2
------------------------------	---

SOUMISSIONS:—

Ville de Jonquière.....	52
-------------------------	----

VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Beauchamp, W.-M.....	28
Gagné, Philéas.....	28
Wilfrid-H. Pauzé.....	53

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES: Comtés de:—

Drummond.....	29
Nicolet.....	33
Rouville.....	33
Témiscamingue, 1re division.....	31
Témiscouata.....	34
Wolfe.....	32

TREASURY DEPARTMENT :—

L'Union Saint-Joseph de Lachine.....	22
Osler & Nanton Trust Co'y.....	22
Union Saint-Joseph de Lachine.....	22

MEMBERS ELECTED:—

Mr. Jos. Gauthier, electoral division of Montreal—Sainte-Marie.....	2751
Mr. Eugène Godbout, electoral division of Témiscouata.....	51

ERRATUM :—

Re Amalgamation of l'Union Saint-Joseph de Lachine.....	51
--	----

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.....	26
Québec.....	27

LETTERS PATENT:—

Canadian Research Laboratories, Inc. .	3
La Compagnie d'Habitations St-Malo..	46
La compagnie électrique de Saint-Apolli- naire, ltée.	44
La Compagnie des habitations de Belle- vue, ltée.	44
Langlois, ltée.	6
Montreal Finance Corporation, Lt'd....	48
Omer DeSerres, ltée.	41
Roger, Turcotte Frères, ltée.	43
St-Gabriel Hôtel, ltée.	47
Saint Raphael of Ile Bizard.....	31
The Canadian General Products Com- pany.....	7
Turcotte Frères, ltée.	45

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Mount Murray Woodlands Corporation	51
------------------------------------	----

RULE OF COURT:—

M. Clément vs La société coopérative agricole de La Conception.....	27
--	----

PROCLAMATION :—

Dispatch of business.....	2
---------------------------	---

TENDERS:—

Town of Jonquière.....	52
------------------------	----

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Beauchamp, W.-M.....	28
Gagné, Philéas.....	28
Wilfrid-H. Pauzé.....	53

SALE FOR MUNICIPAL TAXES: Counties of:—

Drummond.....	29
Nicolet.....	33
Rouville.....	33
Témiscamingue, 1st division.....	31
Témiscouata.....	34
Wolfe.....	32

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Plamondon vs Lambert..... 35

JOLIETTE:—

Godin vs Deslauriers..... 35

MONTREAL:—

Howard vs Hughes..... 37

La cité de Lachine vs Descarries..... 35

La ville de Montréal-Est vs Turcotte... 37

McCord vs Invention and Promotion, 38

Lt'd..... 38

McKenna Lt'd vs Bower..... 37

Ville Laval-des-Rapides vs Lamdon.... 36

Ville de Laval-des-Rapides vs Lebeau.. 36

Ville de Laval-des-Rapides vs Raymond. 36

QUÉBEC:—

Dion vs Filion..... 38

Franceur *et al* vs Bureau..... 39

ROBERVAL:—

Couture vs Gobeil..... 39

SAINT-HYACINTHE:—

Polardy vs St-Germain..... 40

TROIS-RIVIÈRES:—

Boisvert vs Caron..... 41

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Plamondon vs Lambert..... 35

JOLIETTE:—

Godin vs Deslauriers..... 35

MONTREAL:—

Howard vs Hughes..... 37

The city of Lachine vs Descarries..... 35

The town of Montreal-East vs Turcotte. 37

McCord vs Invention and Promotion, 38

Lt'd..... 38

McKenna Lt'd vs Bower..... 37

The town of Laval-des-Rapides vs Lam- 36

den..... 36

The town of Laval des Rapides vs Lebeau 36

The town of Laval-des-Rapides vs Ray- 36

mond..... 36

QUÉBEC:—

Dion vs Filion..... 38

Franceur *et al* vs Bureau..... 39

ROBERVAL:—

Couture vs Gobeil..... 39

SAINT-HYACINTHE:—

Polardy vs St-Germain..... 40

THREE RIVERS:—

Boisvert vs Caron..... 41